



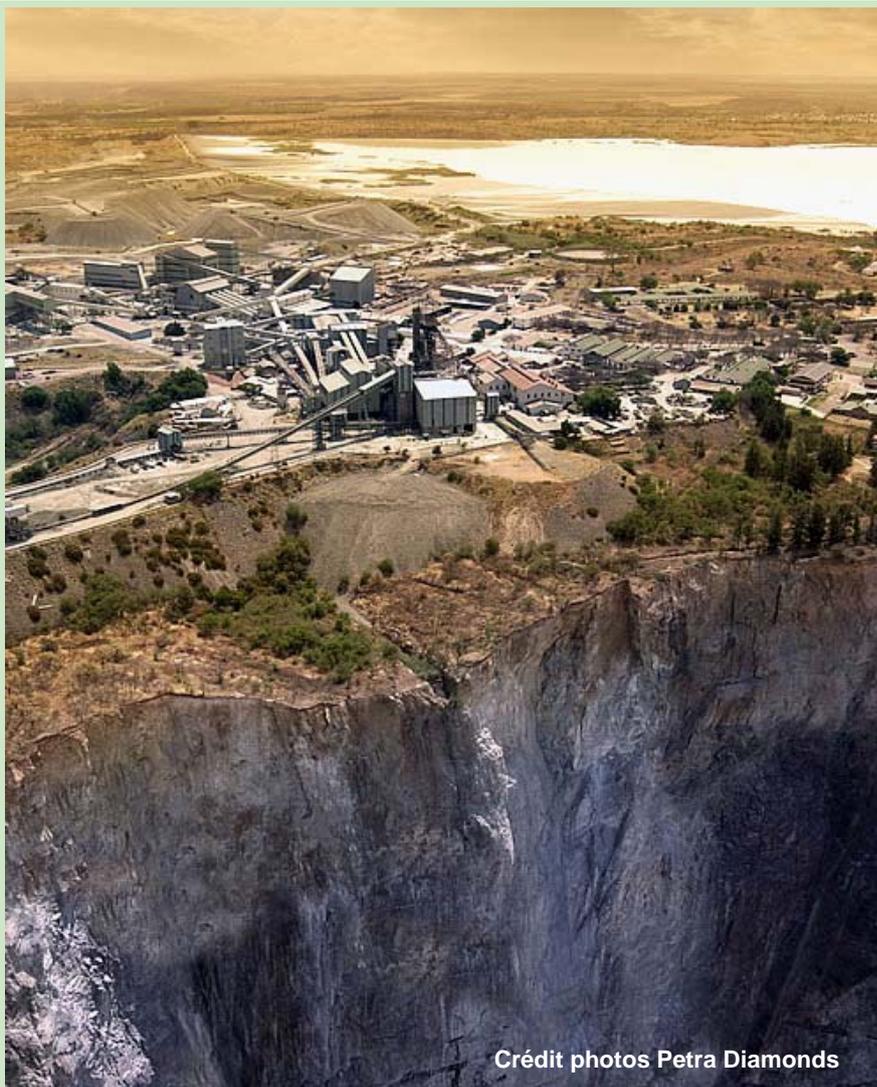
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER

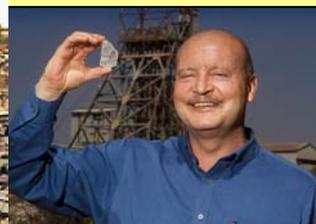
SEPTEMBRE-OCTOBRE 2009

ECOMINE

REVUE D'ACTUALITÉ DES MINÉRAUX ET DES MÉTAUX



**Mine Cullinan
(Afrique du Sud)
en activité depuis
1903**



Diamant de 507 carats



**Éco-note :
le marché du
diamant gemme**

Crédit photos Petra Diamonds

Métaux précieux : hausses franches en septembre et octobre 2009

Métaux de base : des hausses de cours bimestrielles fortes pour le plomb et le zinc, modérées pour le cuivre et l'étain et un repli des cours du nickel et de l'aluminium

Areva : au moins trois candidats au rachat d'Areva T&D

Rio Tinto group : les objectifs du programme de cessions d'actifs ont été atteints en termes de valeur mais il reste les cessions prévues dans le cadre du désinvestissement

Eco-Note : le marché du diamant gemme - inquiétudes avant les fêtes de fin d'année et inquiétudes sur la ressource à long terme

ÉCOMINE

Revue d'actualité des minéraux et des métaux

ÉCOMINE est une revue mensuelle d'information sur l'actualité des minéraux et des métaux, diffusée sur le site internet de la Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature : site web industrie.gouv.fr/energie/matieres/fl_e_mat.htm

ÉCOMINE rassemble et analyse les informations sélectionnées dans la presse pour leur intérêt général. Les références des publications utilisées sont données à la suite de chaque article.

La rédaction de la revue ÉCOMINE est assurée par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

La revue ÉCOMINE comporte cinq grandes rubriques :

- informations générales avec trois volets : cours et tendances des métaux ; fondamentaux de l'économie mondiale ; dossiers et faits d'actualité.
Rédacteurs : J.M. Éberlé, A. Coumoul
Tableaux et graphiques de cours : J.M. Angel
- informations sectorielles, relatives aux métaux de base et d'alliage, au diamant et aux métaux précieux, aux minéraux industriels et matériaux de construction, y compris les eaux minérales et le recyclage.
Rédacteurs : A. Coumoul, J.M. Angel, J.M. Éberlé
- questions multilatérales, rubriques centrées notamment sur les procédures antidumping.
Rédacteur : A. Coumoul
- les États, du point de vue de l'exploitation de leur ressources.
Rédacteur : J.M. Éberlé, A. Coumoul
- les entreprises, en ce qui concerne leur stratégie, les actions en cours, les résultats.
Rédacteur : J.M. Éberlé

Une note, appelée « Éco-note », sur un sujet particulier d'actualité accompagne chaque mois cette revue de presse.

CONTACTS DE LA REVUE ÉCOMINE :

* *Chargée de la coordination :*

yvelyne.clain@developpement-durable.gouv.fr

* *Chargé de la réalisation :* a.coumoul@brgm.fr

Avertissement

Les informations contenues dans la revue de presse ÉCOMINE et les opinions qui y sont exprimées n'engagent pas la responsabilité de l'État.

SOMMAIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Cours et tendance 9

➤ Métaux précieux : hausses de cours franches en septembre et octobre 2009

➤ Métaux de base : des hausses de cours bimestrielles fortes pour le plomb et le zinc, modérées pour le cuivre et l'étain et un repli des cours du nickel et de l'aluminium

Fondamentaux11

➤ Crise économique mondiale : la reprise semble se confirmer, mais des interrogations demeurent sur le fond

➤ Matières premières : reprise de la consommation ou spéculation ?

Dossiers et faits d'actualité 13

➤ Au moins trois candidats au rachat d'Areva T&D

➤ Programme de cession d'actifs de Rio Tinto Group : les objectifs en termes de valeur sont atteints mais il reste les cessions prévues dans le cadre du désinvestissement

➤ Actualité des fusions/acquisitions du secteur minéraux-métaux (1) : Xstrata renonce provisoirement à son projet de fusion avec Anglo American

➤ Actualité des fusions/acquisitions du secteur minéraux-métaux (2) : suite de l'actualité

INFORMATIONS SECTORIELLES

Métaux de base 19

➤ Aluminium : UC Rusal confronté à un endettement élevé et à l'atonie du marché de l'aluminium

➤ Cuivre : situation débloquée en Mongolie pour la mise en exploitation du gisement exceptionnel d'Oyu Tolgoï par Ivanhoe Mines

➤ Étain : la RDC prête à normaliser sa production d'étain

➤ Fer et acier (1) : beaucoup d'interrogations autour de la reprise de la demande d'acier alors que les sidérurgistes chinois sont passés à près de 50% de la production mondiale sur les neuf premiers mois de 2009

➤ Fer et acier (2) : marché du minerai de fer, clôture des négociations annuelles et ventes séparées de la joint venture australienne Rio Tinto / BHP-Billiton

➤ Plomb-Zinc : le fondeur Nyrstar redémarre ses capacités de zinc en sommeil et acquiert des mines... pourquoi pas avec les actifs mis en vente par Anglo American ?

Métaux d'alliage25

➤ Antimoine : l'accident survenu à la mine chinoise de Hsikwangshan, la plus grande mine mondiale d'antimoine, a enflammé le prix

➤ Cobalt-nickel (1) : le projet nickel néo-calédonien de Koniambo avance normalement

➤ Cobalt-nickel (2) : le groupe ENRC a lancé une OPA sur le groupe Camec actif dans le cuivre-cobalt de RDC, première étape dans sa nouvelle stratégie de diversification

➤ Manganèse : OM Holdings a l'ambition de devenir un des premiers producteurs de manganèse

➤ Molybdène : Moly Mines démarrera-t-il son projet australien à Cu-Mo de Spinifex Ridge avec l'aide d'investisseurs chinois ?

Métaux spéciaux27

➤ Terres rares : tension annoncée sur le marché mondial des terres rares

➤ Uranium (1) : le prix du « yellow cake » continue d'être déprimé en dépit de l'effervescence au niveau des projets miniers

➤ Uranium (2) : Areva est à la recherche de partenaires dans l'exploration et la production de minerai d'uranium

Diamant et Métaux précieux30

➤ Diamant : Rio Tinto et BHP-Billiton devraient reprendre pour leur activité diamant canadienne le schéma de rationalisation économique déjà appliqué à leur activité de minerai de fer australienne

➤ Argent : Silver Wheaton va doubler sa production d'argent d'ici 2015 après l'acquisition de la presque totalité de la production de Barrick Gold

➤ Or (1) : Barrick Gold supprime son carnet de hedging et étouffe son portefeuille minier

➤ Or (2) : Eldorado Gold Corp devrait réussir son OPA amicale sur Sino Gold Mining

➤ Palladium-platine : le marché des PGM continue de s'interroger sur les conditions du retour à la normale du secteur automobile tandis que l'offre s'étoffe en Afrique du Sud

Minéraux industriels et matériaux de construction33

➤ Carbonate de soude : Solvay entre sur le marché russe

➤ Ciment international : les groupes cimentiers sont toujours en difficulté

➤ Matériaux de construction : Wienerberger ferme trois de ses douze usines hongroises

➤ Sables à minéraux lourds : le lancement du projet kényan de Kwale par Tiomin Resources et Jinchuan Group se ferait sur les bases inchangées de leur 1^{er} accord

Eaux minérales35

➤ Pas d'article dans ce numéro

Recyclage 35

➤ Nippon Mining & Metals va se lancer dans le recyclage du lithium des piles et accumulateurs usagés

➤ Le recyclage des produits usagés n'est pas qu'un problème technique d'économie d'énergie ou de matières premières délégué à des spécialistes, il n'est concevable qu'avec l'implication des citoyens-consommateurs

QUESTIONS MULTILATÉRALES ...37

➤ Questions globales : vers une généralisation de la taxation s'appliquant aux exportations de substances minérales brutes ? Cas de la chromite sud-africaine

➤ Périmètres économiques : l'UE27 a établi des taxes antidumping contre certains produits importés d'aluminium et d'acier venant de trois pays dont la Chine, mais la mesure rencontre l'opposition des transformateurs de ces métaux

LES ÉTATS39

LES ENTREPRISES 43

CARNET 47

ÉCO-NOTE 49

➤ Le marché du diamant gemme, inquiétudes avant les fêtes de fin d'année et inquiétudes sur la ressource à long terme ; par A. Coumoul

**TABLEAU DE BORD DES COURS ET TENDANCES
POUR LE MOIS DE SEPTEMBRE 2009**

**Métaux précieux
(London fixing price)**

	Rappel moyenne 2004	Rappel moyenne 2005	Rappel moyenne 2006	Rappel moyenne 2007	Rappel moyenne 2008	Moyenne Août 2009	Moyenne septembre 2009	Tendance septembre 09 / août 09
Exprimés en dollars/once								
Argent	6,7	7,3	11,5	13,3	15,1	14,3	16,4	+ 14,2 %
Or	409	445	604	696	874	949	997	+ 5,0 %
Palladium	230	202	320	355	354	275	293	+ 6,4 %
Platine	844	897	1 143	1 304	1 582	1 245	1 289	+ 3,6 %
Exprimés en euros/once								
Argent			9,2	9,7	10,1	10,1	11,3	+ 11,9 %
Or			481	507	594	666	684	+ 2,8 %
Palladium			255	259	237	193	201	+ 4,2 %
Platine			910	950	1 059	873	885	+ 1,4 %

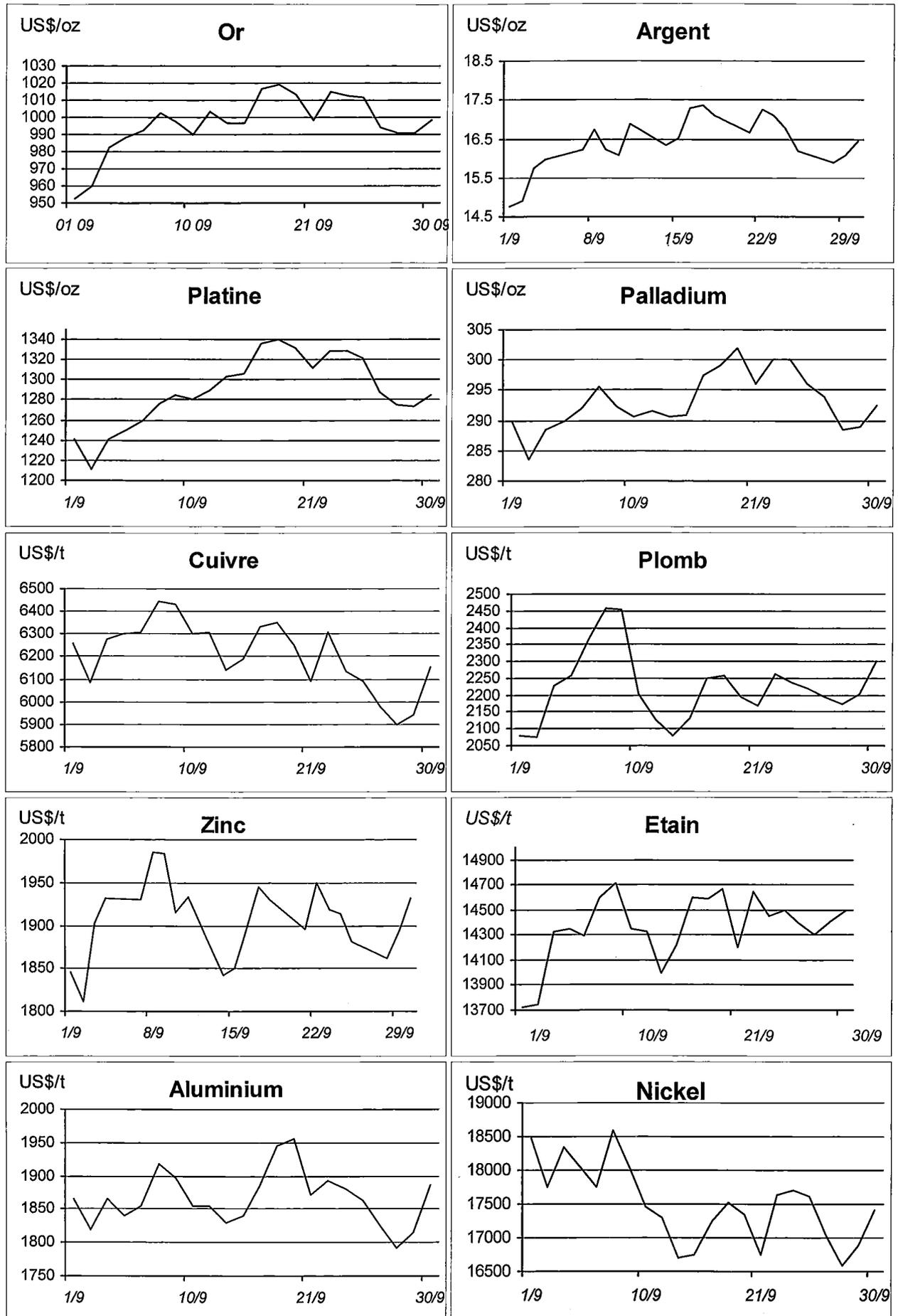
**Métaux de base et d'alliage
(London LME 3 mois)**

	Rappel moyenne 2004	Rappel moyenne 2005	Rappel moyenne 2006	Rappel moyenne 2007	Rappel moyenne 2008	Moyenne Août 2009	Moyenne septembre 2009	Tendance septembre 09 / août 09
Exprimés en dollars/tonne								
Aluminium	1 721	1 899	2 580	2 661	2 626	1 965	1 866	- 5,0 %
Cuivre	2 789	3 503	6 676	7 098	6 910	6 170	6 208	+ 0,6 %
Etain	8 354	7 335	8 743	14 513	18 444	14 435	14 351	- 0,5 %
Nickel	13 724	14 569	23 229	36 125	21 356	19 649	17 500	- 10,9 %
Plomb	848	941	1 282	2 566	2 103	1 914	2 224	+ 16,2 %
Zinc	1 063	1 392	3 256	3 241	1 902	1 849	1 907	+ 3,1 %
Exprimés en euros/tonne								
Aluminium			2 051	1 947	1 772	1 378	1 282	- 7,0 %
Cuivre			5 292	5 177	4 632	4 326	4 263	- 1,5 %
Etain			6 945	10 566	12 395	10 122	9 862	- 2,6 %
Nickel			18 385	26 503	14 302	13 777	12 018	- 12,8 %
Plomb			1 018	1 860	1 415	1 342	1 527	+ 13,8 %
Zinc			2 573	2 378	1 278	1 297	1 310	+ 1,0 %

État des Stocks au LME (t)

	Fin 2005	Fin 2006	Fin 2007	Fin 2008	Fin août 2009	Fin septembre 2009	Tendance septembre 09 / août 09
Aluminium	622 700	699 325	930 025	2 328 900	4 614 350	4 586 925	- 0,6 %
Cuivre	72 600	182 800	197 450	339 775	298 925	345 650	+ 15,6 %
Etain	12 585	12 970	12 100	7 790	19 765	24 815	+ 25,6 %
Nickel	23 964	6 648	47 946	78 390	113 442	119 490	+ 5,3 %
Plomb	41 350	41 125	45 575	45 150	120 950	126 925	+ 4,9 %
Zinc	437 800	88 450	89 150	253 500	434 600	437 150	+ 0,6 %

VARIATION DES COURS DES MÉTAUX PENDANT LE MOIS DE SEPTEMBRE 2009



**TABLEAU DE BORD DES COURS ET TENDANCES
POUR LE MOIS D'OCTOBRE 2009**

**Métaux précieux
(London fixing price)**

	Rappel moyenne 2004	Rappel moyenne 2005	Rappel moyenne 2006	Rappel moyenne 2007	Rappel moyenne 2008	Moyenne septembre 2009	Moyenne octobre 2009	Tendance octobre 09 / septembre 09
Exprimés en dollars/once								
Argent	6,7	7,3	11,5	13,3	15,1	16,4	17,2	+ 5,2 %
Or	409	445	604	696	874	997	1 043	+ 4,7 %
Palladium	230	202	320	355	354	293	322	+ 9,8 %
Platine	844	897	1 143	1 304	1 582	1 289	1 333	+ 3,4 %
Exprimés en euros/once								
Argent			9,2	9,7	10,1	11,3	11,6	+ 3,4 %
Or			481	507	594	684	704	+ 2,9 %
Palladium			255	259	237	201	217	+ 7,9 %
Platine			910	950	1 059	885	900	+ 1,7 %

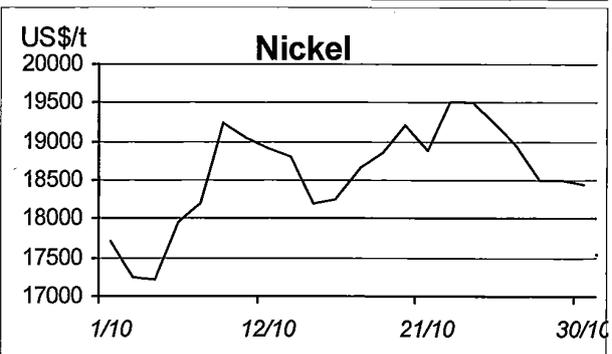
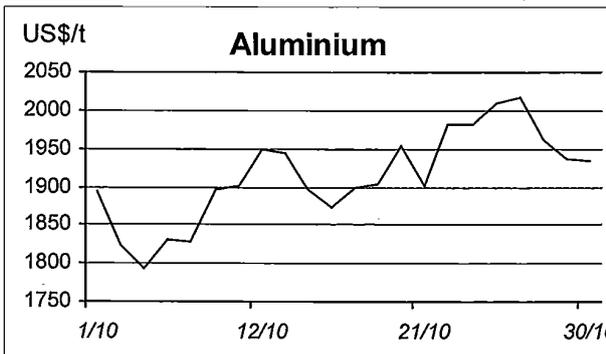
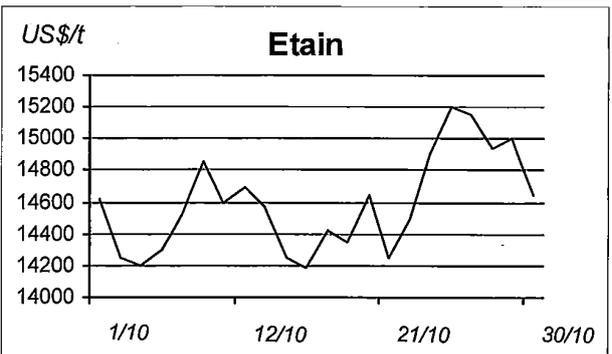
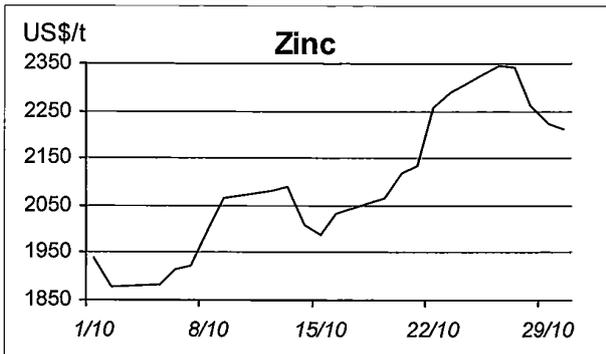
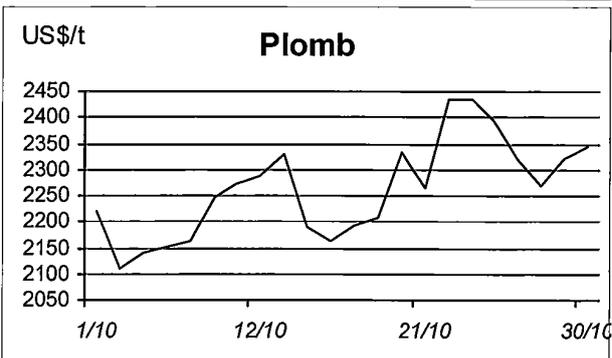
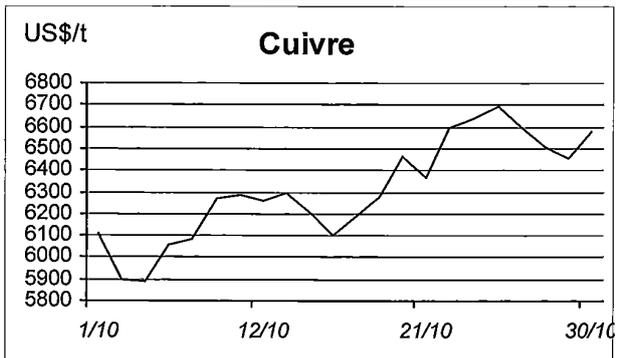
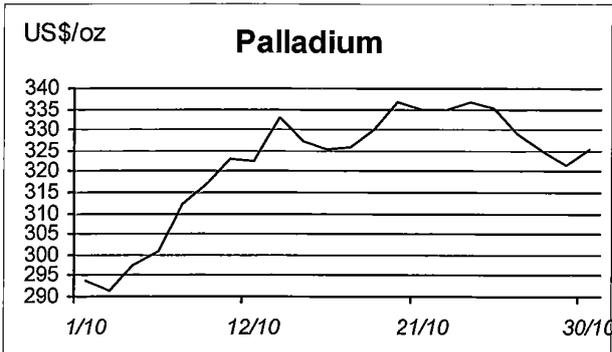
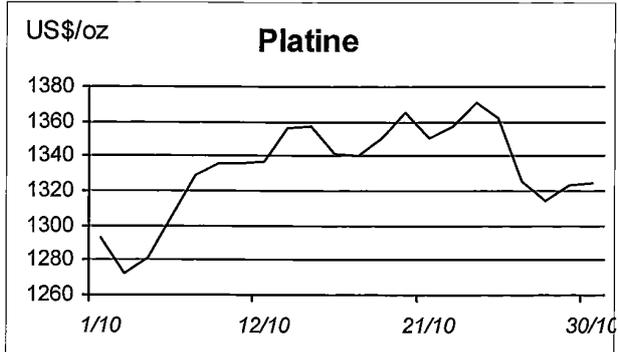
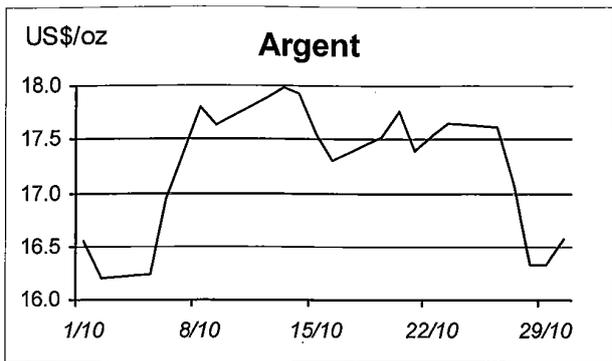
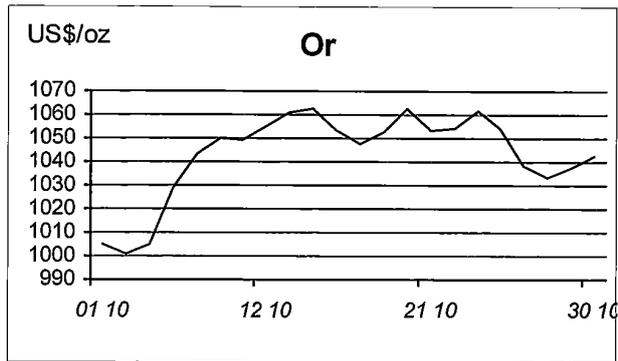
**Métaux de base et d'alliage
(London LME 3 mois)**

	Rappel moyenne 2004	Rappel moyenne 2005	Rappel moyenne 2006	Rappel moyenne 2007	Rappel moyenne 2008	Moyenne septembre 2009	Moyenne octobre 2009	Tendance octobre 09 / sept. 09
Exprimés en dollars/tonne								
Aluminium	1 721	1 899	2 580	2 661	2 626	1 866	1 914	+ 2,6 %
Cuivre	2 789	3 503	6 676	7 098	6 910	6 208	6 310	+ 1,6 %
Etain	8 354	7 335	8 743	14 513	18 444	14 351	14 594	+ 1,6 %
Nickel	13 724	14 569	23 229	36 125	21 356	17 500	18 591	+ 6,2 %
Plomb	848	941	1 282	2 566	2 103	2 224	2 263	+ 1,8 %
Zinc	1 063	1 392	3 256	3 241	1 902	1 907	2 093	+ 9,8 %
Exprimés en euros/tonne								
Aluminium			2 051	1 947	1 772	1 282	1 292	+ 0,8 %
Cuivre			5 292	5 177	4 632	4 263	4 260	- 0,1 %
Etain			6 945	10 566	12 395	9 862	9 853	- 0,1 %
Nickel			18 385	26 503	14 302	12 018	12 552	+ 4,4 %
Plomb			1 018	1 860	1 415	1 527	1 528	+ 0,1 %
Zinc			2 573	2 378	1 278	1 310	1 413	+ 7,9 %

État des Stocks au LME (t)

	Fin 2005	Fin 2006	Fin 2007	Fin 2008	Fin septembre 2009	Fin octobre 2009	Tendance octobre 09 / septembre 09
Aluminium	622 700	699 325	930 025	2 328 900	4 586 925	4 559 025	- 0,6 %
Cuivre	72 600	182 800	197 450	339 775	345 650	372 200	+ 7,7 %
Etain	12 585	12 970	12 100	7 790	24 815	26 610	+ 7,2 %
Nickel	23 964	6 648	47 946	78 390	119 490	126 822	+ 6,1 %
Plomb	41 350	41 125	45 575	45 150	126 925	129 850	+ 2,3 %
Zinc	437 800	88 450	89 150	253 500	437 150	428 925	- 1,9 %

VARIATION DES COURS DES MÉTAUX PENDANT LE MOIS D'OCTOBRE 2009



INFORMATIONS GÉNÉRALES

COURS ET TENDANCES

Métaux précieux : hausses de cours franches en septembre et octobre 2009

Les mois de septembre et d'octobre 2009 ont été favorables aux métaux précieux, mais avec le levier de l'affaiblissement du dollar. Les plus performants ont été les habituels délaissés, l'argent et le palladium. Sur les deux mois, le cours de l'argent a augmenté de 20,3 %, celui du palladium de 17,1 %, celui de l'or de 9,9 % et celui du platine de 7,1 %.

Le cours de l'or a fait l'essentiel de l'actualité des métaux précieux avec le franchissement de la « barre » des 1 000 \$/oz : il a débuté septembre vers 950 \$/oz et a terminé octobre vers 1 040 \$/oz. Si le franchissement a été hésitant en septembre, il a été catégorique en octobre grâce à la baisse du dollar et à la flambée du prix du baril de pétrole. Il a effectué une montée rapide vers 1 050 \$/oz et plusieurs pics ont dépassé les 1 060 \$/oz, dont le pic de 1 062,875 \$/oz du 20 octobre qui a effacé le record de 1 032 \$/oz du 17 mars 2008. La moyenne de cours de septembre a augmenté de 5,0 %, à 997 \$/oz, et celle du mois d'octobre de 4,7 %, à 1 043 \$/oz.

L'or a bénéficié d'un contexte favorable avec la faveur non démentie des investisseurs qui craignent le retour de l'inflation, un nouvel affaiblissement du dollar qui a replacé l'euro à 1,5 \$ à la mi-octobre et inquiété les détenteurs de cette devise, la décision significative de Barrick Gold de supprimer son carnet de « hedging » (couverture par ventes à terme à prix convenu) et le passage des banques centrales de vendeur net à acheteur net d'or. La vente prévue de 403,3 t d'or par le FMI sera faite dans des conditions qui devraient perturber le moins possible le marché. Selon le consultant GFMS qui situe la hausse de la demande d'or vers 4 % cette année

(tabl. suivant), c'est le problème de l'inflation qui déterminera le maintien durable de l'or au-dessus des 1 000 \$/oz.

La bonne résistance des ventes de véhicules automobiles grâce aux aides publiques dans les pays

GFMS : prévision d'évolution 2008-2009 du marché de l'or			
quantités en tonnes	2008	2009	évol. %
OFFRE	3 859	4 003	+ 3,7 %
dont production minière	2 414	2 502	+ 3,7 %
dont ventes des banques centrales	236	16	- 93,2 %
dont recyclage	1 209	1 485	+ 22,8 %
DEMANDE	3 859	4 003	+ 3,7 %
dont bijouterie	2 191	1 770	- 19,2 %
dont lingots	392	165	- 57,9 %
dont rachat contrats à terme (producteurs)	351	78	- 77,8 %
dont autres postes	925	1 990	+ 215 %
cours moyen \$/oz	871,96	932,00	+ 6,9 %

Le parcours de l'argent a été haussier en septembre et « en cloche » en octobre. Le cours a débuté le mois de septembre à 14,7 \$/oz et a terminé le mois d'octobre à 16,6 \$/oz après un long séjour quasi ininterrompu au-dessus de 17,5 \$/oz, du 8 au 26 octobre, dont un pic à 17,99 \$/oz le 13 octobre. La moyenne de cours de septembre a augmenté de 14,2 %, à 16,4 \$/oz, et celle du mois d'octobre de 5,2 %, à 17,2 \$/oz.

L'argent a aussi attiré les investisseurs, davantage que l'or soulignent les analystes bien que cela ait été moins médiatisé. Sur cette relance du cours, les analystes prévoient que l'argent pourrait revenir bientôt vers ses niveaux hauts historiques de 21 \$/oz.

Le cours du platine a suivi le même type de parcours que celui de l'or, preuve que les marchés sont dominés par la demande financière. Le cours a débuté septembre à 1 242 \$/oz et a terminé octobre à 1 324 \$/oz après avoir brièvement atteint ou dépassé les 1 360 \$/oz, dont un maximum de 1 370,5 \$/oz le 23 octobre. La moyenne de cours de septembre a augmenté de 3,6 %, à 1 289 \$/oz, et celle du mois d'octobre de 3,4 %, à 1 333 \$/oz.

européens, aux Etats-Unis, etc... est venue soutenir les cours du platine de même qu'une forte hausse des positions longues sur le métal. Les grèves intervenues sur les mines d'Afrique du Sud ont contribué à une certaine tension sur le cours mais avec une ampleur modérée.

Sans fracas médiatique, le cours du palladium a progressé de 17 % en deux mois. Il a débuté le mois de septembre à 290 \$/oz et a terminé le mois d'octobre à 325 \$/oz. Son plus haut a été de 336,5 \$/oz atteint par deux fois les 20 et 23 octobre. La moyenne de cours de septembre a augmenté de 6,4 %, à 293 \$/oz, et celle du mois d'octobre de 9,8 %, à 322 \$/oz.

Comme le platine, il est soutenu par le maintien du marché automobile à un bon niveau.

(Bases de cours kitco et fichiers BRGM ; Financial Times : 04-10-12-14-15/09/2009 ; La Tribune : 02-10-14/09/2009 ; Le Figaro : 05-06-23/09/2009 ; Le Monde : 23/09/2009 ; Les Echos : 14-15-16-17/09/2009 ; Platt's Metals Week 31/08/2007, 07-14-21/09/2009)

Métaux de base : des hausses de cours bimestrielles fortes pour le plomb et le zinc, modérées pour le cuivre et l'étain et un repli des cours du nickel et de l'aluminium

Après les fortes hausses des cours des métaux de base (sauf l'étain) en juillet et août, l'évolution en septembre et octobre a été plus contrastée. Au bilan des deux mois, le cours moyen mensuel a progressé de 18,3 % pour le plomb, de 13,2 % pour le zinc, de 2,3 % pour le cuivre et de 1,1 % pour l'étain. *A contrario*, le cours moyen mensuel de l'aluminium a baissé de 2,6 % et celui du nickel de 5,4 %.

Le cours de l'**aluminium** s'est enfin un peu rapproché des fondamentaux, après des mois d'interrogation sur son comportement. Baissier en septembre, le cours a évolué entre 1 800 et 1 950 \$/t, puis il s'est un peu repris en octobre, allant jusqu'à franchir les 2 000 \$/t (maximum de 2 017 \$/t atteint le 27 octobre). La moyenne de cours de septembre a baissé de 5 %, à 1 866 \$/t, et celle du mois d'octobre a augmenté de 2,6 %, à 1 914 \$/t.

En août dernier, la production mondiale d'aluminium primaire a progressé pour le deuxième mois consécutif et atteint 3 Mt qui est son niveau le plus élevé en dix mois. Les stocks du LME ont enfin arrêté leur progression en septembre-octobre et même commencé à diminuer (4,559 Mt à la fin d'octobre). Les analystes estiment maintenant le marché 2009 en surplus de 1,6 Mt alors que ceux de Chalco, qui ont trouvé la consommation mondiale très modérée au 1^{er} semestre, l'estiment à 1,3 Mt. Paradoxe, les importations chinoises d'aluminium ont augmenté de 190 % pour les neuf premiers mois, à 1,99 Mt. Les analystes de MBR résument la situation en parlant de marché en mode « wait-and-see ».

Le cours du **cuivre** a été baissier en septembre et haussier en octobre. Le cours minimum de 5 900 \$/t a été atteint le 28 septembre et les 2 et 5 octobre. Le cours maximum a été atteint le 26 octobre avec 6 695 \$/t. La moyenne de cours de septembre a augmenté de 0,6 %, à 6 208 \$/t, et celle du mois d'octobre a augmenté de 1,6 %, à 6 310 \$/t. Les stocks de cuivre du LME

augmentent tous les mois depuis juillet, étant arrivés à 372 kt à la fin octobre, mais ce volume est encore très modéré puisqu'il représente une semaine de la demande de métal primaire.

Si la Chine a poursuivi ses importations de cuivre, le marché ne dégage pas de tendance claire. Le cuivre reste un pionnier du redressement des cours des métaux de base avec un cours qui a progressé de 103 % depuis ses 3 107 \$/t de décembre 2008. Cela s'explique par la solidité de ses fondamentaux à plus long terme en tant que métal des énergies (bobines de fils de cuivre, câbles électriques, tubes...). Les analystes insistent sur la demande vigoureuse de métal qui fait régulièrement diminuer les stocks du LME et qui a amené une baisse de l'excédent prévisionnel du marché 2009 descendu de 441 kt à 245 kt. Selon les analystes de BHP-Billiton, si cette tendance persiste et si l'offre n'est pas adaptée, la demande mondiale à l'horizon 2020 pourrait atteindre 27 Mt et le déficit du marché 10 Mt.

Le marché du **zinc**, le moins performant des métaux de base jusqu'à présent, est peut-être sorti de son atonie. Le cours a été haussier en septembre et surtout en octobre, mois où il a franchi résolument les barres des 2 000 \$/t, 2 100 \$/t, 2 200 \$/t et 2 300 \$/t. Il a atteint un maximum de 2 344 \$/t le 26 octobre et terminé le mois à 2 214 \$/t. La moyenne de cours de septembre a augmenté de 3,1 %, à 1 907 \$/t, et celle du mois d'octobre a augmenté de 9,8 %, à 2 093 \$/t. Les stocks du LME ont été en baisse modérée, finissant la période à 429 kt.

Cette reprise est en grande partie liée à la fermeture de nombreuses raffineries chinoises de plomb et de zinc (ces deux métaux sont souvent associés dans les gisements) pour des raisons de pollution plus particulière par le plomb. D'après le bilan de l'ILZSG, le marché du zinc primaire dans la période de janvier à juillet serait encore en excédent de 290 kt malgré des baisses de la production minière (- 7 %) et de la production de métal raffiné (- 8 %).

Le cours du **plomb** a été très haussier en septembre et beaucoup moins en octobre, mais volatil durant ces deux mois. Il a évolué entre un minimum de 2 025 \$/t et un maximum de

2 460 \$/t. La moyenne de cours de septembre a augmenté de 16,2 %, à 2 224 \$/t, et celle du mois d'octobre a augmenté de 1,8 %, à 2 263 \$/t. Les stocks de plomb du LME ont augmenté de 8 900 t dans les deux mois, terminant à 130 kt.

Comme déjà précisé pour le zinc, le marché a été mis sous tension par les annonces répétées des autorités chinoises de fermetures des raffineries de plomb et de zinc les plus polluantes. La capacité fermée serait de 200 kt/an et pourrait être relevée ultérieurement à 500 kt/an. Le but est double, éliminer les usines les plus polluantes (éloignement des centres urbains aussi) et réduire l'offre qui serait en excédent de 23 % sur les huit premiers mois de l'année.

Le cours du **nickel** a perdu 2 149 \$ en septembre puis en a rattrapé la moitié, 1 091 \$, en octobre, poursuivant un parcours chaotique et volatil. Il était en hausse en janvier, en baisse en février-mars, en hausse d'avril à août, en baisse en septembre et en hausse en octobre. Néanmoins, le cours moyen mensuel d'octobre a repris 89 % par rapport à celui de décembre 2008, qui était de... 9 823 \$/t, inférieur à celui de l'étain. La volatilité en septembre et octobre est restée élevée avec 3 000 \$ de différence entre les bas et les hauts. La moyenne de cours de septembre a baissé de 10,9 %, à 17 500 \$/t, et celle du mois d'octobre a augmenté de 6,2 %, à 18 591 \$/t.

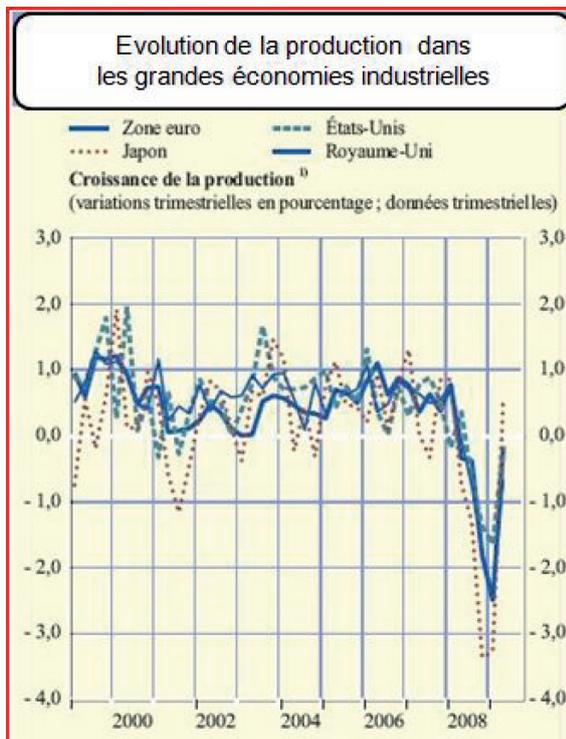
La hausse des stocks de nickel du LME, commencée en août, s'est poursuivie modérément, atteignant 127 kt à la fin octobre. La grève des mineurs de Sudbury (Canada) n'a pas vraiment aidé au soutien du prix, d'autant qu'a été annoncée l'ouverture de la mine de Santa Rita (Brésil). Les analystes pensent que la hausse des stocks ne reflète pas les fondamentaux qui demeurent robustes malgré l'absence actuelle de trait directeur.

L'évolution du cours de l'**étain**, dans ce contexte assez spécial où des variations significatives de cours n'ont souvent pas d'équivalent du côté de la demande, est assez voisine de celle du nickel. Depuis le début de l'année, ses hausses et ses baisses ont suivi les hausses et les baisses du nickel. La volatilité s'est marquée en septembre-octobre par des plus bas vers 13 700 \$/t

et des plus hauts vers 15 200 \$/t. La moyenne de cours de septembre a baissé de 0,5 %, à 14 351 \$/t, et celle du mois d'octobre a augmenté de 1,6 %, à 14 594 \$/t. Le cours moyen mensuel d'octobre a repris 32 % par rapport à celui de décembre 2008, qui était de 11 034 \$/t.

Le marché est assez atone comme le montre la hausse des stocks du LME, passés de 19,8 à 26,6 kt en deux mois, mais le cours trouve un soutien dans l'absence d'exportations chinoises et dans la flexibilité de l'offre indonésienne. Plus faible a été l'impact de la suspension des achats de minerai en République Démocratique du Congo par plusieurs compagnies ou négociants.

(Bases de cours LME et fichiers BRGM ; Engineering & Mining Journal : Septembre-October 2009 ; Financial Times : 11/09/2009 ; La Tribune : 11/09/2009 ; Les Echos : 21/09/2009 ; Metal Bulletin : 07-21/09/2009 ; Metal Bulletin Monthly : September 2009, October 2009 ; Platt's Metals Week : 24-31/08/2009, 07-21/09/2009, 26/10/2009)



Source : BCE, bulletin mensuel d'octobre 2009

internationaux, dont le FMI (début octobre) et l'OFCE (fin octobre), a donné lieu à une amélioration des perspectives (tabl. suivant).

(déjà) près du seuil des 10 %.

ou l'Italie et, a fortiori, que la Russie. Le taux de croissance de la Chine est maintenant estimé au-dessus de +8 % alors que le taux de +7 % paraissait optimiste en début d'année.

L'année 2010 a été plébiscitée pour représenter la reprise économique puisqu'à peu près tous les pays retrouveraient une croissance positive, de +0,2 % à +0,8 % en Zone euro, de +5 % dans les économies émergentes et de +3 % à l'échelle mondiale. Si la reprise très progressive des pays européens remettrait la croissance dans le bon sens mais en-dessous de +1 %, le retournement serait plus vigoureux aux États-Unis, au Japon et en Russie. Le taux de croissance en Chine reviendrait

FONDAMENTAUX

Crise économique mondiale : la reprise semble se confirmer, mais des interrogations demeurent sur le fond

Les signaux de reprise relevés au cours des mois précédents par les économistes et par les institutions (BCE, OCDE, FMI) continuent de s'inscrire dans les données statistiques. Dans le bulletin mensuel d'octobre de la BCE, la croissance de la production dans les grandes économies industrielles (fig. suivante) montre bien un creux négatif marquant la contraction maximum de l'activité, suivi d'une remontée rapide vers 0 %.

Cette évolution de la croissance de la production dans les grandes économies industrielles a été précédée d'une reprise forte dans plusieurs grands pays émergents, permettant de parler de nette amélioration mondiale, même si tous les pays ne sont pas concernés.

La réactualisation des prévisions de croissance du PIB pour 2009-2010 par plusieurs organismes nationaux et

	2009 (OFCE)	2009 (FMI)	2010 (OFCE)	2010 (FMI)
Monde	-1,3%	-1,1%	3,1%	3,1%
Economies avancées	nd	-3,4%	nd	1,3%
Zone Euro	-3,8%	-4,2%	0,8%	0,2%
Economies émergentes	nd	1,7%	nd	5,1%
Etats-Unis	-2,5%	-2,7%	1,9%	1,50%
Japon	-5,9%	-5,4%	2,2%	1,70%
Royaume-Uni	-4,4%	-4,4%	1,0%	0,90%
Allemagne	-4,9%	-5,3%	1,1%	0,30%
France	-3,8%	-2,4%	0,8%	0,90%
Espagne	nd	-3,8%	nd	-0,70%
Italie	nd	-5,1%	nd	0,20%
Russie	-7,30%	-7,5%	2,3%	1,5%
Brésil	nd	-0,7%	nd	3,5%
Chine	8,0%	8,5%	9,4%	9,0%
Inde	nd	5,4%	nd	6,4%
nd : non disponible				

Source : FM in Les Echos et OFCE in La Tribune

La croissance mondiale 2009 reste négative avec un taux d'environ -4 % dans la Zone euro et un taux un peu inférieur à +2 % dans les économies émergentes. Les États-Unis et la France subissent une récession moins forte que le Royaume Uni, l'Allemagne, le Japon

Le schéma suivant exprime les pertes de richesse de l'année 2008 à l'échelle régionale, sauf cas du Japon (fig. page suivante), qu'il sera sans doute long de regagner. Les pertes les plus importantes sont localisées en Amérique du Nord, dont le rôle

traditionnel de locomotive de l'économie des pays industrialisés occidentaux n'est plus à rappeler.

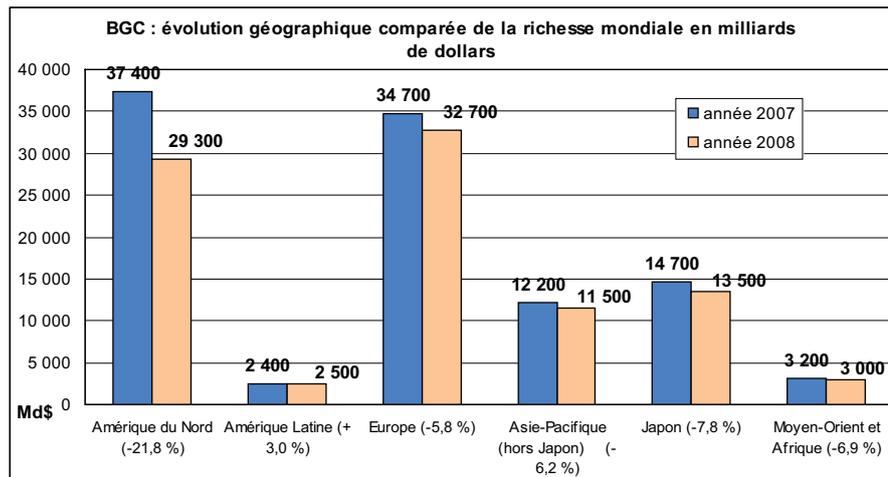
métaux) et les produits manufacturés et... la stimulation de l'inflation.

Matières premières : reprise de la consommation ou spéculation ?

Après s'être inscrits en hausse de fin 2003 à mi-2008, les prix des matières premières, minerais et métaux en particulier, ont chuté pendant le second semestre 2008 et atteint leur minimum au début 2009. Depuis, ces prix se sont fortement redressés, à l'exemple des métaux de base avec des hausses s'étagant de + 23 % pour l'aluminium à + 124 % pour le plomb.

L'enchaînement du « supercycle » et de la crise des « subprime » devenue crise financière puis crise économique a certes bouleversé les fondamentaux, mais probablement pas au point de justifier les variations observées des cours des métaux. De plus, ils évoluent fréquemment à contre-sens, demande non satisfaite mais listes de « futures » pleines ou cours en hausse et stocks en hausse.

La plupart des observateurs s'accordent à souligner que la volatilité des prix a connu une accélération considérable au début des années 2000 lorsque les producteurs et les consom-

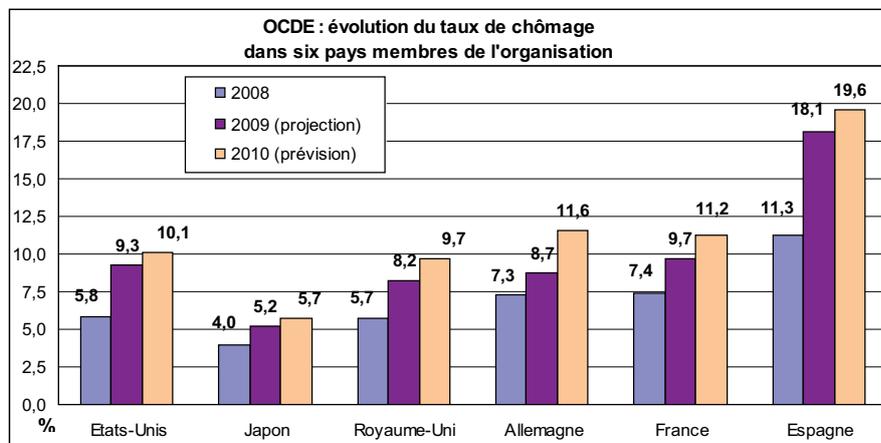


Ces résultats, y compris la croissance vigoureuse de la Chine dopée par son plan de relance (400 Md€), ont rassuré beaucoup d'analystes. Cependant, ils sont tout autant à considérer que la situation est fragile car de nombreuses questions subsistent dont les principales sont évoquées ci-dessous, certaines un peu plus liées entre-elles.

La première question est celle du creusement des déficits dans les économies les plus industrialisées, déficits qui pourraient inciter les pays à s'accommoder d'une inflation qui, après avoir été plus que contenue, donne des signes de retour. La suivante est celle de l'évolution relative des monnaies (changes), notamment du dollar US qui sert de référence pour les échanges internationaux alors que les Etats-Unis sont encore plus endettés qu'avant avec une balance commerciale toujours défavorable.

Une autre question est celle de la mesure réelle de la reprise chinoise, peut-être surévaluée à cause de l'injection massive de fonds publics dans tous les secteurs, des stockages de matières premières (métaux, etc.) et des facilités de crédit qui pourraient entraîner une surchauffe... débouchant, par exemple, sur des exportations massives d'acier et d'aluminium. Attenante à la question chinoise est la question de l'évolution du prix du pétrole et du gaz avec le retour de la demande (spéculation comprise), sa répercussion sur les autres matières premières (denrées alimentaires et minéraux-

Toutes ces questions commencent ou finissent par la question de l'évolution du commerce international et du risque associé de dérive protectionniste. Enfin, la dernière question évoquée concerne les taux de chômage qui sont partout en hausse (fig. suivante) et pèsent sur le pouvoir d'achat et la consommation des ménages.



(BCE : Bulletin mensuel de septembre 2009 ; Financial Times : 12-26-28/09/2009 ; La Tribune : 04-11/09/2009, 13-27/10/2009 ; Le Figaro : 08-15-23/09/2009, 23/10/2009 ; Le Monde : 24/10/2009 ; Les Echos : 04-11-12-15-16-17/09/2009, 02-23/10/2009)

mateurs de matières premières ont été rejoints sur les marchés à terme, où ils étaient présents pour se couvrir contre les variations négatives imprévues, par les investisseurs institutionnels dont les banques. Avec la démultiplication du nombre de contrats (fig. page suivante), les masses financières investies ont augmenté spectaculairement, passant de 13 Md\$ en 2003 à 320 Md\$ à la mi-2008. En théorie, cette pratique qui rejoint les thèses de Milton Friedman serait bénéfique car, anticipant les marchés



Source : United Nations in Financial Times

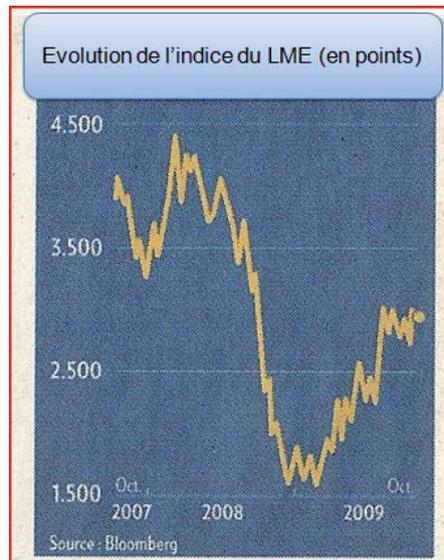
futurs, elle devrait pousser à la hausse les prix des produits en situation déficitaire et à la baisse les prix des produits en situation excédentaire. De fait, explique Roger Guesnerie du Collège de France, ce mécanisme fonctionnerait ainsi en période calme, mais mal ou pas du tout en période d'effervescence.

Les marchés actuels seraient donc très éloignés de la fameuse économie de marché basée sur la loi de l'offre du producteur et de la demande du transformateur. L'accélération de la croissance des besoins et la démultiplication des investissements nécessaires y sont pour quelque chose. Les excès de volatilité des prix interpellent de plus en plus les capitaines d'industrie et les gouvernants. Un analyste du journal Le Monde demande : comment gérer une augmentation de 100 % en 2008 du prix du riz et éviter des émeutes ou, encore, comment établir des budgets avec un baril de pétrole passé de 147 \$ le 11 juillet 2008 à 32 \$ le jour de Noël suivant et remonté à 80 \$ fin octobre 2009 ? Les métaux sont atteints par la volatilité des prix comme le baril de pétrole (deux figures ci-contre).

Selon le consultant Jean-Pierre Castel, l'impact de la spéculation a été démontré et évalué par différentes équipes de recherche, comme celle du Bloomsbury Mineral Economics (BME) pour les métaux ou celle des universitaires américains du Baker Institute pour le pétrole. Les modèles du BME ont ainsi montré que, dans le cas du cuivre, les investisseurs financiers ont été responsables de plus de 30 % de la montée des cours 2007-2008 et de plus de 60 % de leur remontée depuis le début 2009 après leur chute intervenue

pendant la 2^{ème} moitié de 2008.

La stabilisation des marchés est envisagée, en les encadrant et en donnant un caractère plus « physique » que « virtuel » aux lots et contrats échangés dans les transactions. La meilleure transparence fait partie des arguments en faveur d'une plateforme comme le LME mais, on l'a vu récemment dans le cas de l'étain, sans garantie de résultat. De fortes divergences de vue existent sur les moyens d'éliminer les excès spéculatifs. Par exemple, baisser artificiellement un prix pourrait être la meilleure préparation à une nouvelle hausse.



Source : Bloomberg in La Tribune

Un tel encadrement s'appliquerait difficilement aux matières premières agricoles ou encore aux hydrocarbures. L'idée de régulation dans le cadre d'actions concertées entre États est peut-être en train de faire son chemin, au moins pour renforcer les contrôles des principales autorités de tutelle en place, comme la CFTC américaine et la FSA britannique.

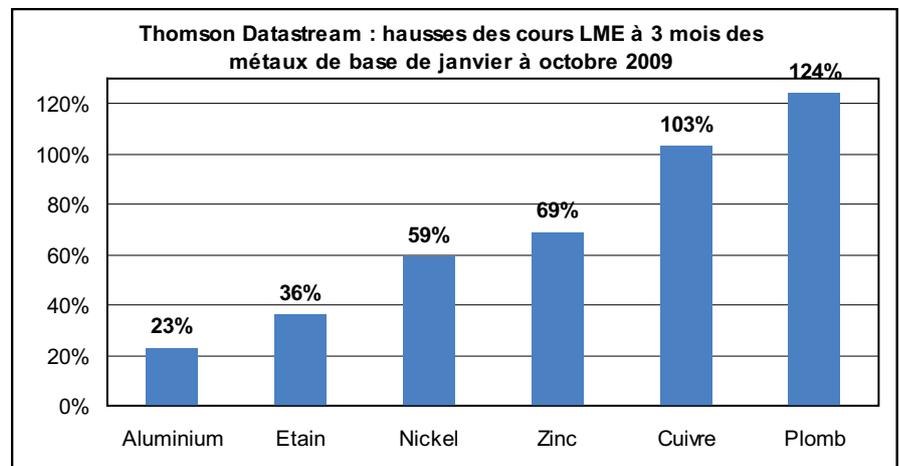
Par ailleurs, certains refusent encore l'idée que la spéculation puisse avoir un impact aussi fort, malgré l'engouement réaffirmé des nouveaux « investisseurs » pour les matières premières minérales, métaux de base, métaux précieux ou minerais : la spéculation sur le minerai de fer en cas d'abandon du système de contrats de longue durée est un risque à ne pas négliger.

(Financial Times : 07-08-12/10/2009 ; La Tribune : 13/10/2009 ; Le Monde : 31/10/2009 ; Les Echos : 18/09/2009)

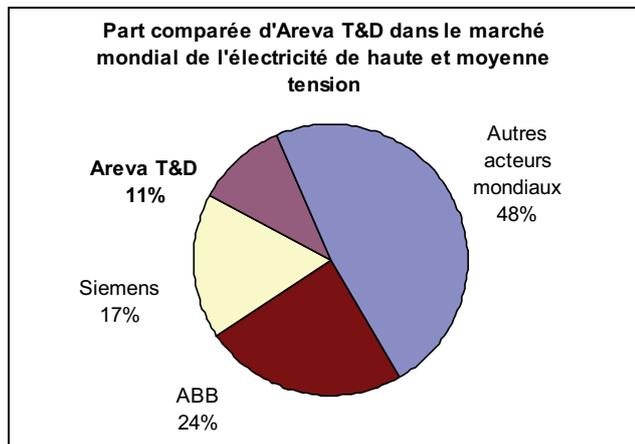
DOSSIERS & FAITS D'ACTUALITÉ

Au moins trois candidats au rachat d'Areva T&D

La procédure de mise en vente de la division T&D du groupe français Areva est lancée (cf Ecomine de juillet-août). Il y a déjà eu trois remises de candidature plus ou moins complètes, celles du tandem français Schneider-Alstom, du groupe américain Général Electric, du groupe japonais Toshiba et autant de remises d'offres préliminaires. La date butoir de l'appel d'offres a finalement été repoussée au 16 novembre 2009.



La candidature des groupes français Schneider et Alstom était déjà connue en septembre. Ce scénario permettrait de garder l'entité industrielle détachée sous contrôle national. Compte tenu de leur part du marché mondial de l'électricité de haute et moyenne tension (fig. suivante), certains analystes ont souligné le risque que les repreneurs français soient contraints par la Commission européenne de céder certains actifs.



Les deux industriels français estiment l'hypothèse peu probable, d'autant que d'autres acteurs européens (l'allemand Siemens, le suédois ABB) ont des parts de marché supérieures. Ils préfèrent mettre en avant les qualités de leur projet, dans le contexte actuel et dans les perspectives de long terme.

Le groupe General Electric avancerait une offre présentant une grande complémentarité technique dans les domaines de la transmission et de la distribution avec le point-clé des « réseaux intelligents ». Selon General Electric, ce scénario permettrait de créer une entreprise d'une capitalisation de 10 Md€ représentant 16 % du marché, ce qui la placerait derrière ABB (part de 20 %) et à égalité avec Siemens (l'expartenaire d'Areva). Le groupe positionnerait Areva T&D comme seul interlocuteur en France et en Europe et raisonnerait en termes de stratégie de croissance et non dans une optique économique sur les synergies.

Le groupe Toshiba n'aurait pas pu remettre une offre complète et chercherait donc à l'étoffer. Il serait en particulier intéressé par l'acquisition de l'expertise d'Areva dans les réseaux « intelligents » et l'« ultra haute

tension ». Son projet prévoit de développer les synergies entre les deux entités tout en laissant à Areva T&D une vraie autonomie par rapport à Toshiba T&D. Il n'en reste pas moins que Toshiba est un des principaux concurrents d'Areva, notamment depuis l'absorption, en 2006, du groupe américain Westinghouse au prix de 4,15 Md\$.

Le « mieux disant » est en principe le favori dans un appel d'offres mais ce secteur d'activité est tellement particulier et les enjeux tels qu'il est sûr que tous les termes des projets peuvent devenir déterminants. Seront donc pesés avec soin la qualité du projet industriel et social de l'entreprise et les

objectifs de croissance affichés. Pécuniairement, ce serait Toshiba le mieux-disant, devant Schneider-Alstom et General Electric à peu près au même niveau.

(Financial Times : 22/09/2009 ; La Tribune : 05-17-25/09/2009, 03-09/10/2009 ; Le Figaro : 16-21-29/09/2009, 03-30/10/2009 ; Les Echos : 21/09/2009, 02-07-26-30/10/2009)

Programme de cession d'actifs de Rio Tinto Group : les objectifs en termes de valeur ont été atteints mais il reste les cessions prévues dans le cadre du désinvestissement

L'enchaînement de l'OPA-OPE de Rio Tinto sur Alcan et du lancement de l'OPE de BHP-Billiton sur Rio Tinto Group (RTG) -sans oublier le déclenchement d'autres tentatives de rapprochement entre majors minières et l'arrivée de Chinalco- a marqué l'histoire des marchés de matières premières minérales-métaux.

Pour RTG, l'acquisition d'Alcan au 4^{ème} trimestre 2007, c'est-à-dire en haut de cycle, s'est faite à un prix élevé, d'où un montant de crédits élevé et une dette nette de 45 Md\$ à la fin 2007. Complètement pris par la spirale de la création de valeur au 1^{er} semestre 2008, RTG a plus ou moins négligé le problème de la dette... laquelle a été remise au centre du débat à l'éclatement de la crise économique et financière de la mi-2008. RTG a réagi dans l'urgence par l'élaboration de différents plans, réduction des investissements, des dépenses (plafond de 5 Md\$ en 2009), des coûts opératoires, réduction de l'effectif salarié (14 000 emplois directs et indirects) et un programme de cessions d'actifs hors du « cœur de métiers » ou non stratégiques. Le montant avancé des cessions était « ...d'au moins 15 Md\$ » et incluait en particulier les divisions « Packaging » et « Engineered Products » d'Alcan, ainsi que la plus grande partie des actifs de sa branche Rio Tinto Minerals.

En 2008, des actifs miniers, parfois majeurs (part de 40 % de la mine d'or de Cortez), ont commencé à être cédés. L'inventaire de ces événements et d'autres événements financiers significatifs a été établi d'après les informations recueillies auprès de RTG (tabl. page suivante).

En décembre 2008, RTG avait annoncé un objectif de réduction de la dette de 10 Md\$ en 2009. Le rapprochement avec Chinalco a failli apporter la solution mais on connaît la suite. La réponse de RTG a été rapide avec l'opération d'augmentation de capital (enregistrée en août et finalisée en novembre) qui a apporté 15,2 Md\$ et la joint venture à 50 : 50 créée avec BHP-Billiton sur le minerai de fer australien qui apportera 5,8 Md\$. Les cessions se sont accélérées à partir de la mi-2009, notamment avec les divisions d'Alcan vendues « par appartements ». Plus surprenante a été la vente au groupe Vale de la mine de fer brésilienne de Corumbá alors que RTG s'était engagé en juillet 2008 à y investir 2,15 Md\$ (objectif 12,8 Mt/an). Soulignons encore les cessions dans le charbon et l'uranium qui sont des ventes simples, ou l'ouverture au public du capital de la filiale Cloud Peak Energy.

Faits marquants et bilan* du désinvestissement / ventes de Rio Tinto Group en 2008-2009					
Type d'opération	Opération	Cible / Modalités	Date	Acheteur / associé	Prix / montant M\$
dette nette de Rio Tinto Group au 31/12/2007					45 000
désinvestissement	vente branche commerciale	centres de services Europe	janv-08	Amari Metals	non révélé
entrée au capital de tiers	achat sur le marché d'actions londonien	12 % de Rio Tinto Plc ou 9 % de Rio Tinto Group	janv-08	Chinalco-Alcoa	14 050
ventes actifs métaux/minerais	vente des 70,3 % détenus dans Kennecott Greens Creek Mining au minoritaire	Greens Creek mine (Alaska ; Au, Ag, Pb, Zn)	févr-08	Hecla Mining	750
ventes actifs métaux/minerais	vente des 40 % détenus dans Cortez Gold Mine au majoritaire	Cortez mine (Nevada ; Au)	févr-08	Barrick Gold	1 695
emprunt	émission d'obligations à 5 ans, 10 ans et 20 ans	via une douzaine de banques	juin-08	public	7 500
dette nette de Rio Tinto Group au 30/06/2008					42 100
ventes actifs métaux/minerais	vente d'un projet uranium	Kintyre project (Australie ; U)	juil-08	Cameco, Mitsubishi	495
montée au capital de tiers	achat sur le marché d'actions londonien de 2,9 % de Rio Tinto Plc	objectif 14,99 % de RT Plc ou 11,2 % de RT Group	juil-08	Chinalco-Alcoa	3 000
bilan des cessions 2008 (sauf cession des centres de services au montant non révélé)					2 940
dette nette de Rio Tinto Group au 31/12/2008					38 700
désinvestissement	cession des 50 % de Ningxia Aluminium Smelter	fin de la JV avec Chalco	janv-09	Chalco	125
montée au capital de tiers	montée de Chinalco dans capital de RT Group	rachat par Chinalco des actions Alcoa pour 1 200 M\$	févr-09	Chinalco	1 200
désinvestissement	vente actifs RMI	Potasio Rio Colorado (Argentine ; K) et Regina Potask (Canada ; K)	févr-09	Vale	850
emprunt	émission d'obligations à 5 ans et 10 ans	via une douzaine de banques	avr-09	public	3 500
désinvestissement	vente actifs RMI	Namekara Mine (Ouganda ; vermiculite)	mai-09	Gulf Resources	
ventes actifs métaux/minerais	cession partielle d'actifs pour rééquilibrage à 50 : 50	Joint Venture 50 : 50 minerai de fer australien	juin-09	BHP-Billiton	5 800
dette nette de Rio Tinto Group au 30/06/2009					39 100
augmentation de capital	RT Ltd et RT Plc	bons de souscription d'actions	juil-09	public	15 200
désinvestissement	vente partielle RTA Packaging	Food Americas (CA 2008 : 1 500 M\$)	juil-09	Bemis	1 200
désinvestissement	vente partielle RTA Packaging	Global Pharmaceutical, Food Europe, Food Asia, Global Tobacco (CA 2008 : 4 100 M\$)	août-09	Amcor	2 025
désinvestissement	vente partielle RTA produits usinés	Solutions techniques automobiles	oct-09	Changchun Engley Automobile Parts	non révélé
ventes actifs métaux/minerais	vente d'une mine de fer	Corumbá mine (Brésil ; Fe)	sept-09	Vale	750
désinvestissement	vente partielle RTA produits usinés	56 % de la division câbles	sept-09	Platinum Equity LLC	non révélé
désinvestissement	vente actifs RTA produits usinés	RTA Composites (CA 2008 : 649 M\$)	sept-09	Schweiter Technologies	349
dette nette de Rio Tinto Group au 30/09/2009					22 300
vente actifs RT Énergie	vente actifs charbon	Jacobs Ranch coal mine	oct-09	Arch Coal	761
désinvestissement	introduction en bourse de 52 % du capital	Cloud Peak Energy	nov-09	public	741
bilan des cessions 2009 (à fin octobre ; sans les opérations aux montants inconnus)					12 601
total des cessions 2008-2009 (à fin octobre 2009, sans les opérations aux montants inconnus)					15 541
grand total 2008-2009 des cessions + recapitalisation + emprunts					41 741
cession attendue	vente partielle RT Alcan Packaging	Alcan Beauty	2009		
cession attendue	vente RT Minerals / talc	actifs talc dont Société des talcs de Luzenac	2009		
cession attendue	vente mine australienne	Northparkes (Australie ; Cu-Au)	2009		
cession attendue	vente mine australienne	Sweetwater (Australie ; U)	2009		

* Pour certaines opérations, il s'agit encore de protocoles d'accord car la réalisation qui dépend de nombreuses autorisations peut s'étendre sur des mois... ou les accords être révisés ou abandonnés entre-temps.

À la fin du mois d'octobre 2009, le montant total connu des cessions 2008-2009 s'élevait à 15,5 Md\$ et le grand total de l'argent récupéré à 41,7 Md\$. Cependant, tout n'a pas été affecté au dégrèvement de la dette, ramenée à 22,3 Md\$ sur les comptes de RTG à la fin septembre 2009. Le groupe devrait encore céder la subdivision « Alcan Beauty » de l'ex-division « Packaging » et la subdivision « Talc » de la division « Rio Tinto Minerals ». Les mines de Northparkes et de Sweetwater sont aussi sur la liste des ventes.

Les résultats financiers de RTG au 1^{er} semestre 2009, malgré des productions supérieures à celles élaborées dans les scénarios de crise, sont en chute : EBITDA de 6,1 Md\$ (- 47 %) et bénéfice net de 2,5 Md\$ (- 65 %). Rappelons les deux derniers résultats annuels, EBITDA 2007 de 13,9 Md\$ (+ 11 %) et bénéfice net de 7,3 Md\$ (- 2 %), EBITDA 2008 de 22,3 Md\$ (+ 60 %) et bénéfice net de 3,7 Md\$ (- 50 %).

Dans la filiale Alcan, l'incertitude sur la vente possible de la division « Engineered Products » et sur l'avenir de la R&D en Europe semble avoir été levée. Sans que cela soit affiché sur les sites internet des intéressés est mentionnée dans la presse une division « Alcan Global Aerospace, Transportation and Industry » (Alcan Global ATI) qui regroupe huit sites industriels en France, en Suisse et aux Etats-Unis, un site réservé à l'innovation en Suisse et deux sites de R&D, Voreppe en France et Neuhasen en Suisse (spécialisé sur le secteur automobile).

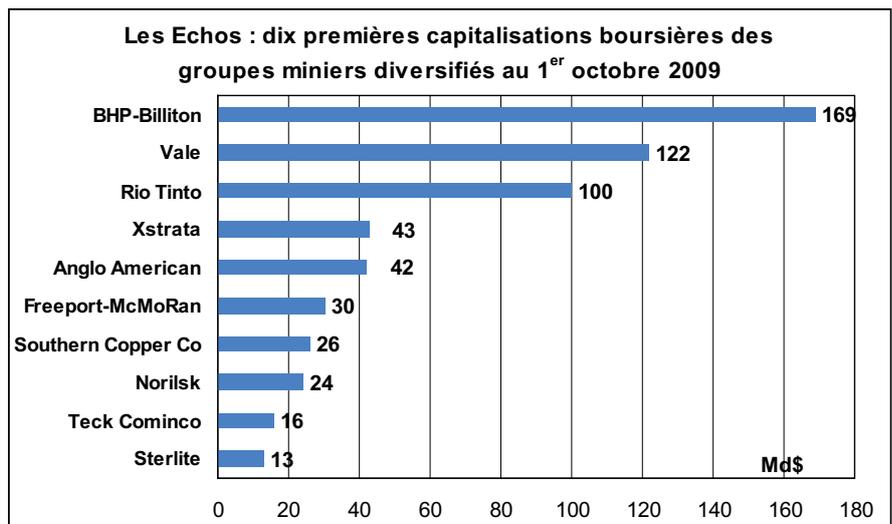
De restructurations en désinvestissements toujours argumentés et inévitables, certains pays s'inquiètent de la disparition de milliers d'emplois dans des secteurs clés industriels et technologiques. Rio Tinto Alcan¹ a annoncé en octobre un plan de suppression de 350 postes dans ses unités françaises, à Saint-Jean-de-Maurienne, Dunkerque, Gardanne et Voreppe (ex-centre de R&D Péchiney qui a perdu le développement des technologies de production d'aluminium au profit du centre québécois d'Alcan, dont le programme AP50). Les unités/usines déjà vendues ne sont pas sauvées pour

autant : Rexam vient d'annoncer la fermeture de l'usine de boîtes-boissons de Gravelines en 2010, usine qu'il avait rachetée à Péchiney en 2001.

(Les Echos : 19-21-24/08/2009, 14-15-22-23/09/2009, 01-07-14-15/10/2009 ; Metal Bulletin Monthly : September 2009 ; Mines & Carrières : Mining Journal : 25/09/2009 ; Platt's Metals Week : 21-28/09/2009 ; Recyclage Récupération : 07/09/2009, 05/10/2009 ; Sites web alcan.com, riotinto.com)

- le 10 juillet, Anglo American fait appel à un nouveau président ;
- le 4 août, le directeur de Xstrata invite les deux groupes à entrer en pourparlers après la publication de résultats montrant une baisse de leurs profits ;
- le 2 octobre, la Commission d'OPA impose à Xstrata de déposer une offre ferme d'ici le 20 octobre ou d'interrompre son action.

Cet épisode a permis d'apprendre que la direction d'Anglo American refusait le principe d'une fusion « à parité », pourtant logique du point de vue de leurs capitalisations (fig. suivante).



Actualité des fusions/acquisitions du secteur minéraux-métaux (1) : Xstrata renonce provisoirement à son projet de fusion avec Anglo American

L'actualité des derniers mois a été animée par la tentative de fusion entre deux groupes miniers diversifiés, Xstrata l'instigateur et Anglo American la cible. La communication entre les deux groupes ayant été forcée et chaotique, mieux vaut dérouler son historique :

- le 21 juin, Xstrata confirme avoir approché Anglo American pour lui proposer une fusion à parité ;
- le 22 juin, Anglo American a rejeté la proposition en la qualifiant de « non-attractive et inacceptable » ;
- le 30 juin, la Commission d'OPA demande à Xstrata de préciser son évaluation des synergies gagnées dans l'opération ;

C'est peut-être aussi une façon d'inviter Xstrata à inclure une prime plus conséquente. La direction du groupe suisse a entériné l'échec de l'opération non formalisée sans renoncer à son principe et elle pourrait la reprendre d'ici un à plusieurs semestres. Xstrata lui-même avait fait l'objet d'une proposition similaire venant de Vale. Ces joutes sont aussi un moyen de mieux connaître les forces et les faiblesses des adversaires, voire de préparer des synergies d'un nouveau type à l'exemple de l'échec du rapprochement entre les deux géants miniers anglo-australiens BHP-Billiton et Rio Tinto, lequel a débouché sur la fusion de leur activité fer australienne et, peut-être, sur la fusion de leur activité diamant canadienne.

BHP-Billiton, Vale, Rio Tinto, Xstrata, Anglo American et les autres majors minières auraient-ils trouvé là une alternative aux fusions empreintes de gigantisme ? Ce gigantisme est devenu la cible facile des critiques des clients et des commissions de la concurrence.

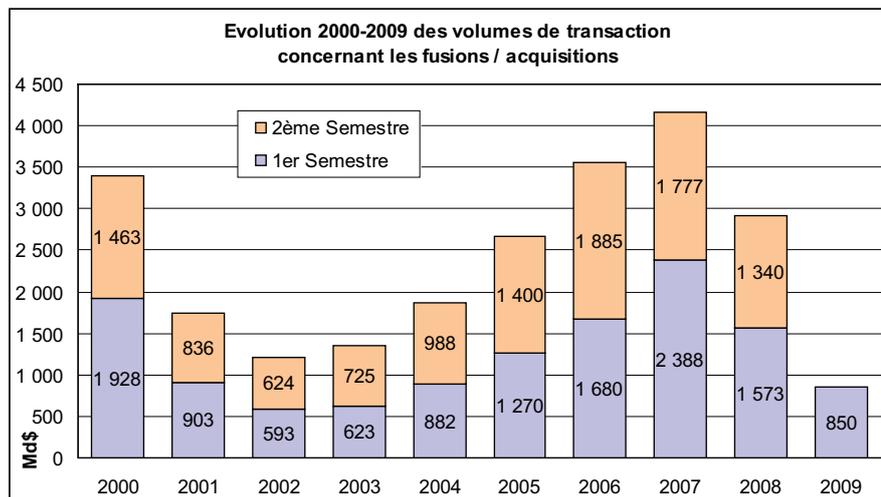
¹ Absorption de Péchiney par Alcan en 2003 et d'Alcan par Rio Tinto en 2007.

(Financial Times : 02-04-14-16/10/2009 ;
 La Tribune : 16/10/2009 ; Le Figaro :
 03/10/2009 ; Les Echos : 01-02-05-
 15/10/2009 ; Metal Bulletin : 05-
 19/10/2009 ; Mining Journal : 15/10/2009 ;
 Platt's Metals Week : 05/10/2009).

Actualité des fusions/acquisitions du secteur minéraux-métaux (2) : suite de l'actualité

Les perspectives 2009 de fusion/acquisition dans l'industrie minière semblaient peu brillantes compte-tenu des restrictions de crédit dans le secteur bancaire qui perduraient au début de l'année (cf Ecomine de juillet-août). Cependant, les analystes sont plus optimistes depuis la mi-2009 avec l'évolution de la situation mondiale qui a remobilisé les banques d'affaires prêtes à reprendre les transactions dans tous les domaines économiques, matières premières minérales en particulier.

L'évolution semestrielle des volumes de fusion-acquisition du début 2000 à la mi-2009 (fig. suivante) montre un 1^{er} semestre 2009 de niveau comparable à celui de l'année 2004 mais, si les perspectives de relance mentionnées se confirment, l'ensemble de l'année 2009 pourrait atteindre 2 000 Md\$. Soit la possibilité du démarrage d'un nouveau cycle où le rôle des matières premières minérales serait renforcé.



Source : Thomson-Reuters in La Tribune

Rio Tinto poursuit sa stratégie de cession d'actifs pour réduire sa dette (cf article dédié). Du côté du désinvestissement, on citera les ventes d'**Alcan Produits Usinés** et d'**Alcan**

Composites. Du côté des actifs miniers non stratégiques, on citera la vente de la mine de fer brésilienne de Corumbá (Mato Grosso du Sud).

Après l'échec de sa tentative de rapprochement avec Anglo American, le groupe suisse **Xstrata** s'est refocalisé sur sa stratégie de croissance, abandonnant certains actifs et se dotant d'un budget de 700 M\$ en vue d'acquisitions en Afrique et en Amérique du Sud. Il a cédé à **Barrick Gold** pour un montant de 465 M\$ sa part de 70 % du projet chilien à cuivre-or d'El Morro dont les ressources (mesurées + indiquées) sont évaluées à 482 Mt à 0,54 g/t Au (260 t) et à 0,60 % Cu (2,9 Mt) ; l'actionnaire des 30 % restants est New Gold Inc.

Le groupe minier kazakh **Eurasian Natural Resources Corp** (ENRC) a lancé une OPA sur la société **Central African Mining and Exploration Co** (Camec) listée à Londres. La proposition d'ENRC valorisant Camec à 950 M\$ a été acceptée par la direction de ce dernier mais doit recevoir l'autorisation de la majorité des actionnaires. L'absorption de Camec offrirait à ENRC l'accès à des ressources de cuivre-cobalt de République Démocratique du Congo, à une mine de platine au Zimbabwe et à des projets de bauxite au Mali et de charbon au Mozambique. ENRC devrait aussi lancer une OPA sur

souverain **China Investment Corp (CIC)** a perturbé les marchés, notamment celui du négoce où Glencore est leader mondial. Depuis les tentatives de rapprochement manquées avec d'autres majors minières, les marchés ont suivi avec intérêt les achats massifs d'aluminium de Glencore auprès d'UC Rusal (Glencore détient 10,4 % du capital d'UC Rusal et 29,0 % du capital de Century Aluminium), puis l'annonce du projet de lancement avec Credit Suisse d'un fonds spéculatif sur les matières premières. L'arrivée de CIC ouvre toutes sortes de perspectives, d'autant qu'est aussi signalée l'acquisition par CIC, pour un montant de 850 M\$, de 15 % du capital de **Noble Group**, autre grand négociant en minerais-métaux.

Le mineur de fer australien **Fortescue Metals Group** (FMG) avait annoncé en août 2009 la signature d'un accord avec Baosteel Group et la China Iron and Steel Association pour la livraison échelonnée de 20 Mt de minerai à un prix inférieur de 35 % à celui de l'année précédente, soit 2 % de moins que le prix de Rio Tinto et de BHP-Billiton, contre le financement de FMG à hauteur de 6 Md\$ par des financiers chinois. Ce financement n'a finalement pas eu lieu dans le délai imparti. D'après certains spécialistes, les accords préférentiels FMG-Cisa ne seraient pas remis en cause.

La dernière prise d'intérêt chinoise en Australie est l'achat par **Baosteel Group** d'une part de 15 % du capital du groupe **Aquila Resources** pour un montant de 240 M\$ (US\$). L'apport est sous la forme d'augmentation de capital par émission de nouvelles actions. Aquila dit vouloir accélérer le développement de ses projets avec ces nouveaux fonds et avec d'autres fonds chinois à faible taux d'intérêt que Baosteel sera chargé de drainer. Aquila participe au développement en Australie du projet fer de West Pilbara dont il détient 40 % et développe en Afrique du Sud le projet fer de Thabazimbi et le projet manganèse d'Avontuur.

La bataille pour le rachat du groupe américain **Asarco** qui oppose le groupe minier mexicain **Grupo Mexico** au groupe anglo-indien **Sterlite Industries** a tourné à la faveur de Grupo Mexico. Asarco, ex-filiale de Grupo Mexico, avait

une autre société britannique, **African Minerals Ltd.**

La rumeur d'un rapprochement entre la holding suisse **Glencore** et le fonds

été mise en faillite il y a quatre ans et aussitôt mise sous la protection du « Chapter 11 » de la loi américaine. Sterlite est une filiale du groupe minier diversifié **Vedanta Resources** qui est actif dans la mine et la métallurgie. Le rebondissement est venu de la décision

du juge de la Cour de Corpus Christi (Texas) qui a statué en faveur de l'offre à 2,5 Md\$ de Grupo Mexico malgré la proposition à 2,6 Md\$ de Sterlite et malgré la préférence de la direction et des syndicats d'Asarco pour le groupe anglo-indien.

(Financial Times : 23/09/2009, 01-13/10/2010 ; Les Echos : 09-14-21-22-23-28/09/2009, 15/10/2009 ; Metal Bulletin : 21/09/2009, 05/10/2009 ; Mining Journal : 18-25/09/2009, 02-16/10/2010 ; Platt's Metals Week : 21/09/2009)

INFORMATIONS SECTORIELLES

MÉTAUX DE BASE

ALUMINIUM

UC Rusal confronté à un endettement élevé et à l'atonie du marché de l'aluminium

La croissance d'UC Rusal, lancée vers la fin des années 1990 avec les mises en service des fonderies de Bratsk et de Sayansk qui ont plus que doublé la production (de 0,8 Mt en 1998 à 2,1 Mt en 1999), s'est encore accélérée ces dernières années. Elle a été à la fois interne (pôle régional de fonderies sibériennes dont Khakas qui a été ouverte fin 2006) et externe (fusion en 2007 avec Sual et une partie des actifs aluminium de Glencore, rachats de fonderies dans les pays d'Europe de l'Est). En parallèle, une restructuration du capital a été menée qui a conduit l'homme d'affaires Oleg Deripaska à devenir l'actionnaire principal de Rusal puis d'UC Rusal avec près de 54 % du capital (via les holdings Basic Element et En+). Enfin, s'est ajouté le projet de créer un grand groupe diversifié russe par fusion avec le groupe Norilsk Nickel, d'où une prise de participation de 25 % dans le capital de celui-ci.

La solution du crédit a été très sollicitée pendant les dernières années de cette expansion, d'où un endettement qui atteindrait aujourd'hui 16,8 Md\$, ce qui est déjà élevé mais encore plus insupportable dans le contexte de l'atonie du marché de l'aluminium. Il semble que la répartition de la dette soit de 9,4 Md\$ du côté des créanciers russes et de 7,4 Md\$ du côté des créanciers internationaux. Le consultant Troika Dialog a évalué à 1,5 Md\$ par an, pendant les quatre prochaines années, le montant que devra payer le groupe au seul titre de sa dette auprès des banques internationales.

Les événements se sont accélérés avec l'entrée en crise de l'économie mondiale. En début d'année 2009, le

groupe a dû inscrire un plan d'économies de 620 M\$ pour le seul 1^{er} semestre, puis Oleg Deripaska a vendu (via ses holdings) ses participations dans les sociétés Hochtief (construction d'immeubles et d'infrastructures) et Magma (sous-traitant automobile). Les résultats commerciaux du 1^{er} semestre 2009 d'UC Rusal ont été décevants, se soldant par une perte nette de 720 M\$ et, en août, un grave accident s'est produit dans la centrale hydroélectrique sibérienne de Sayansk-Sushenskay². Codétenue par RusHydro et UC Rusal, cette centrale alimente les fonderies de Sayanogorsk et de Khakas (832 kt/an de capacité de production d'aluminium au total). Elle devait reprendre partiellement sa production en novembre avec quatre des dix turbines et revenir à sa pleine capacité dans deux ans seulement après la réparation de trois turbines et le remplacement de trois autres, soit une facture de 1,2 Md\$.

Fin septembre, le groupe est arrivé in extremis à un accord avec la banque russe Alfa-Bank qui menaçait de fermer deux entités du groupe (aluminerie de Krasnoïarsk et société Sual) pour n'avoir pas remboursé une dette de 74 M\$ à l'échéance prévue. Finalement, car le problème arrivait à un très mauvais moment, les actionnaires d'UC Rusal ont fait le choix de clore l'affaire en remboursant 85,5 M\$ à Alfa-Bank pour solde de tout compte (capital, intérêts après la limite et frais compris).

Début octobre, le groupe a annoncé sa future introduction sur le marché boursier de Hong Kong. L'opération serait prévue vers la fin 2009 ou dans le courant du 1^{er} trimestre 2010. En fait, cela concernerait 10 % du capital. L'avantage principal de la bourse de Hong Kong est sa position dans la région asiatique à fort potentiel de demande et son rôle de plateforme commerciale de la grande Chine. Un autre avantage pourrait être la présence de l'aluminier chinois Chalco dont la

capitalisation d'environ 22 Md\$ servirait de référence à celle d'UC Rusal que les experts situent entre 20 et 30 Md\$.

Depuis près de deux ans, le projet d'UC Rusal d'introduire une partie de son capital sur un marché boursier est connu. Si le marché londonien avait été cité en premier, certaines considérations économiques et financières -renforcées par la crise actuelle- ont amené UC Rusal à envisager d'autres places boursières, y compris Paris. La bourse de Moscou aurait été écartée en raison des « conditions peu propices » dues à l'impact de la crise économique qui a fait entrer l'économie russe en récession sévère.

Mi-octobre, le groupe a annoncé son intention d'introduire une partie du capital également sur la place de Paris. Seuls les investisseurs qualifiés y auraient accès. Il s'agirait d'ouvrir une part de 10 à 15 % du capital (en plus de la part ouverte à Hong Kong) qui correspondrait à une levée d'environ 3 Md\$.

La direction d'UC Rusal a préféré attirer des capitaux venant du « public » via les bourses de Hong Kong et de Paris plutôt que de faire entrer les groupes spécialisés Chinalco, Chalco ou Minmetals dans son capital. Toutefois, Chinalco serait intéressé par la reprise des 20 % détenus par UC Rusal dans la raffinerie d'alumine australienne Queensland Alumina (3,842 Mt en 2008). Chinalco y est déjà présent via sa part du capital de Rio Tinto Group qui détient directement ou indirectement une bonne partie des 80 % restants.

Fin octobre, le groupe aurait renégocié la moitié des 7,4 Md\$ de sa dette envers les créanciers internationaux. Cela ferait suite à une renégociation réussie des 9,4 Md\$ de dette du groupe avec les banques russes, après concertation avec Mikhaïl Prokhorov qui détient 14 % du capital d'UC Rusal et avec les autres actionnaires.

² Drame qui a coûté la vie à 75 employés.

En marge de ces événements, une autre affaire qui dure depuis des mois menace les intérêts guinéens de l'industriel russe. Les autorités de Guinée ont contesté son rachat de la raffinerie de Friguia et des actifs bauxite de Kindia SA effectués en 2006. Le 10 septembre 2009, une décision de la Cour de justice guinéenne a invalidé l'acquisition de la raffinerie au motif que le montant payé de 20 M\$ était bien inférieur à sa valeur estimée par le tribunal de 250 M\$. L'affaire est compliquée par des divergences de vue entre la présidence et l'appareil de justice. Néanmoins, la justice guinéenne a fait arrêter les exportations d'alumine, demandé à UC Rusal la restitution de la totalité des actifs et ordonné qu'une expertise soit effectuée afin d'actualiser l'ensemble des préjudices financiers causés à la Guinée depuis ce qu'elle appelle « l'annexion de Friguia par Rusal ». Des tentatives de négociations ont eu lieu depuis, dans le climat socio-économique et politique tendu rapporté par les media et avec la présence de plus en plus pressante des organismes chinois qui ont obtenu des autorités, en 2008, l'accès aux ressources naturelles contre la construction d'infrastructures.

(Africa Mining Intelligence : 02-16-30/09/2009, 14-28/10/2009 ; La Tribune : 15/10/2009 ; Engineering & Mining Journal : September 2009 ; Les Echos : 28/09/2009, 08-13-19-20-28/10/2009 ; Metal Bulletin : 28/09/2009 ; Mining Engineering : September 2009 ; Mining Journal : 18/09/2009 ; Platt's Metals Week : 28/09/2009)

CUIVRE

Situation débloquée en Mongolie pour la mise en exploitation du gisement exceptionnel d'Oyu Tolgoi par Ivanhoe Mines

Les autorités de Mongolie et la compagnie minière canadienne Ivanhoe Mines Ltd associée à la major Rio Tinto ont passé plusieurs années de difficiles négociations pour arriver à l'accord du 6 octobre 2009 sur la mise en exploitation du gisement géant à cuivre et or d'Oyu Tolgoi. Le dernier verrou levé a été l'abandon par les autorités mongoles du projet de taxe exceptionnelle de 68 % sur les bénéfices des exploitants au profit d'une participation de l'État de 34 % dans la structure Ivanhoe Mines qui est le détenteur des titres miniers. Durant ces années, les observateurs ont noté l'obstination de la junior canadienne (dirigée par Robert Friedland) et le renfort de Rio Tinto Group via la branche britannique. Le capital d'Ivanhoe Mines est détenu par R. Friedland Family (37,0 %), Rio Tinto plc (19,7 %) et des actionnaires minoritaires (43,3 %).

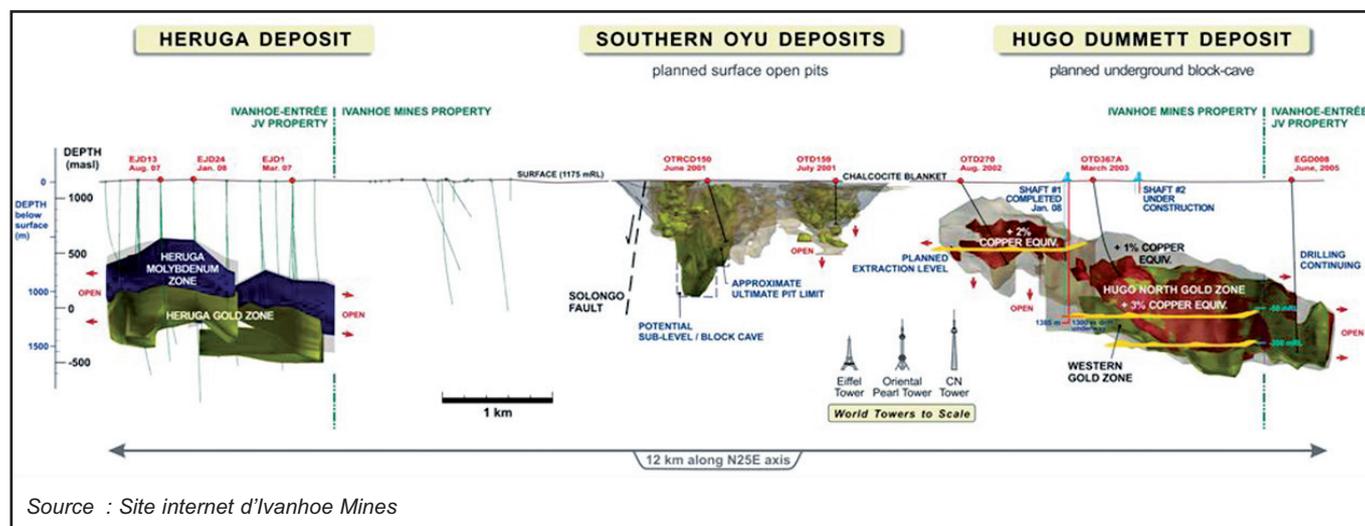
Cet accord historique s'applique à un gisement exceptionnel par le volume de ses ressources, encore plus historique si l'on considère l'impact attendu dans un pays dont le développement est à peu près complètement à faire. Découvert en 2001 (appelé Turquoise Hill au début) et rapidement devenu très prometteur, le gisement a été exploré et développé jusqu'en 2006, année où ont commencé les négociations entre Ivanhoe Mines et les autorités pour définir le cadre de sa

mise en exploitation. Les titres miniers d'Ivanhoe sont contenus dans un rectangle de 10 km x 9 km.

Il s'agit d'un gisement de type porphyry copper à Cu-Au qui est le type habituel des plus grandes accumulations de cuivre connues (sinon à Cu-Mo ou avec Ag), notamment dans les chaînes andines (de l'Alaska au Chili) ou les arcs insulaires (Philippines et Indonésie). La structure à corps porphyriques en essaim et plus ou moins coalescents s'étend sur 12 km dans son extension principale, où trois amas économiques ont été définis pour le moment (fig. en bas de page).

Les ressources sont considérables et les teneurs en métal plutôt élevées pour ce modèle. Le bilan des ressources de 2006 (sans Heruga) donné par Ivanhoe Mines (tabl. page suivante) fait le décompte des ressources mesurées, indiquées et inférées et d'un test fait en 2007 pour cerner les premières réserves. L'exploitation se fera en carrière pour les minerais les moins riches et en mine souterraine pour les minerais riches (amas Hugo Dummett) ; ces derniers sont concentrés dans un ensemble cylindrique de 250 m de diamètre et de 800 m de profondeur.

L'étude de faisabilité (plusieurs fois adaptée après 2005) a abouti à cerner des ressources mesurées + indiquées de 18 Mt de cuivre métal, 628 t d'or et à esquisser un profil d'exploitation avec des capacités de 450 kt/an de cuivre, 330 koz/an d'or (10,3 t/an) pendant une durée d'activité de 30 à 40 ans. En fonction du cours des métaux, la baisse éventuelle de la teneur de coupure



pourrait doubler le volume économique (bas du tableau). La mise en production est annoncée pour 2013 au plus tôt et l'arrivée à pleine capacité prévue cinq ans plus tard.

phique du gisement qui doit forcément intéresser les investisseurs chinois.

Pour la Mongolie, cette opération minière de grande ampleur est un évènement aux conséquences impor-

trale, mais probablement sans atteindre le potentiel de la province andine sud-américaine où la seule mine d'Escondida produit 1 250 kt/an.

(Financial Times : 07/10/2007 ; La Tribune : 06/10/2009 ; Les Echos : 06-07-13-24-29/10/2009 ; Metal Bulletin : 25/09/2009 ; Mining Environmental Management : October 2009 ; Mining Journal : 09-16/10/2009 ; Platt's Metals Week : 31/08/2009, 12/10/2009 ; Sites web ivanhoemines.com, riotinto.com)

Ivanhoe Mines : ressources-réserves du gisement d'Oyu Tolgoi (Mongolie)					
	Minerai kt	% Cu	kt Cu	g/t Au	t Au
(1) coupure >= 0,6 Cu équivalent (mai 2005)					
Southern Oyu					
ress. mesurées	101 590	0,65	660	1,09	111
ress. indiquées	430 830	0,63	2 714	0,40	172
subtotal	532 420	0,63	3 375	0,53	283
ress. inférées	47 390	0,51	242	0,35	17
grand total	579 810	0,62	3 616	0,52	300
réserves incluses dans les ressources ci-dessus (mars 2007)					
réserves prouvées	127 000	0,58	737	0,93	118
réserves probables	803 000	0,48	3 854	0,27	217
subtotal	930 000	0,49	4 591	0,36	335
Hugo Dummet / North + Extension					
ress. indiquées	820 200	1,82	14 928	0,42	344
ress. inférées	818 300	1,00	8 183	0,30	245
Hugo Dummet / South					
ress. inférées	490 300	1,05	5 148	0,09	44
Ressources totales du projet Oyu Tolgoi					
ress. mesurées	101 590	0,65	660	1,09	111
ress. indiquées	1 251 030	1,41	17 642	0,41	517
subtotal	1 352 620	1,35	18 302	0,46	628
ress. inférées	1 355 990	0,62	8 425	0,19	262
grand total	2 708 610	0,99	26 727	0,33	890
(2) coupure >= 0,3 Cu équivalent (mai 2005)					
Southern Oyu					
ress. mesurées	126 690	0,58	735	0,93	118
ress. indiquées	992 400	0,47	4 664	0,27	268
subtotal	1 119 090	0,48	5 399	0,34	386
ress. inférées	266 820	0,34	907	0,23	61
grand total	1 385 910	0,46	6 306	0,32	447

Source : site internet d'Ivanhoe Mines (taux reconstitués)

L'investissement correspondant total est estimé à 5 Md\$ contre 0,5 à 3,0 Md\$ dans les cas de porphyry copper les plus fréquents. Sur ce montant, 2,4 Md\$ sont garantis par Rio Tinto qui détient aujourd'hui 13 % du projet via ses 19,7 % d'Ivanhoe Mines. Rio Tinto a apporté au projet le 13 octobre un montant cash de 388 M\$ qui a fait progresser sa part du capital d'Ivanhoe Mines de 9,9 % à 19,7 %. L'argent va être injecté dans la construction du projet. La part de Rio Tinto devrait encore augmenter au gré des ajouts de fonds mais avec un seuil contractuel à ne pas dépasser de 46,65 %. Pour répondre aux investissements, Ivanhoe Mines sera donc appelé à faire appel au marché. Des fonds souverains auraient déjà été intéressés mais il faut aussi tenir compte de la situation géogra-

tantes. D'abord, ce projet permettra à la Mongolie de faire passer son revenu par habitant de 1 800 \$ aujourd'hui à 15 000 \$ à l'horizon 2015.

Ensuite, il permet d'étoffer la liste des productions minières mongoles (fig. ci-contre) tout en rappelant aux investisseurs le potentiel de l'Asie Centrale pour ce type de gisement, forçant notamment l'intérêt des voisins chinois.

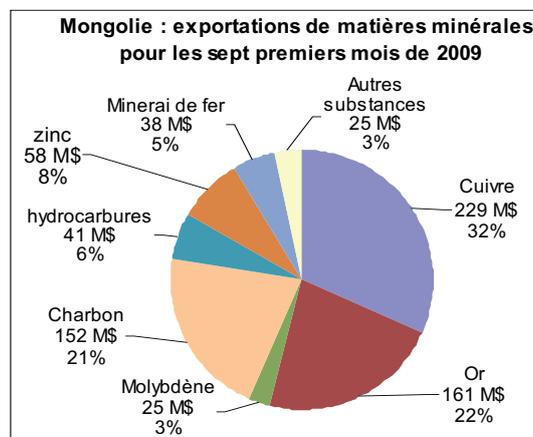
Enfin, d'autres découvertes majeures en Asie centrale ou orientale contribueront à faire de la région une nouvelle province majeure à cuivre comme la Copper Belt d'Afrique cen-

ÉTAIN

La RDC prête à normaliser sa production d'étain

La situation de non-conformité du marché de l'étain de la République Démocratique du Congo (RDC) avec les règles du commerce est soupçonnée depuis longtemps. Toutes les années, les affectations de tonnages données sous-estiment probablement la réalité. De 2005 à 2007, la production d'étain de RDC a ainsi été estimée à 5 000 t/an, passant à 9 000 t en 2008 tandis que la projection sur 2009 est aussi de 9 000 t. Soit une part de 1,5 % de la production mondiale avant 2008 et d'environ 3 % en 2008. Même si ce volume est minime à l'échelle de l'offre mondiale, il est une contribution socio-économique importante à l'échelle du pays.

À la mi-octobre, après une réunion tenue à Kinshasa sur le thème des investissements miniers et après consultation des organismes concernés, congolais ou internationaux comme les Nations Unies et la Banque Mondiale, le



Source : National Statistical Office of Mongolia in Mining Journal

gouvernement de la RDC a décidé d'avaliser l'initiative de l'ITRI (International Tin Research Institute) en faveur d'une régularisation du marché de l'étain et promis l'aide de ses experts. Peu après, le Ministre des Mines demandait à AMC-Thaisarco, Traxys et à tous les acteurs étrangers, clients, fondateurs, etc... de reprendre les achats de minerai d'étain congolais.

Cette décision résulte de l'évolution rapide, durant l'été, du problème de l'étain en RDC. En juillet, l'ONG Global Witness avait accusé Thaisarco de soutenir les conflits de l'Est du pays en s'approvisionnant en minerai d'étain auprès de groupes armés contrôlant des productions de minerai d'étain. Ce problème rapidement porté à l'intérieur de l'ITRI, un groupe de travail avait été constitué, comprenant des représentants de la filière comme Thaisarco ou Malaysia Smelting Corp Behrad. Le résultat avait été la proposition d'un schéma d'intervention, intitulé « ITRI Tin Supply Chain Initiative » (iTSCi), afin d'identifier les flux de production d'étain et d'arriver à une sorte de traçabilité.

En septembre, les événements se sont précipités. D'une part, des acheteurs déclarés d'étain se sont plaints d'une hausse irraisonnée des taxes dans lesquelles interviennent quatre organismes officiels. D'autre part, le groupe parent de Thaisarco, le britannique Amalgamated Metal Corp (AMC), a fait une annonce disant qu'il interrompait ses achats de minerai en RDC afin de ne plus se prêter aux soupçons de participation aux réseaux illégaux alimentant les conflits armés. D'autres négociants ont apparemment pris la même décision, dont la société Traxys. D'où la brusque inquiétude du côté officiel, pas seulement afférentes à la filière étain mais pour tout le secteur minier où les investisseurs étrangers sont les bienvenus, qui a motivé une réponse appropriée du gouvernement congolais.

(Les Echos : 18/09/2009 ; Metal Bulletin : 19/10/2009 ; Metal Bulletin Monthly : October 2009 ; Platt's Metals Week : 21/09/2009, 19/10/2009 ; Site web itri.co.uk)

FER ET ACIER

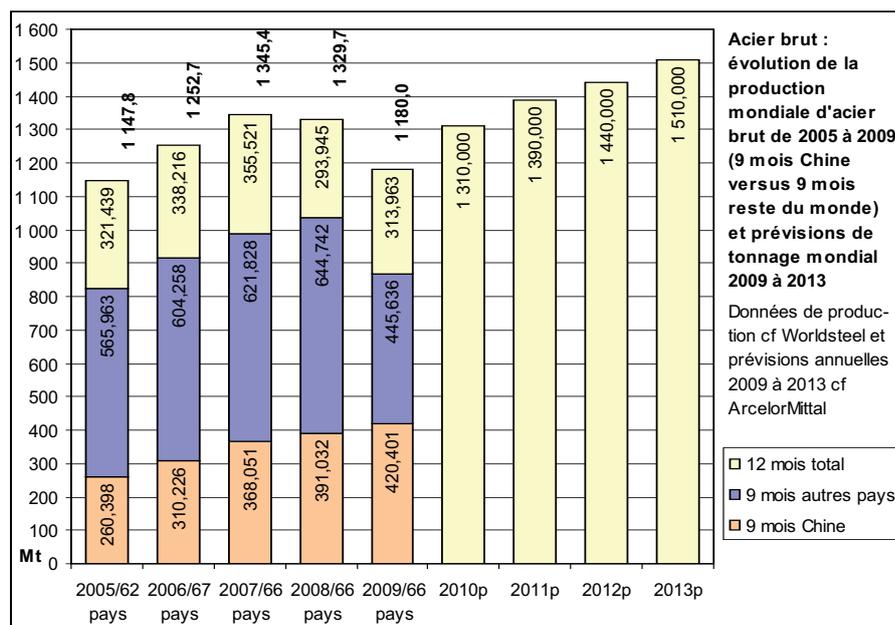
Baucoup d'interrogations autour de la reprise de la demande d'acier alors que les sidérurgistes chinois sont passés à près de 50 % de la production mondiale sur les neuf premiers mois de 2009

Depuis le début 2009, la production mondiale d'acier brut est presque partout en chute avec un total de 866,0 Mt pour les neuf premiers mois de l'année, soit un recul de 16,4 % par rapport neuf premiers mois de 2008 (fig. suivante). L'exception, de taille, est la Chine dont la production de 420,4 Mt est en hausse de 7,5 % alors que la production du reste du monde, à 445,6 Mt, est en baisse de 31 %. La production d'acier chinoise durant ces trois trimestres a représenté 48,5 % du total mondial alors que ce ratio était de 37-38 % en 2007-2008. D'après les prévisions de la direction d'ArcelorMittal, la production mondiale d'acier brut 2009 devrait s'établir vers 1 180 Mt, correspondant à un recul de 11 % par rapport à 2008.

Si la consommation commande toujours le marché, l'ajustement de la production est extrêmement complexe du fait du nombre d'intervenants, de la concurrence mondiale et de la surcapacité en général, du nombre de secteurs techniques, de la coexistence de grands marchés géographiques et

économiques matures ou émergents, ainsi que d'une internationalisation des produits au sein d'entreprises intégrées globalisées. Par ailleurs, le degré de maturité du marché et la place occupée par les exportations sont tout aussi importants : de 2001 à 2007, la consommation apparente d'acier en kg/habitant/an a augmenté de 149 % en Chine (307,3 kg en 2007), de 62 % en Inde (43,4 kg) et de 9 % au Japon (625,9 kg), alors qu'elle a diminué de 8 % en France (267,8 kg) et de 4 % aux Etats-Unis (353,9 kg). D'après la World Steel Association (Worldsteel), la consommation apparente mondiale a été de 1 224,2 Mt en 2007, 1 207,0 Mt en 2008 (- 1,4 %) et elle devrait être de 1 104 Mt en 2009 (- 8,6 %). En 2009, Worldsteel prévoit une chute de la consommation dans l'UE27 (- 33 %), en CEI (- 31 %), dans le NAFTA (- 36 %) et le reste de l'Amérique (- 24 %) alors que seul le bloc Asie-Océanie sera en hausse significative (+ 5,1 %).

Des pseudo-excédents de 121 à 123 Mt dans les années 2007-2008, entre la production et la consommation apparente, ne sont qu'un artefact dû aux incertitudes de la collecte des données. Par contre, la surcapacité de l'outil de production est un vrai problème. Le taux d'utilisation de la capacité globale, vers 90 % au 2^{ème} trimestre 2008, a chuté ensuite jusqu'à atteindre 58 % en décembre 2008. Puis il est remonté pour se stabiliser vers 65 % de février à mai 2009, remontant ensuite progressivement jusqu'à se situer à 76 % en



octobre. La surcapacité chinoise est l'épouvantail de la filière, avec un excédent officiel estimé à 100 Mt/an et des investissements en hausse de 20 % en 2009. Des sidérurgistes de pays en développement, comme l'Indonésie, essaient d'attirer l'attention de leurs gouvernements pour sauvegarder la croissance industrielle nationale. En 2008, les exportations chinoises d'acier brut ont atteint 56,2 Mt, soit 11,2 % de la production nationale chinoise et, durant les huit premiers mois de 2009, elles ont atteint 11,4 Mt, en baisse de 71 % par rapport à la période équivalente 2008. Les responsables chinois ont raison d'insister sur le taux modeste de la part de production sidérurgique exportée, mais les sidérurgistes non chinois n'ont-ils pas aussi raison de s'inquiéter au regard des volumes en jeu ? Les 56 Mt exportés en 2008 (sur une production de 502 Mt) ont égalé la production de l'Inde placée au 5^{ème} rang mondial.

Le marché sidérurgique de l'UE27 s'est brusquement détérioré en 2009 puisque la production des neuf premiers mois, 97,165 Mt, marque un recul de 39 % par rapport aux neufs premiers mois 2008. Les deux pays pris comme exemples, la France et l'Allemagne, avaient jusque là pu maintenir leur niveau de production (fig. suivante). De 2005 à 2007, la production française a été presque stable (- 1,2 %) alors que la production allemande a progressé (+ 9,0 %). En 2008, la production française a reculé de 7,1 % et l'allemande de 5,6 %. Durant les trois premiers trimestres de 2009, la production française a chuté de 37,8 % et l'allemande de 37,5 %.

Les sidérurgistes ont aussi à gérer le problème de la hausse des prix qu'ils

justifient par la hausse des prix des matières premières et des autres coûts, alors que de nombreuses remises en production (prématurées) de capacités répondant aux signes de reprise sont allées à contresens. Le risque de perdre des parts de marchés dans les pays émergents fera aussi relancer à ArcelorMittal certains projets au Brésil, en Inde et dans les pays du Golfe Persique.

Les acteurs de la filière finissent tous par s'interroger sur « la sortie de crise » et leurs réponses ne sont pas toujours convergentes. La prévision de Worldsteel d'une consommation apparente mondiale de 1 206 Mt en 2010 (+ 9,2 %) signifie le retour au niveau de 2008 dès 2010, malgré un ralentissement de la demande chinoise dont le taux de croissance descendrait à + 5 %. Eurofer n'anticipe pas, dans son périmètre, de « rebond marqué » du marché de l'acier avant 2011, malgré le retour à la croissance positive dès le 2^{ème} trimestre 2010. Pour ArcelorMittal, si la reprise mondiale doit s'amorcer en 2010, des marchés essentiels comme l'Europe et les Etats-Unis ne reviendraient à la normale qu'à partir de 2011. Chez Salzgitter, la « petite reprise » actuelle devrait s'éteindre d'ici la fin de l'année et le vrai retour à la normale du marché de l'acier est prévu en 2012 seulement. Le PDG du groupe en crise ThyssenKrupp estime que les surcapacités en Europe vont durer au moins jusqu'en 2012. Corus est le plus pessimiste concernant le marché européen en ne prévoyant pas de retour au niveau d'avant la crise d'ici 2014. Le sidérurgiste japonais JFE Holdings a constaté un redémarrage timide au 2^{ème} semestre 2009, grâce aux plans de

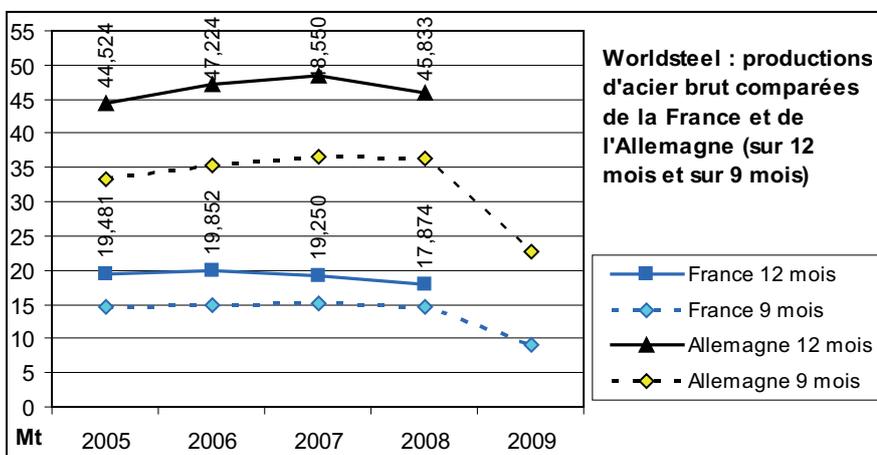
relance, qui le fait espérer sortir du rouge du 1^{er} semestre et même sortir du rouge pour tout l'exercice. Cet optimisme est partagé par le mineur de fer n°1 mondial, Vale, qui s'en réfère aux plans de relance des Etats-Unis, de l'UE27, de la Chine et du Brésil et à la hausse du volume des importations chinoises de minerai de fer (355 Mt pour les sept premiers mois de 2009, soit + 32 %) auxquelles il espère contribuer plus largement qu'auparavant.

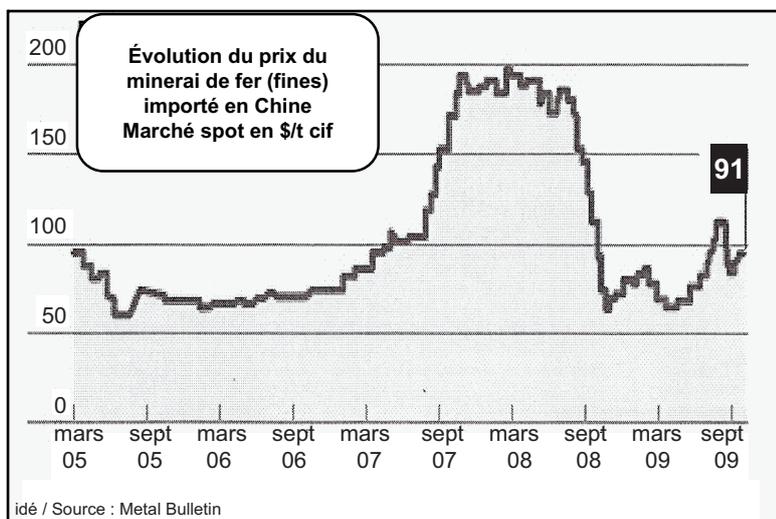
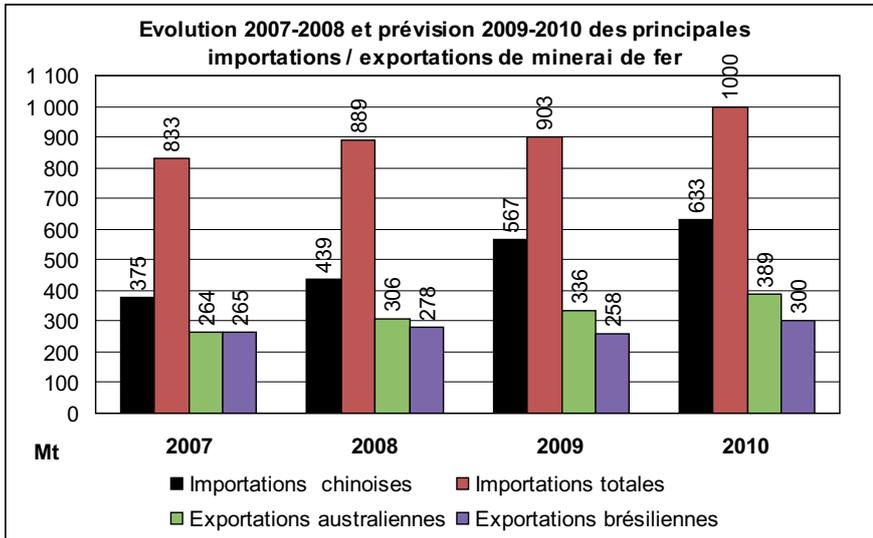
(Les Echos : 16-17-22/09/2009, 08-10-13-17-22-23-26/10/2009 ; L'Usine Nouvelle : 22/10/2009 ; Metal Bulletin : 31/08/2009, 07-21-28/09/2009, 05-12-19-26/10/2009 ; Metal Bulletin Monthly : September 2009 ; Mines & Carrières : septembre 2009, octobre 2009 ; Platt's Metals Week : 26/10/2009 ; Recyclage Récupération : 07-21/09/2009 ; Site web worldsteel.org)

Marché du minerai de fer : clôture des négociations annuelles et ventes séparées de la joint venture australienne Rio Tinto/BHP-Billiton

Numéro 2 des trois majors minières dominant le marché du minerai de fer, Rio Tinto Group a annoncé au début du mois de septembre qu'il avait suspendu les négociations annuelles sur les prix du minerai de fer. La direction a pris sa décision dans le contexte particulier de négociations qui n'ont toujours pas abouti avec les clients sidérurgistes chinois et de l'affaire des employés du groupe accusés d'espionnage par les autorités chinoises. Rio Tinto n'ira donc pas au-delà de la baisse de prix de 33 % déjà acceptée par la plupart des clients.

Compte-tenu de la forte reprise de la demande de minerai de fer, chinoise en particulier (fig. page suivante), il paraît désormais acquis que le prix du minerai ne baissera plus. Depuis son plus bas de la fin 2008, le prix spot (fines) est remonté vers les 100 \$/t (fig. page suivante). Ce contexte semble propice aux majors minières anglo-australiennes pour remplacer le système de fixation annuelle des prix sur des contrats de longue durée par un système spot ou approchant puisqu'il serait, en principe, encadré de dispositifs autorégulateurs.





C'est un sujet que le LME ne pouvait ignorer et il étudie donc un système de transactions comparable au système existant pour les métaux de base, récemment étendu aux matières plastiques et à certains produits d'acier.

Le nouveau profil du « seamarket » risque donc d'être très différent avec plus que deux acteurs majeurs, le duopôle Rio Tinto - BHP-Billiton et Vale, et des prix plus volatils. Même si Rio Tinto et BHP-Billiton ont annoncé que leurs ventes seront séparées, ils doivent apporter dans les prochains mois des précisions aux organismes régulateurs.

(Financial Times : 23/09/2009, 15-26/10/2009 ; Les Echos : 07-08/09/2009, 16/10/2009 ; Metal Bulletin : 05-12-26/10/2009)

PLOMB - ZINC

Le fondeur Nyrstar redémarre ses capacités de zinc en sommeil et acquiert des mines... pourquoi pas avec les actifs mis en vente par Anglo American ?

L'effondrement du marché et du prix du zinc raffiné avait conduit le groupe belgo-australien Nyrstar à prendre des mesures drastiques de réduction de sa production dès novembre 2008. Profitant de la reprise du cours commencée en mars et continue durant le 2^{ème} trimestre, le groupe avait remonté à la pleine capacité, dès juillet, le rythme de production de ses unités de Clarksville (Etats-Unis, 132 kt en 2008 et 38 kt au 1^{er} semestre 2009) et de Budel (Pays Bas, 250 kt en 2008 et 104 kt au 1^{er} semestre 2009).

C'est donc sur l'unité de Balen (Belgique, 251 kt en 2008), totalement arrêtée depuis novembre 2008, qu'a été reporté l'effort de limitation de la production et des coûts. La direction de Nyrstar a programmé, sans certitude car « en fonction du marché », le redémarrage de la production de Balen à la fin septembre 2009 avec un objectif de taux d'utilisation des capacités de 70 %.

Les résultats du groupe au 1^{er} semestre 2009 ont été qualifiés de « solides compte tenu du contexte très difficile ». La production de zinc raffiné (zinc cathode) de 393 kt marque un recul de 29 % par rapport aux 551 kt du 1^{er} semestre 2008 et de 25 % par rapport aux 524 kt du 2^{ème} semestre 2008. Le reste de la production concerne le plomb raffiné (110 kt) et de faibles quantités de cuivre, or, argent, indium et acide sulfurique. L'Ebitda de 30 M€ du S1-2009 est à comparer aux 106 M€ du S1-2008 et aux 47 M€ du S2-2008 tandis que le bénéfice est de 1 M€ par rapport aux 21 M€ du S1-2008 et à la perte de 614 M€ du S2-2008. La trésorerie nette était de 158 M€ au 30 juin 2009, à quoi s'est ajouté en juillet le flux de 120 M€ résultant de l'augmentation de capital sous forme d'émission de bons convertibles en actions.

Conséquence de la crise et de l'évolution de la filière, le groupe a revu sa stratégie pour réintégrer l'amont minier. Nyrstar est né en août 2007 de la fusion des actifs de fonderie du groupe belge Umicore et du groupe australien Zinifex, devenant le n°1 mondial du zinc raffiné (1 097 kt en 2008). Son plan a commencé par l'acquisition de mines pour alimenter la fonderie de Clarksville (Tennessee). Le groupe a annoncé le 1^{er} mai 2009 l'acquisition du complexe minier de Mid-Tennessee (mines de Gordonsville, Elmwood et Cumberland) pour la somme de 19 M€ (dont 5 M€ de provisions pour charges environnementales). Cet actif, situé à 160 km de Clarksville et propriété de Mid-Tennessee Zinc Corp en faillite (filiale de Strategic Resources Acquisition), s'est arrêté de produire dans le courant de l'année 2003. Les ressources sont données pour 1 Mt de zinc métal correspondant à 30 Mt à une teneur approchant 3 %. Nyrstar a commencé par remettre en production la mine de Gordonsville (60 kt en 2002) qui doit

pouvoir fournir à 50 % du minerai nécessaire à la fonderie. En septembre, Nyrstar a passé un accord avec Glencore pour acheter le complexe minier d'East Tennessee (mines de Young, Immel et Coy), situé à 400 km de Clarksville, au prix de 126 M\$; la capacité de production est de 110 kt/an de zinc métal (en concentrés), les réserves de 340 kt et les ressources de 627 kt. On remarquera que le district à zinc du Tennessee central fait partie, avec celui de Red Dog (Alaska), des deux principaux districts américains à germanium.

Le champ d'acquisition s'est élargi la dernière semaine de septembre. Il y a d'abord eu le protocole d'accord signé pour l'acquisition d'une part de 19,9 % du capital de la junior australienne Ironbark Gold Ltd au prix de 3,5 M€. Ironbark, qui explore et détient des actifs miniers en Australie et au Groenland, développe en particulier le projet plomb-zinc de Citronen situé au Groenland, gisement qui ferait partie des plus importantes ressources de zinc connues encore non exploitées. La dernière évaluation des ressources du gisement (novembre 2008) fait mention de 56 Mt à 5,4 % Zn (3 Mt) et 0,6 % Pb (336 kt). Nyrstar a conclu un accord d'enlèvement de 35 % de la future production, estimée commencer d'ici trois à cinq ans. La seconde opération est le protocole d'accord signé avec Gold Hawk Resources pour le rachat de 85 % du capital de la compagnie exploitant au Pérou la mine polymé-tallique de Coricancha au prix de 15 M\$. La mine, en arrêt depuis mai 2008, pourrait être remise en production à la capacité de 20 kt/an de zinc et 15 kt/an de plomb (métal dans concentrés) plus de l'or et de l'argent en petites quantités.

Les opérations de croissance externe faites concernant des sommes modestes s'agissant d'actifs miniers en inactivité de plus ou moins longue durée, ou de projet en phase amont, bien que leur mise en exploitation signifie des investissements autrement plus substantiels. La recomposition actuelle du secteur minier (consolidation, arbitrage et recentrage sur le cœur de métier...) a mis en vente un certain nombre d'actifs Pb-Zn susceptibles d'intéresser Nyrstar et les investisseurs chinois.

Anglo American, toujours en restructuration, n'a pas échappé à ce type d'arbitrage. Les actifs miniers en question ont représenté 333 kt de zinc en 2008. Ils incluent les mines de Lisheen (Irlande, 100 % de 167 kt en 2008), Skorpion (Namibie, 100 % de 145 kt) et Black Mountain (Afrique du Sud, 74 % de 28 kt) ainsi que le projet sud-africain de Gamsberg.

(Engineering & Mining Journal : October 2009 ; Les Echos : 18/09/2009 ; Mines & Carrières : septembre 2009 ; Metal Bulletin : 31/08/2009, 26/10/2009 ; Mining Journal : 25/09/2009, 02/10/2009 ; Platt's Metals Week : 31/08/2009, 21/09/2009, 05/10/2009 ; Site web nyrstar.com)

MÉTAUX D'ALLIAGE

ANTIMOINE

L'accident survenu en octobre à la mine chinoise de Hsikwangshan, la plus grande mine mondiale d'antimoine, a enflammé le prix

Un accident survenu le 8 octobre à la mine d'antimoine de Tsikwangshan (Hunan) a eu pour conséquence d'enflammer le prix. La société opératrice Tsikwangshan Twinkling Star, filiale de Hunan Nonferrous, a fait part de la rupture du câble commandant la montée et la descente de deux nacelles dans un des puits miniers, entraînant le décès de 26 mineurs et des blessures pour cinq autres.

Tsikwangshan est un complexe de notoriété mondiale qui comprend deux mines souterraines et quatre fonderies. Il a une capacité de 40 000 t/an d'antimoine par rapport à une production nationale de 150 000 t.

Le prix de l'antimoine et des autres produits est remonté au niveau d'octobre 2008. À Londres à la mi-octobre, le trioxyde est passé de 5 975-6 150 à 6 275-6 475 \$/t cif et le métal de teneur standard II de 5 900-6 000 à 6 250-6 450 \$/t cif. Ces prix sont restés les mêmes en fin de mois.

(Metal Bulletin : 12-19-26/10/2009 ; Mining Journal : 16/10/2009 ; Platt's Metals Week : 19/10/2009)

COBALT-NICKEL (ET CUIVRE-CHROME-MANGANESE...)

Le projet nickel néocalédonien de Koniambo avance normalement

La direction du groupe suisse Xstrata a estimé que la construction du projet de Koniambo, situé en Nouvelle Calédonie (France) et développé en collaboration avec la SMSP, avance normalement. Les premières livraisons de l'usine métallurgique classique (pyrométallurgie) sont prévues en 2012. À pleine capacité, le complexe produira 60 kt/an de nickel.

Les experts du groupe minier anglo-suisse Xstrata restent confiants sur l'avenir du marché du nickel en dépit de la crise mondiale et ne retardent donc pas son avancement. Xstrata a déjà investi 1,3 Md\$ et s'est engagé pour 2 Md\$ supplémentaires par rapport à un investissement total prévisionnel de 3,85 Md\$. Un élément très positif est le coût opératoire prévisionnel qui, bien qu'estimé à la fin 2007, était de 4 000 \$/t alors que le cours possible du nickel au début 2012 pourrait être cinq à six fois plus élevé.

Selon Barclay's Capital, les flux d'offre et de demande (stocks actuels exclus) devraient être en déficit de 16 kt au 2^{ème} semestre 2009 et en déficit de 22 kt en fin 2010. En conséquence, ils estiment que le cours du nickel pourra monter, prévoyant 21 000 \$/t au dernier trimestre 2009 et 23 375 \$/t pour l'ensemble de l'année 2010.

La production de Koniambo devrait pouvoir s'introduire sans problème sur le marché 2012. Toutefois, plane la menace du « nickel pig iron » selon les analystes de Barclay's Capital. Ferro-alliage pauvre en nickel, il est utilisé par les sidérurgistes chinois à la place du nickel quand celui-ci est trop cher, c'est-à-dire au-dessus de 13 000 \$/t selon Barclay's Capital.

L'autre grand projet néocalédonien, Goro Nickel opéré par Vale-Inco, est toujours en stand by après l'incident du 1^{er} avril 2009 provoqué par une fuite d'acide qui s'est déversé dans le réseau hydrographique de la baie Nord.

(Les Echos : 01/10/2009)

Le groupe ENRC a lancé une OPA sur le groupe Camec actif dans le cuivre-cobalt de RDC, première étape dans sa nouvelle stratégie de diversification

Disposant d'une caisse de plus de 2 Md\$ à la mi-2008, le groupe Eurasian Natural Resources Corporation Plc (ENRC) a l'intention de se diversifier à la fois géographiquement et en termes de productions. Il a annoncé son intention d'absorber deux autres sociétés cotées à Londres qui sont Central African Mining and Exploration Co Plc (Camec) et African Minerals Ltd.

ENRC est un groupe minier et métallurgique diversifié dont les principaux actifs sont situés au Kazakhstan. Il est listé aux bourses d'Astana et de Londres. L'État kazakh est présent à hauteur de 11,65 % de son capital. ENRC est un producteur de minerais de fer, de chrome, de manganèse et de bauxite, grand producteur de ferro-alliages (1^{er} producteur mondial de ferrochrome), producteur d'alumine et d'aluminium, diversifié dans l'énergie, la logistique et disposant d'un réseau commercial international qui est son distributeur exclusif. Son chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2009 s'est élevé à 1,7 Md\$, en très fort repli par rapport aux 3,4 Md\$ du 1^{er} semestre 2008, conservant néanmoins un bénéfice avant impôts de 751 M\$.

ENRC a lancé en septembre sa première OPA sur la société Camec en faisant une offre entièrement en cash qui valorise la cible à 950 M\$, prime de 5 % comprise. Bien que la décision finale appartienne à l'ensemble des actionnaires, une acceptation de principe a été faite par la direction de Camec pour deux raisons au moins : d'une part, le dernier exercice annuel de Camec (fin au 30 juin 2009) s'est soldé par une perte de 411 M\$ et, d'autre part, ENRC s'était déjà assuré le contrôle de 30 % du capital en actions et de 25 % supplémentaires en engagements fermes auprès de certains actionnaires (dont l'homme d'affaires du diamant Dan Gertler). Notons que l'homme d'affaires Billy Rautenbach détient une part (7,2 % ?) du capital de Camec qu'il s'approprierait aussi à céder après avoir régularisé ses pénalités financières auprès des autorités judiciaires d'Afrique du Sud, du

Royaume Uni et des Etats-Unis en particulier qui l'ont condamné pour des irrégularités. Une contre-offre venant de capitaux chinois semblait possible mais n'a pas été mentionnée.

L'absorption de Camec offrirait à ENRC l'accès aux ressources de cuivre-cobalt de République Démocratique du Congo où le groupe britannique dispose d'une capacité de production de 30 kt/an de cuivre et de 8 kt/an de cobalt, à une mine de platine au Zimbabwe, à un projet bauxite au Mali et à un projet charbon au Mozambique. ENRC aurait déjà promis d'investir 230 M€ (330 M\$) au cours des cinq prochaines années pour développer les actifs cuivre-cobalt congolais.

L'OPA sur African Minerals est en attente. Cette junior développe le projet fer prometteur de Tonkolili en Sierra Leone (5 000 Mt de magnétite) et détient 4 % du projet voisin de Marampa via ses 11,6 % du capital du co-développeur Cape Lambert Iron Ore.

Certaines sources mentionnaient, fin octobre, le rachat probable par ENRC de la part du capital de la société sud-africaine Samancor Chrome (groupe Kermas) détenue par International Mineral Resources (IMR). Cette part pourrait être de 67 % si IMR réussit le rachat en cours de 32,5 % au groupe Kermas qui s'ajouteraient aux 34,5 % déjà détenus. La société IMR est détenue par trois hommes d'affaires qui ont été les membres fondateurs d'ENRC.

Une concentration dans la filière chrome est donc possible car les productions propres à Samancor Chrome du groupe Kermas sont au 3^{ème} rang mondial pour ce qui concerne le minerai de chromite (2,8 Mt en 2008) et le ferrochrome (0,90 Mt en 2008), chaque fois derrière... ENRC n°1 et Xstrata n°2.

(Africa Mining Intelligence : 30/09/2009, 28/10/2009 ; Les Echos : 21/09/2009 ; Metal Bulletin : 21-25/09/2009, 12-26/10/2009 ; Mining Journal : 18-25/09/2009, 02/10/2009 ; Sites web african-minerals.com, enrc.com)

MANGANÈSE

OM Holdings a l'ambition de devenir un des premiers producteurs de manganèse

Le groupe basé à Singapour OM Holdings Ltd (OMH) a acheté une part de

69,9 % du capital de la compagnie sud-africaine Tshipi Kalahari pour un montant de 215 M\$. La transaction est subdivisée en acquisition de 20 % du capital sur les 50,1 % détenus par Ntsimbintle Mining (compagnie du BEE) et en acquisition des 49,9 % restants du projet auprès d'un groupe de cinq investisseurs détenteurs. L'achat des 49,9 % se fera par entrée des investisseurs dans le capital d'OMH qui procédera à l'émission de nouvelles actions pour le montant correspondant. Parmi ces cinq sociétés d'investissement, figure Pallinhurst Resources qui est dirigée (et actionnaire à quel niveau ?) par Brian Gilbertson, ex-directeur de BHP-Billiton et ex-directeur d'OZ Minerals devenu directeur de la compagnie chinoise Minerals and Metals Group.

Le projet de Tshipi serait le jumeau du gisement voisin de Mamatwan opéré par BHP-Billiton, lequel est en activité depuis 1964 et produit actuellement à la capacité de 3,5 Mt/an. L'étude de faisabilité de juin 2008 a défini à Tshipi des ressources de 160 Mt à prendre en carrière, une capacité de production de 2,2-2,3 Mt/an (37 % Mn) sur une durée de 28 ans et un investissement de 200 M\$. La capacité de phase 1 qui ne consommerait qu'une faible partie des ressources et l'existence de 110 Mt supplémentaires à prendre en mine souterraine pourront allonger la durée d'activité de l'exploitation et/ou permettre une forte hausse de capacité.

Pour OMH, c'est une étape vers une capacité de production d'environ 3 Mt/an qui fera du groupe le 2^{ème} producteur mondial de manganèse derrière BHP-Billiton. OMH exploite depuis peu le gisement de Bootu Creek en Australie (Territoires du Nord), gisement dont la capacité de production atteindra 1 Mt/an en fin d'année. Ses ressources sont de 30,6 Mt à 24,1 % Mn.

(Metal Bulletin : 05-12-26/10/2009 ; Mining Journal : 02/10/2009 ; Platt's Metals Week : 26/10/2009)

MOLYBDÈNE

Moly Mines démarrera-t-il son projet australien à Cu-Mo de Spinifex Ridge avec l'aide d'investisseurs chinois ?

La compagnie australienne Moly Mines, prise dans une conjoncture

difficile qui voit le marché du molybdène continuer de faiblir alors qu'elle approche du terme final du développement du projet de Spinifex Ridge et qu'elle n'a plus de capacité d'endettement, a fait le choix de faire appel à des investisseurs chinois.

Moly Mines a conclu en octobre un accord avec Sichuan Hanlong Group (SHG) qui lui apporterait directement ou indirectement 700 M\$ en cash. L'apport direct serait de 200 M\$ sous forme d'achat d'actions Moly Mines payées cash par SHG qui obtiendrait 55,3 % du capital de Moly Mines, plus un crédit de SHG. L'apport indirect serait de 500 M\$ sous forme de crédits venant d'autres fonds chinois non précisés que SHG « se charge de trouver ».

Il faut, bien entendu, l'accord du Foreign Investment Review Board australien. Or, celui-ci a récemment annoncé le principe d'un plafonnement des participations au capital des sociétés exploitantes en Australie, plafond qui serait de 15 % pour les majors et de 50 % pour les autres.

Le gisement à cuivre-molybdène de Spinifex Ridge (Australie occidentale) devrait avoir une capacité d'extraction de 10 Mt/an correspondant à une capacité de production de 24 Mlb/an de molybdène (10,9 kt/an) et de 27 Mlb/an de cuivre (12,2 kt/an).

Le prix de l'oxyde de molybdène, qui se négociait vers 30 \$/lb en septembre 2008, est descendu jusqu'à 8 \$/lb en avril 2009, puis est remonté jusqu'à 18 \$/lb en août avant de redescendre vers 13 \$/lb à la mi-octobre.

(*Metal Bulletin* : 26/10/2009 ; *Mining Journal* : 23/10/2009 ; *Platt's Metals Week* : 21/09/2009, 12/10/2009)

MÉTAUX SPÉCIAUX

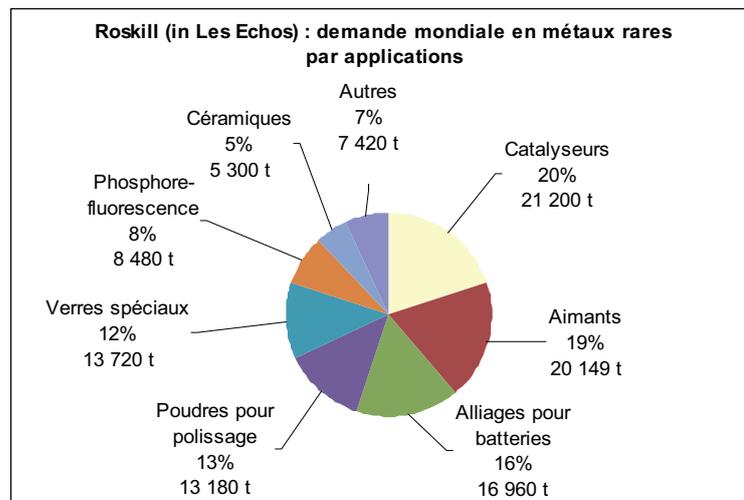
TERRES RARES

Tension annoncée sur le marché mondial des terres rares

Si la qualification de « rares » semble provenir d'une utilisation quantitative restreinte par rapport à celle des métaux aussi usuels que les métaux

de base, les terres rares couvrent aujourd'hui un vaste champ d'applications dans des secteurs de « niches » ou non et leurs finalités sont même souvent stratégiques (fig. suivante).

En séparant les éléments légers, à la fois les plus abondants, d'utilisation parfois basique (engrais, pierre à briquet, etc...) et donc aux prix en bas de l'échelle, il reste une dizaine



Dans un marché extrêmement complexe à de nombreux points de vue (16 éléments, multiples formes commercialisables...), mieux vaut préciser le champ minéral couvert par les « terres rares ». Les quatorze éléments métalliques regroupés dans les « terres rares » (numéros atomiques 57 à 71³) correspondent à une seule case du tableau de Mendéléev, celle du lanthane, d'où leur autre appellation de lanthanides. Leurs propriétés très voisines, avec des substitutions fréquentes, ont rendu leur identification chimique longue et difficile. Suivant les cas, ils sont divisés en terres cériques, les plus communes (cérium, lanthane, samarium ...) et terres yttriques (dysprosium, gadolinium, ytterbium...) ou en éléments légers (na 57-60), moyens (na 62-64) et lourds (na 65-71). On leur adjoint souvent deux autres éléments qui leur sont fréquemment associés à l'état naturel, le scandium (n° 21) et l'yttrium (n° 39). Tous ces éléments sont principalement concentrés à l'état naturel dans des minéraux associés à des environnements géologiques spécifiques, comme la bastnaésite (carbonatites), le xénotime (sables à minéraux lourds) ou la loparite (roches ignées acides).

d'éléments des terres rares dont le champ d'application extrêmement large est souvent stratégique puisqu'il est aux carrefours de domaines comme l'électronique, les aimants des moteurs électriques, les « technologies vertes » et les applications militaires. Ces métaux sont en particulier utilisés dans la fabrication d'aimants entrant dans les technologies des petits moteurs et des batteries permanentes (téléphones cellulaires, iPods, ordinateurs, panneaux solaires...), de moteurs intermédiaires (bicyclettes électriques...) ainsi que de moteurs plus importants (voitures tout électriques/hybrides, éoliennes...), plus leurs emplois dans les tubes fluorescents, etc. La quantité de terres rares utilisée dans chaque Toyota Prius est de 22 kg (moteur électrique principal, micromoteurs, protection UV du pare-brise, éclairage phosphorescent LCD, pot catalytique, freins, pack de recharge de batteries) dont 9 kg pour les aimants permanents des moteurs électriques.

En fonction de leur abondance relative et de leurs marchés spécifiques, les terres rares ont des prix dans une très large fourchette (tabl. page suivante) avec un rapport extrême de 1 (cérium à 50 \$/kg) à 80 (lutétium à 3 500 \$/kg). Traduits dans les références utilisées pour les métaux de base ou les métaux précieux, le prix de 50 \$/kg du cérium devient 50 000 \$/t ou 23 \$/oz, tandis que le prix de 3 500 \$/kg

³ Prométhium écarté puisque, existant en théorie (n° atomique 61), il n'a pas encore été découvert à l'état naturel.

du lutétium devient 3,5 M\$/t ou 1 588 \$/oz. Le prix du néodyme, aimant dix fois plus puissant que la ferrite et utilisé dans les générateurs des éoliennes ou les moteurs des véhicules électriques, est passé de 10 \$/kg à la fin des années 1990 à 60 \$/kg aujourd'hui. Un moteur de Toyota Prius en contient de 0,9 à 1,8 kg.

USGS : prix 2007 des terres rares et éléments assimilés		
nombre atomique	produit (oxyde)	prix (\$/kg)
éléments légers		
21	Scandium	non disponible
39	Yttrium	50
57	Lanthane	40
58	Cérium	50
59	Praséodyme	75
60	Néodyme	60
éléments moyens et lourds		
62	Samarium	200
63	Europium	1 200
64	Gadolinium	150
65	Terbium	850
66	Dysprosium	160
67	Holmium	750
68	Erbium	165
69	Thulium	2 500
70	Ytterbium	450
71	Lutétium	3 500

L'offre mondiale est à 97 % assurée par la Chine où est exploité en Mongolie intérieure le méga-gisement de Bayan Obo (groupe Baotou) qui compte pour la moitié de la production mondiale. En 2008, la production chinoise a été de 120 000 t sur une offre mondiale de 124 000 t. Le marché 2008 a représenté 1,25 Md\$ cette année là.

Compte tenu du développement attendu des filières de consommation, les spécialistes ont estimé que le marché des terres rares devrait passer à 3 Md\$ en 2015, avec un déficit de l'offre d'au moins 40 000 t/an dans les trois à cinq prochaines années. D'après Roskill, les prévisions de croissance des filières utilisatrices pour 2013 montrent des taux annuels moyens de 7 % à 17 %, exception faite du secteur des verres spéciaux (fig. ci-contre).

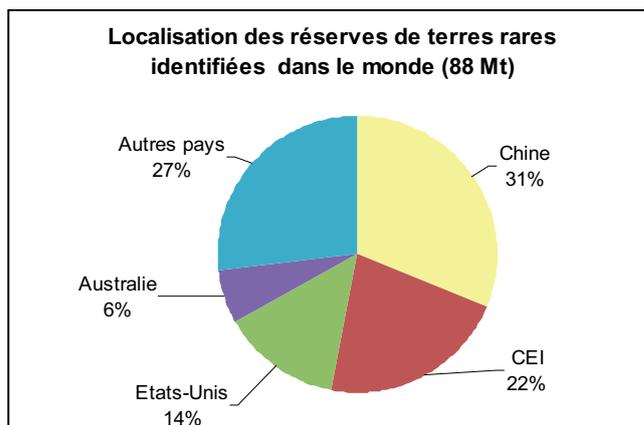
Plus ou moins en rapport avec une forte consommation domestique (aujourd'hui 80 % de l'offre mondiale), la Chine a mis en place depuis des années un système de limitation de l'offre qui

passer par un système de quotas à l'exportation et, depuis 2006, par la limitation de la production domestique. Alors que, jusqu'à présent, les exportations chinoises sont restées supérieures à la demande, le quota d'exportation en baisse progressive a presque rejoint la demande non chinoise en hausse en 2008 (53 kt offertes pour 50 kt demandées), annonçant un basculement en déficit dans les prochaines années. Par ailleurs, les producteurs chinois cherchent depuis des années à investir dans les initiatives non chinoises de production de terres rares pour mieux contrôler le marché. Grâce à la crise économique, des compagnies d'État chinoises ont signé des accords au printemps dernier pour entrer à hauteur de 51,7 % du capital de Lynas Corp (projet Mount Weld, Australie occidentale) et de 25 % du capital d'Ararua Resources (projet Nolans, Australie/Northern Territory).

C'est en août, dans ce contexte de maîtrise à peu près totale du marché, que les autorités chinoises ont (une nouvelle fois) annoncé qu'elles comptaient limiter davantage les exportations, mettant une forte pression sur le marché mondial. Les autorités australiennes ont réagi en exigeant que Lynas cède moins de 50 % de son capital à l'acheteur chinois, lequel a ensuite renoncé à l'acquisition.

Le risque sur l'offre a relancé les autres projets non chinois qui buttent depuis des années sur le problème du financement compte tenu du monopole chinois (« case history » du tungstène).

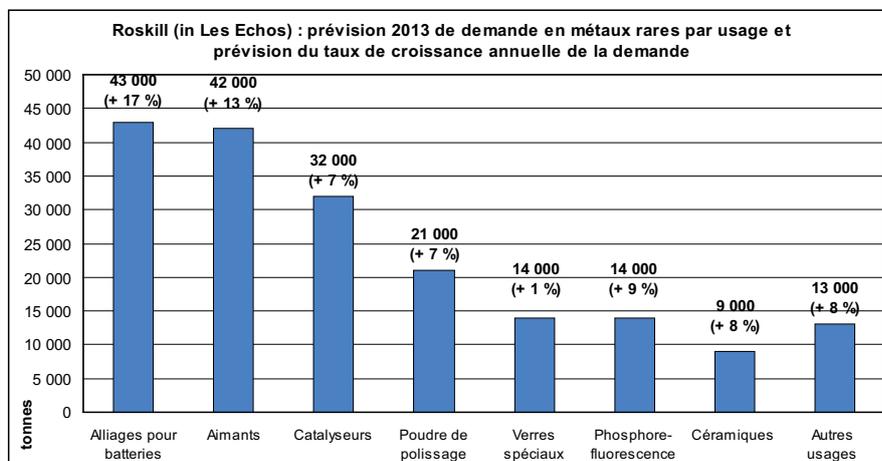
La concentration actuelle de la production en Chine est due en partie au potentiel minéral chinois (fig. suivante) dont 75 % sont concentrés en Mongolie intérieure, mais pas seulement. Si les éléments constitutifs du coût opératoire y sont imbattables, le problème concurrentiel du prix s'exprime finalement sous forme de rapport de force entre le bloc des producteurs chinois et les acheteurs dispersés non chinois.



Source : Les Echos

Des ressources conséquentes existent hors de Chine dans les pays de la CEI, aux Etats-Unis et en Australie, auxquels on peut ajouter des pays comme le Brésil et l'Angola à la géologie favorable (intrusions alcalines, carbonatites).

Pour être relancés, les projets non chinois auraient besoin d'investissements privés puisque le marché a un



fort potentiel de croissance, et autres que privés pour pouvoir maintenir le cap en cas de guerre des prix. Parmi ces projets, outre les deux qui ont été mentionnés, Lynas et Arafura, on connaît ceux de Molycorp Minerals (Mountain Pass, Californie), de Great Western Minerals Group (projet Hoidas Lake, Canada) ou d'Arafura Resources (Australie).

Affublée d'une image d'« Opep des terres rares », la Chine est donc en position d'adapter au fil de la demande extérieure ses quotas de production et d'exportation, assez bas pour maintenir un certain niveau de prix et pas trop bas au risque de convaincre les industriels étrangers d'investir dans les projets non chinois.

(Financial Times : 04-14/09/2009 ; Industrial Minerals : June 2009 ; Les Echos : 09/09/2009 ; Mining Engineering : October 2009 ; Mining Journal : 25/09/2009, 02/10/2009 ; Recyclage Récupération : 28/09/2009 ; Site web usgs.gov ; The New York Times : 01/09/2009)

URANIUM

Le prix du « yellow cake » continue d'être déprimé en dépit de l'effervescence au niveau des projets miniers

La surchauffe du marché de l'uranium a atteint son point culminant à la mi-2007, soit un an avant les métaux de base et quelques autres métaux d'alliage ou « petits métaux » des filières High Tech. De 136 \$/lb à la fin juin 2007, le prix du « yellow cake » (U_3O_8) sur le marché spot est revenu vers 44 \$/lb en octobre, soit son prix d'il y a trois ans.

Alors que le consensus sur la date de la reprise économique à l'échelle mondiale a commencé à glisser vers « après 2010 », la remontée du prix du baril de pétrole montre que les facteurs de tension du marché de l'énergie (y compris la spéculation) n'ont pas disparu. En Chine, la construction par Areva des infrastructures de béton qui supporteront les deux EPR devait commencer en septembre. Conclu fin 2007, ce marché de 8 Md€ (combustible compris) prévoit la mise en service du 1^{er} EPR fin 2013 et du 2^{ème} en 2015.

Tablant sur une hausse de la demande mondiale de « yellow cake » de 0,5 % l'an en 2009 et 2010, les analystes de Deutsche Bank ont prévu un déficit du marché de 6,4 Mlb cette année, apparemment sans effet sur le prix. Ils ont prévu un quasi rééquilibrage du marché en 2010 avec un déficit ramené à 0,8 Mlb et un excédent de 10 Mlb en 2010. Dans le court terme, le prix risque de ne pas être soutenu par le déficit car des rumeurs ont mentionné des ventes plus importantes que prévu de la réserve stratégique américaine. En soutien du prix mais au détriment de l'opérateur BHP-Billiton, un incident technique est survenu dans un des deux puits de la mine australienne géante d'Olympic Dam, nécessitant de huit à plus de vingt semaines d'arrêt de production (600 à 1 800 t d'uranium). Soit un retour possible à la pleine capacité d'extraction vers la fin mars 2010 qui a obligé l'opérateur à se couvrir vis-à-vis de ses livraisons par la « force majeure ».

En Australie, le Ministère de l'environnement vient d'approuver le projet de développement du gisement de Four Miles West (Australie méridionale) qui devrait devenir la 4^{ème} mine d'uranium australienne. Le projet, mené par Quasar Resources (75 %, filiale de Heathgate Resources qui appartient à la compagnie américaine General Atomics) et Alliance Resources (25 %), a des ressources de 3,9 Mt à 0,37 % U_3O_8 (14 500 t, ou 32 Mlb). La mine pourrait démarrer la production en 2010 à la capacité de 680 t/an (1,5 Mlb/an). Deux autres projets sont en construction, Honeymoon (Uranium One, Mitsui) et Jabiluka (Rio Tinto).

D'autres projets arrivent à maturité. Développé par Toro Resources, le projet de Wiluna regroupe les gisements de Lake Way et de Centipede (Australie occidentale) qui devraient passer le cap de l'étude de faisabilité en 2011 et entrer en production d'ici 2012-2013. Les ressources globales sont de 20,2 Mt à 0,055 % U_3O_8 (11 100 t, ou 25 Mlb) et seraient économiques à un seuil de prix minimum de 80 \$/lb et un seuil de change maximum de 0,75 US\$ pour 1 A\$. Toro Resources, qui est une filiale à 49,9 % d'OZ Minerals, développe le projet uranium

voisin de Napperby, prospecte en Australie méridionale et en Namibie et vient de s'associer avec Cameco Australia pour explorer le secteur prometteur de Birrindudu situé en Australie occidentale. Développé par BHP-Billiton, le projet de Yeerlirrie (Australie occidentale) pourrait être construit à partir de 2011 et commencer à produire en 2014 à la capacité de 5 000 t/an. Racheté en juillet 2008 par Cameco et Mitsubishi à Rio Tinto, le projet de Kintyre (Australie occidentale) a été réévalué : le potentiel est passé de 28 200 à 36 300 t d' U_3O_8 avec des teneurs de 0,3-0,4 %. Mentionnons, enfin, le projet uranium de Sweetwater mis en vente par Rio Tinto.

Alors que le décollage de la production d'uranium australienne suit son cours, une décision du Natural Resources Committee américain pourrait avoir l'effet inverse aux Etats-Unis. La promulgation en septembre 2009 du Consolidated Land, Energy and Aquatic Resources (CLEAR Act), si elle est approuvée, ferait passer l'uranium du statut de « locatable mineral » (exploitable sans royauté due à l'État, comme l'or, le fer, le zinc et le nickel, la barytine et le diamant, etc.) au statut de « leasable mineral » (royauté due comme les hydrocarbures, les sables bitumineux, la potasse et le sodium, etc.). Les mineurs d'uranium ne veulent pas d'un reclassement parmi les énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz) pour lesquelles de sévères mesures restrictives sont envisagées (exploration, production et conditions de production) et invoquent le caractère fondamental de loi minière américaine de 1872 qui est à l'origine de ces distinctions.

Les compagnies se sont déjà inquiétées des conséquences : plus d'une quarantaine de projets uranium sont en développement aux Etats-Unis, dont un en construction (La Palangana, 99 % Uranium One), deux en faisabilité et sept en préfaisabilité.

(Engineering & Mining Journal : October 2009 ; Les Echos : 08/10/2009 ; Mines & Carrières : septembre 2009 ; Mining Engineering : August 2009, October 2009 ; Mining Journal : 09-23/10/2009 ; Raw Materials Data)

Areva est à la recherche de partenaires dans l'exploration et la production du minerai d'uranium

L'exploration et la production d'uranium (jusqu'au « yellow cake ») ont pris un tournant. L'arrivée en production de nouveaux projets et la relance de l'exploration ont été le fait de groupes tels Areva, Uranium One, KazAtomProm, Atomenergoprom, Paladin Energy, Uranium Resources Inc et de juniors du secteur, canadiennes et australiennes. Les appels aux investisseurs venant du Niger, de Namibie, du Kazakhstan, d'Ouzbékistan, etc., ont facilité l'arrivée des mineurs et d'autres entreprises de la filière nucléaire souhaitant prendre en main tout ou partie de futurs besoins nationaux. C'est le cas de l'Inde, de la Chine, du Japon et de la Corée du Sud.

C'est aussi le cas de la Russie dont l'entreprise d'État, Rosatom, d'abord très active dans les républiques de l'ex-URSS, élargit son champ d'activité vers l'Afrique et vers les coopérations avec des compagnies soit d'État, soit privées. Via sa filiale Atomredmetzoloto (ARMZ), le groupe russe Rosatom s'associe à des groupes canadiens pour explorer et produire au Kazakhstan et en Namibie. Le groupe canadien Uranium One avait conclu en juin dernier un accord avec ARMZ pour prendre 50 % du capital du projet kazakh de Karatau contre la prise par la société russe d'une part de 16,6 % de son capital. La mine doit produire 3,3 Mlb d' U_3O_8 au coût opératoire de 15 \$/lb en 2009 et elle devrait produire 5,5 Mlb en 2011. ARMZ a aussi créé une joint venture avec Cameco pour explorer l'uranium en Namibie, cherche à se rapprocher de l'Afrique du Sud pour cofinancer d'autres recherches en Namibie et pourrait prendre une participation dans Uranium One pour accéder aux projets africains de ce dernier.

La joint venture Inkai associe Cameco et l'entreprise d'État KazAtomProm dans le développement du projet d'Inaki au Kazakhstan. La production commerciale doit y commencer cette année.

Autour de vrais mineurs, c'est donc le temps des alliances dans un secteur stratégique à de nombreux points de

vue. Areva n'y a pas échappé, qui avait signé en octobre 2008 un protocole d'accord pour céder la moitié de sa filiale Uramin à CGNPC qui est son partenaire électricien chinois dans le contrat des réacteurs EPR.

Cependant, sans être rompues, les négociations (impliquant CGNPC et des fonds souverains chinois) n'ont pas encore abouti. La base de l'accord prévoyait une cession par Areva de 49 % du groupe Uramin enregistré au Canada pour un montant de 950 M€ correspondant à la moitié des 1,9 Md€ payés un an plus tôt par Areva pour l'acquisition d'Uramin. Les partenaires chinois voudraient payer moins et, surtout, pouvoir disposer directement (leur quote part) et indirectement (sur la quote part d'Areva) de 70 % de la production. Ce qui est en contradiction avec la stratégie d'Areva de se maintenir parmi les deux-trois leaders de la production minière d'uranium (fig. suivante). Il compte sur deux expansions et une mise en exploitation dans les trois prochaines années, via la Somaïr au Niger (de 1 700 à 3 000 t/an), Katco au Kazakhstan (de 1 700 à 4 000 t/an) et Trekkopje en Namibie (3 000 t/an, démarrage en 2012).

d'uranium passant de 64 500 t/an aujourd'hui à 76 900 t/an en 2015, soit + 19 % de hausse.

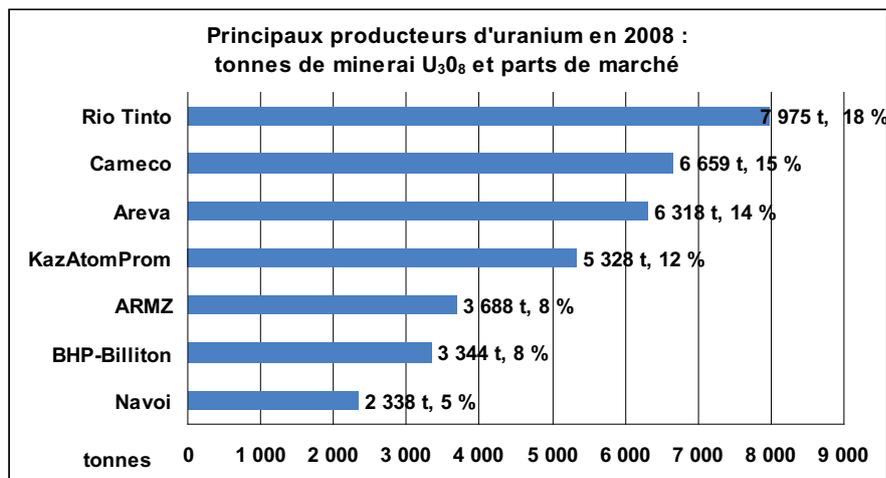
(Africa Mining Intelligence : 01/07/2009, 14/10/2009 ; Les Echos : 14/09/2009 ; Mines & Carrières : juillet-août 2009, septembre 2009 ; Mining Engineering : July 2009)

DIAMANT et MÉTAUX PRÉCIEUX

DIAMANT

Rio Tinto et BHP-Billiton devraient reprendre pour leur activité diamant canadienne le schéma de rationalisation économique déjà appliqué à leur activité de minerai de fer australienne

Dans le contexte d'une très forte dégradation de la demande de diamants gemmes qui a poussé nombre de producteurs à fermer provisoirement des mines dès la fin 2008, deux des trois grands mineurs diversifiés présents⁴



Source : World Nuclear Association in Les Echos

Areva serait donc à la recherche d'autres partenaires potentiels pour leur céder 49 % d'Uramin. Ceux-ci sont des entreprises comme Tepco ou Kansai (Japon), NPCIL (Inde) et CNNC (Chine). Le prix déprimé de la livre de « yellow cake », redescendu vers 46 \$/lb, ne peut empêcher que les perspectives du marché sont bonnes d'après les analystes qui prévoient une demande

dans ce secteur, Rio Tinto et BHP-Billiton, étudient un rapprochement de leur activité diamant au Canada.

Il a quand même fallu un contexte économique exceptionnellement tendu pour que ces majors minières, adeptes de la chasse permanente aux économies, admettent la nécessité

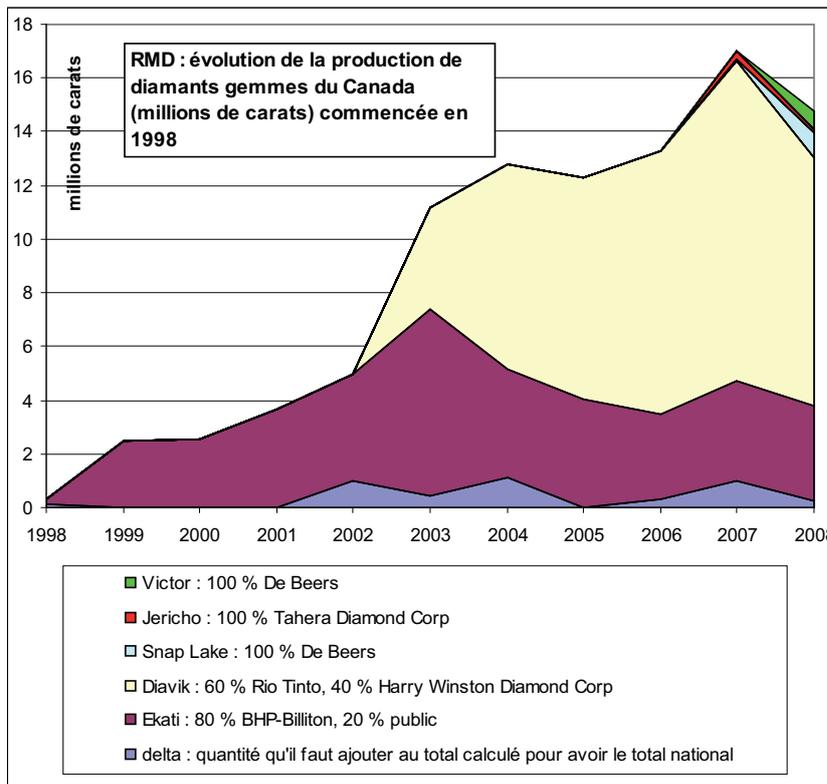
⁴ Pour faire référence à Anglo American au lieu de sa filiale De Beers.

d'unifier leurs moyens s'agissant de mines souvent isolées dans des territoires immenses et cependant proches d'exploitations concurrentes. Les synergies trouvées dans le cas de l'intérieur aride australien (fer) sont donc aussi possibles dans le cas du Grand Nord canadien (diamant).

Les signes de reprise du marché observés depuis septembre ne devraient pas interrompre le processus. Rio Tinto a repris en septembre la production à la mine de Diavik (Canada) et a relancé l'expansion de celle d'Argyle (Australie) et De Beers a écourté en octobre l'arrêt de production à Snap Lake (Canada).

Le périmètre de négociations n'ayant pas été précisé, on pense prioritairement aux synergies au niveau des moyens techniques (sondages, exploration...) et de la logistique. En cas de création de la joint venture, quel impact peut-elle avoir sur la filière mondiale ? Pour le moment, il est modéré car, si Rio Tinto est un des deux acteurs privés majeurs du diamant (20,8 Mct et 780 M\$ en 2008) et BHP-Billiton un acteur de rang moyen (3,6 Mct, 900 M\$), leur production canadienne unifiée proforma (sur une base de 100 %⁵ en 2008) représente des parts mondiales de 7,8 % en termes de carats (12,8 Mct sur 163 Mct) et de 12,6 % en termes de valeur (1 600 M\$ sur 12 700 M\$).

Au niveau canadien, il en est autrement car les projets de De Beers et d'autres projets ont tardé à s'affirmer pour des raisons diverses. Deux mines étaient ouvertes en 2006, huit ans après l'évènement de l'ouverture d'Ekati en 1998, deux autres ont été ouvertes en 2007 (Snap Lake et Jericho) et Victor a été ouverte en 2008 (fig. suivante). Trois d'entre-elles étaient en arrêt délibéré de production il y a peu (Diavik, Snap Lake et Jericho). À part Victor située en Ontario, les autres mines de diamant sont situées dans les immenses Territoires du Nord-ouest, principalement dans la région du Lac de Gras. La production canadienne unifiée proforma de la joint venture (toujours sur une base de 100 % en 2008) représente des parts de la production nationale canadienne de 87,9 % en termes de carats (12,8 Mct



sur 14,6 Mct) et de 78,4 % en termes de valeur (1 600 M\$ sur 2 041 M\$).

Les producteurs de diamant sont d'autant plus fragiles qu'ils dépendent souvent du seul marché des gemmes. Également en difficulté, le groupe De Beers a choisi une voie de diversification particulière en s'associant avec AngloGold Ashanti pour explorer ensemble les fonds marins à la recherche d'or et d'autres métaux. Bien sûr, De Beers trouve là le moyen de valoriser ses navires spécialisés qui exploitent les diamants des sédiments marins côtiers en bordure de la Namibie et de l'Afrique du Sud.

(Les Echos : 08/09/2009 ; Mines & Carrières : septembre 2009 ; Mining Journal : 02-09-11-18/09/2009, 02-09/10/2009 ; Raw Materials Data)

ARGENT

Silver Wheaton va doubler sa production d'argent d'ici 2015 après l'acquisition de la presque totalité de la production de Barrick Gold

Le 22 septembre dernier, Barrick Gold et Silver Wheaton Corp (SWC) ont signé un accord par lequel SWC achètera tout ou partie de la production

d'argent de quatre mines de Barrick Gold pendant toute leur durée d'activité. SWC récupérera 100 % de la production de trois mines en exploitation, Lagunas Norte et Pierina au Pérou, Veladero en Argentine. Il acquiert aussi 25 % de l'argent qui sera extrait du projet minier en construction de Pascua-Lama situé à la frontière du Chili et de l'Argentine ; la production devrait y commencer vers le début 2013 et s'étendre sur 25 années.

Les trois premières mines en activité devraient produire au rythme de 2,4 Moz/an d'argent (75 t/an). À sa capacité prévue durant les cinq premières années, Pascua-Lama produira 9 Moz/an (280 t/an), soit 70 t/an enlevables par SWC. Ce gisement de taille mondiale a des réserves de 17,8 Moz/553 t d'or et de 718 Moz/22 300 t d'argent.

Les éléments financiers de l'accord comprennent le versement par SWC à Barrick d'un montant cash de 625 M\$ (payable en trois ans, dont 212,5 M\$ au premier versement), auquel s'ajoutera l'achat du métal enlevé à un prix indexé sur le cours du LME et ajusté de l'inflation, prix qui ne pourra être inférieur à 3,90 \$/oz.

Sans être opérateur minier ou même actionnaire direct, SWC

⁵ Supposant l'intégration au processus de Harry Winston Diamond.

accèdera vers 2014-2015 parmi les revendeurs d'argent de premier rang avec un total de l'ordre de 1 000 t/an au moins. Ce total inclut un tonnage de 340 t/an équivalent à ses ventes actuelles, les 430 t/an venant de l'accord avec Barrick lorsque la mine de Veladero valorisera l'argent et les 240 t/an venant d'un accord similaire passé avec Goldcorp pour enlever 25 % de la production de la mine mexicaine de Peñasquito.

Pour le moment, le cours de l'argent est en redressement avec un cours moyen (LME 3 mois) de 17,2 \$/oz en octobre et les analystes de BNP-Paribas ont relevé leur prévision de cours 2010 à 15,10 \$/oz.

(Engineering & Mining Journal : October 2009 ; Metal Bulletin Monthly : October 2009 ; Mining Engineering : October 2009 ; Mining Journal : 11/09/2009, 02/10/2009 ; Platt's Metals Week : 28/09/2009, 26/10/2009)

OR

Barrick Gold Corp supprime son carnet de hedging et étouffe son portefeuille minier

Barrick Gold Corp (Barrick), 1^{er} producteur mondial d'or (238 t en 2008), a annoncé le 10 septembre un plan de collecte en cash de 4 Md\$ afin de supprimer à terme ses ventes de couverture à prix fixé (« hedge book »). Ces contrats de couverture sont avantageux pour les producteurs en cas de chute du cours car ils garantissent une marge minimale, ou couverture (« hedging »), mais désavantageux en cas de prix forts car la marge reste celle contractualisée, d'où l'opération de rachat des contrats à prix fixe (« dehedging ») pour retrouver une pleine marge. C'est ce qui se passe actuellement pour Barrick qui, après des mois de « dehedging » modéré avait encore, au 7 septembre, pour 3,0 Moz en contrats de couverture, représentant 2,1 Md\$ et pour 3,7 Md\$ d'engagements sous forme de contrats du marché flottant spot, soit un montant total d'engagements de 5,8 Md\$.

Barrick a choisi de trouver l'essentiel du cash nécessaire par augmentation de capital. Le groupe a procédé par touches successives car l'annonce du 9 août mentionnait un

élargissement du capital programmé d'un montant de 3 Md\$ par émission de nouvelles actions (à 36,95 \$ par action). En septembre, soutenu par nombre de ses actionnaires, Barrick rectifiait à 3,5 Md\$ ce montant, voire jusqu'à 4 Md\$ si le marché l'acceptait.

Mi-octobre, le groupe a procédé à une émission d'obligations sur 11 ans et 30 ans pour un montant récolté de 1,25 Md\$. Le groupe a aussi dégagé du cash (212,5 M\$ immédiatement) en vendant à Silver Wheaton une partie de sa production d'argent actuelle et 25 % de la future production de la mine de Pascua-Lama (cf article dédié des Informations sectorielles).

Dans ses comptes du 3^{ème} trimestre 2009 (cf note du 29 octobre), Barrick a inscrit pour 5,6 Md\$ de charges exceptionnelles au titre de la suppression du « hedging » et de la quasi-totalité des ventes spot. En conséquence, les comptes trimestriels du groupe sont en perte de 5,350 Md\$ mais, est-il précisé, le bénéfice aurait été de 473 M\$ sans ces charges exceptionnelles. Le plan de « dehedging » de Barrick note qu'au 28 octobre il a retiré 0,8 Md\$/1 Moz de son « hedge book » et 2,2 Md\$ des contrats spot. De plus, il annonce en objectifs la suppression prochaine de 1,3 Md\$/1,9 Moz du « hedge book », soit 0 au final, et de 0,8 Md\$ des contrats spot, soit un résiduel de 0,7 Md\$.

Barrick, qui a produit 7,65 Moz (238 t) en 2008, a pour objectif 7,7-8,1 Moz (239-252 t) en 2010. Plusieurs projets à faible coût opératoire seront bientôt mis en production qui ajouteront 2,6 Moz/an (81 t/an) à son total actuel. Il s'agit de Buzwagi (Tanzanie), de l'expansion de Cortez Hill (Etats-Unis), de Pueblo Viejo (République Dominicaine) et de Pascua-Lama (Chili).

L'élargissement du portefeuille minier n'a pas été oublié pour autant puisque Barrick s'est porté acquéreur des 70 % du capital du projet chilien à cuivre-or d'El Morro cédés par Xstrata pour un montant cash de 465 M\$. Les ressources mesurées et indiquées sont de 8,3 Moz d'or contenu (258 t) et de 2,86 Mt de cuivre contenu. La future mine est située dans la région d'Atacama à proximité d'autres projets Barrick, à 110 km au Sud de Cerro Casale (Barrick 51 %) et à 70 km au Nord de Pascua-Lama (Barrick 100 %).

Le partenaire minier qui détient les 30 % restants d'El Morro est New Gold Inc qui dispose d'un droit prioritaire pour faire sa propre offre dans un délai imparti.

Le tonnage d'or à prix bloqués impliqué par l'opération de Barrick paraît être supérieur aux 168 t parfois mentionnées puisqu'il pourrait s'agir de 200 t environ (avec les ventes spot). D'autres producteurs d'or sont tentés par ce grand courant de « dehedging », comme AngloGold Ashanti qui se plaçait, avec 5,2 Moz (162 t), juste derrière Barrick en termes de volume de couvertures.

(Engineering & Mining Journal : October 2009 ; Les Echos : 10/09/2009, 13-30/10/2009 ; Mining Engineering : October 2009 ; Mining Journal : 11/09/2009, 16/10/2009 ; Platt's Metals Week : 14/09/2009 ; Site web barrick.com)

Eldorado Gold Corp devrait réussir son OPA amicale sur Sino Gold Mining

Le groupe canadien Eldorado Gold Corp a lancé en août dernier une OPA amicale sur le groupe australien Sino Gold Mining dont il détenait déjà 19,8 % du capital acquis auprès de Gold Fields. La direction de Sino Gold a donné peu après son accord de principe à l'opération qui valorisait le groupe à 2 MdC\$ (1,8 Md\$). La fusion se fera par échange d'1 action Sino Gold contre 0,55 action Eldorado.

Le portefeuille d'actifs or de Sino Gold a la particularité de comprendre des actifs situés dans des pays moins habituels que d'ordinaire, dont la Chine (mines Jinfeng, Tanjianshan et White Mountain, projet Eastern Dragon), la Turquie (mine de Kisladag et projet Efemçukuru), la Grèce (projet Perama Hill) et le Brésil (projet Tocantinzinho).

La fusion doit donner naissance à « Sino-Eldorado », groupe qui sera capitalisé à hauteur de 6,4 MdC\$ (5,9 Md\$). Sino-Eldorado aura une production cumulée d'or qui augmentera de 550 koz/an aujourd'hui à 850 koz/an en 2011 (17,1 t à 26,4 t) et devrait passer la barre du million d'onces à partir de 2013.

Gold Fields, qui détenait aussi une part en actions de 6,97 % du capital d'Eldorado, a procédé à leur vente sur

le marché, vente dont le montant de 293 M\$ sera affecté à l'allègement de sa dette.

(*Engineering & Mining Journal* : October 2009 ; *Mining Engineering* : October 2009 ; *Mining Journal* : 11/09/2009 ; *ResourcesStocks* : September-October 2009)

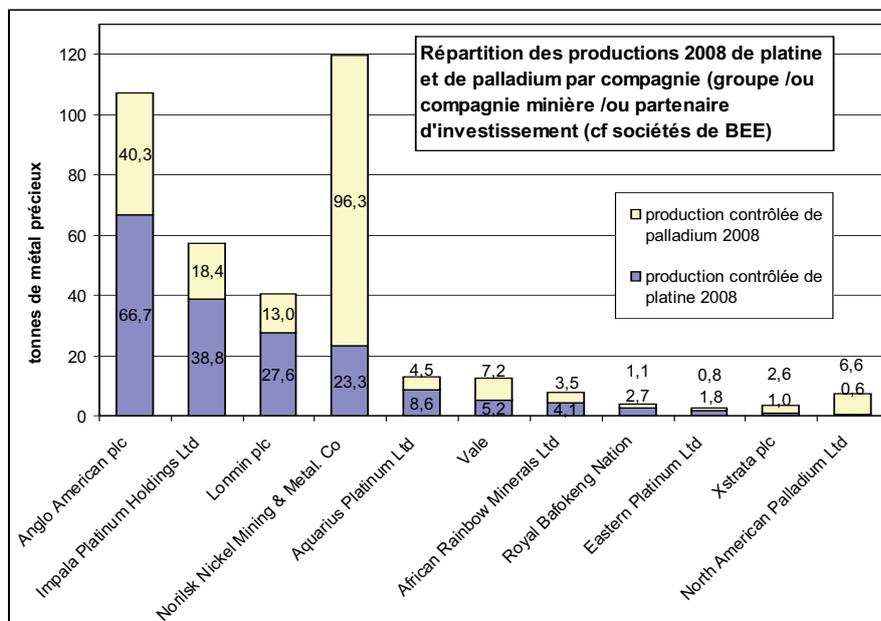
PALLADIUM – PLATINE et autres PGM

Le marché des PGM continue de s'interroger sur les conditions du retour à la normale du secteur automobile tandis que l'offre s'étoffe en Afrique du Sud

Les analystes sont partagés sur l'évolution du marché des platinoïdes en fonction de la question de l'impact réel des aides au secteur automobile (primes à la casse, aides gouvernementales aux constructeurs...) par rapport au retour à la normale de la demande. Les différents plans gouvernementaux de soutien du secteur automobile ont été efficaces puisqu'ils ont permis une hausse continue des cours du platine et du palladium d'août à octobre, malgré la baisse des ventes automobiles de septembre aux Etats-Unis. Cependant, ils ne peuvent être permanents. Des mouvements de grève ayant eu lieu dans certains sites miniers d'Afrique du Sud (pour des motivations différentes), le paradoxe aurait été que l'offre ne puisse suivre la demande soutenue par les aides massives. L'impact de ces grèves aurait été finalement minime : les pertes sont de 50 000 oz de platine chez Impala Platinum et de 20 000-25 000 oz de PGM (sur l'objectif 2009 de 250 koz) chez Platmin.

Le bilan des productions de 2008 permet de se rendre compte du niveau de concentration de l'offre puisqu'on dénombre moins d'une dizaine d'opérateurs miniers (neuf exactement) en posant que Norilsk est seul en Russie et que la production des autres vient essentiellement d'Afrique du Sud (fig. suivante).

Une cinquantaine de projets sont actuellement en développement en Afrique du Sud, de toutes tailles et à tous stades, dont le projet de Western Bushveld n°1 (74 % Platinum Group Metals et 24 % Wesiswe Platinum) de potentiel voisin de 76 Mt à 5,2 g/t PGM.



La compagnie Platinum Group Metals (PGM) développe en Afrique du Sud plusieurs projets dont deux projets intitulés Western Bushveld-project 1 (WBP1) et Bushveld-project 3. Pour prendre en compte certaines évolutions, dont la possibilité de disposer de l'énergie électrique à partir du réseau national, la compagnie a fait procéder à une révision de l'étude de faisabilité effectuée en 2008. Les nouveaux résultats ont permis d'augmenter la capacité de production prévisionnelle de 10 % et de baisser l'investissement de 13 %.

Le nouveau profil d'exploitation prend en compte une capacité de traitement du minerai de 156 kt/mois au lieu de 140, une capacité de production moyenne de 275 koz/an à [3PGM + Au] au lieu de 250 et un investissement de 595 M\$ au lieu de 684. Les réserves sont de 18,0 Mt à 5,51 g/t [3PGM+Au] dans le Merensky Reef et de 13,5 Mt à 3,40 g/t [3PGM + Au] dans l'UG2. Soit un total de 31,5 Mt à 4,60 g/t [3PGM + Au], soit 145 t de métaux précieux. Les récupérations sont de 87,5 % pour le minerai du Merensky Reef (Pt 64 %, Pd 27 %, Rh 4 %, Au 5 %) et de 82,5 % pour celui de l'UG2 (Pt 64 %, Pd 27 %, Rh 4 %, Au 5 %). Les ressources mesurées et indiquées totalisent 44,5 Mt à 5,71 g/t (3PGM + Au).

Une durée d'exploitation de 22 ans minimum est prévue. La décision de mise en construction devrait être bientôt prise. Angloplats, qui a une participation de 7 % dans le projet via

ses 26,6 % dans Wesiswe Platinum, dispose d'un droit prioritaire pendant une durée de deux mois pour dire s'il achète la totalité de la production.

(*Mining Journal* : 16/10/2009 ; *Platt's Metals Week* : 31/08/2009, 07-14/09/2009, 05-26/10/2009 ; *Raw Materials Data* ; Site web platinumgroupmetals.net)

MINÉRAUX INDUSTRIELS ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Carbonate de soude : Solvay entre sur le marché russe

Le groupe belge Solvay, acteur majeur de la chimie de spécialité, vient de se renforcer dans son domaine d'excellence, le carbonate de soude dont il est l'inventeur de la méthode de production à partir de sel et de chaux. Il a acquis, pour un montant de 160 M€, une participation importante (non précisée) dans l'usine du producteur Bereznicki qui est le n°3 russe. Localisée dans la région de l'Oural, cette usine dispose d'une capacité de production de 500 kt/an, permettant à Solvay d'entrer sur le marché russe avec efficacité.

Cette acquisition augmente de 7 % la capacité de production du groupe et le renforce dans sa position de leader mondial de ce produit (fig. page

suivante). Le carbonate de soude est largement utilisé dans la grande industrie, dans les filières du verre, des silicates, des céramiques et des détergents.

précédentes, activités d'asphalte au Canada et aux Etats-Unis, activités de carrières, granulats et béton en Europe et en Amérique du Nord ainsi qu'une cimenterie en Turquie, le groupe est

semestrielles finira au 14 février 2014.

Le chiffre d'affaires du groupe au 3^{ème} trimestre 2009 s'élève à 4,21 Md\$, en baisse de 28 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2008. Le repli tombe à 19 % si est comptée à part l'exclusion des actifs vénézuéliens nationalisés. L'Ebitda est passé de 1,3 Md\$ au 3^{ème} trimestre 2008 à 806 M\$ au 3^{ème} trimestre 2009, soit une baisse de 38 %.

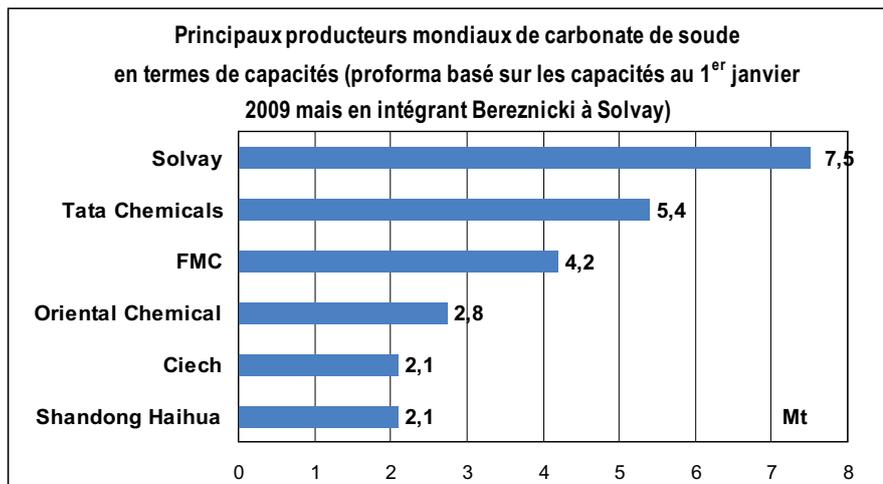
Dettes de 11,3 Md€/15,9 Md\$ pour Heidelberg Cement à la mi-2009 - Le groupe cimentier allemand Heidelberg Cement ne s'est pas relevé de la dette de 11 Md€ contractée à l'occasion de l'absorption du groupe britannique Hanson en 2007 et des pertes issues de la spéculation sur les marchés boursiers et financiers de son directeur et fondateur Adolf Merckle⁷. La famille Merckle contrôlait Heidelberg Cement à hauteur de 72,4 % du capital via la holding VEM. De plus, deux dettes représentant de 6 à 7 Md€ au total arrivent à échéance en 2010 et 2011.

Deux sortes d'opérations sont prévues pour rétablir la situation financière de Heidelberg Cement et de la holding familiale. D'une part, une augmentation de capital de Heidelberg Cement a été programmée qui doit apporter 2,25 Md€ par l'émission de 62,5 millions nouvelles actions à près de 37 € l'unité. D'autre part, la famille Merckle va diluer sa part en ne participant pas à l'augmentation de capital et en vendant autant d'actions familiales que d'actions nouvelles créées. Le résultat sera une baisse de sa part à moins de 20 % du capital.

Le chiffre d'affaires du groupe sur les neuf premiers mois de 2009 s'élève à 8,391 Md€, en baisse de 22 % par rapport aux neuf premiers mois de 2008 tandis que le bénéfice opérationnel avant impôts chute à 442,4 M€, soit 59,5 % de moins.

(Les Echos : 21-22-23/09/2009 ; Mines & Carrières : septembre 2009, octobre 2009 ; Sites web cemex.com, heidelbergcement.com, lafarge.fr)

⁷ Dont l'issue a été tragique puisqu'il s'est suicidé, peu après, en janvier 2009.



Source : Solvay in Les Echos

(Ciments, bétons, plâtres, chaux : juin-septembre 2009)

Ciment international : les groupes cimentiers sont toujours en difficulté⁶

Dettes de 15,4 Md€/21,6 Md\$ pour Lafarge à la mi-2009 - Poursuivant son plan de désinvestissement commencé en 2008, le groupe français Lafarge a finalisé la cession de la quasi-totalité de ses actifs situés au Chili au groupe péruvien Brescia pour un montant de 555 M\$. Lafarge est présent au Chili depuis 2001 dans les activités ciment, granulats et béton via ses filiales détenues à 84 % Lafarge Chile SA et Immobiliaria San Patricio. Ces actifs incluent la cimenterie de La Calera proche de Santiago, la centrale de broyage de Puerto Montt et la centrale de broyage en construction de Ventanas, 54 centrales à béton prêt à l'emploi, 5 carrières de granulats, etc. Lafarge conserve sa participation minoritaire dans l'activité plâtre au Chili.

Le groupe va continuer ses arbitrages, s'étant engagé, en février 2009, à désinvestir à hauteur de 1 Md€ après avoir réalisé 615 M€ de désinvestissement en 2008. Avec les cessions

arrivé à 750 M€, soit les trois quarts de l'objectif 2009.

L'activité a encore baissé au 3^{ème} trimestre 2009 mais l'endettement net a été réduit de 775 M€. Sur les neuf premiers mois de 2009, le chiffre d'affaires de 12,243 Md€ marque une baisse de 15 % par rapport aux neuf premiers mois de 2008 tandis que le résultat net part du groupe chute de 50 %, à 774 M€.

Brescia (groupe familial Brescia Cafferata) fait partie des plus importants conglomerats péruviens, aux activités diversifiées comme l'alimentaire et l'hôtellerie, mais également présent dans la mine avec sa filiale Minsur qui est le n°2 mondial des producteurs d'étain non chinois, à partir d'exploitations au Pérou et au Brésil.

Dettes de 13,0 Md€/18,3 Md\$ pour Cemex à la mi-2009 - Après avoir finalisé la vente de Cemex Australia au groupe suisse Holcim, le groupe cimentier mexicain Cemex va ajouter le 1,7 Md\$ (US\$) du montant de la transaction au 1,63 Md\$ récolté en septembre par son émission obligataire pour aider à l'assainissement de sa situation financière. La dette totale qui figurait dans ses comptes à la fin juin était de 18,3 Md\$. Depuis, il a refinancé, avec 75 banques, 15 Md\$ de sa dette dont la liquidation par échéances

⁶ Les équivalences euro/dollar des dettes sont calculées sur la base du change au 30 juin 2009.

Matériaux de construction : Wienerberger ferme trois de ses douze usines hongroises

Le groupe autrichien Wienerberger, qui est le n°1 mondial de la brique, a annoncé un plan de restructuration drastique de ses douze usines hongroises dont les ventes en Europe de l'Est sont confrontées à la crise. La demande en Hongrie a baissé de 40 % alors que les exportations vers la Roumanie et l'Ukraine ont également fléchi.

Trois des usines seront définitivement fermées et trois autres seront mises en arrêt de production provisoire.

Présent dans 26 pays, Wienerberger a dû s'adapter à la crise économique et fermer des usines. Les usines restantes sont au nombre de 236.

(Mines & Carrières : octobre 2009)

Sables à minéraux lourds : le lancement du projet kényan de Kwale par Tiomin Resources et Jinchuan Group se ferait sur les bases inchangées de leur 1^{er} accord

La majorité des observateurs se pose la question de savoir si Tiomin Resources arrivera un jour à mettre en exploitation le projet kényan à sables lourds de Kwale. L'arrivée du partenaire chinois Jinchuan Group (18,52 % du capital de la compagnie kényane qui détient les droits miniers) semblait devoir accélérer la finalisation, mais les partenaires n'étaient pas d'accord sur certains éléments du premier accord et ont lancé les négociations. Un an plus tard, Tiomin a reconnu que le nouvel accord reprenait tous les termes principaux du premier. Jinchuan reste donc sur sa montée à 70 % du capital de la compagnie exploitante contre le versement de 25 M\$ pour finir de développer et amener le projet en production. De son côté, Tiomin Resources, qui a financé le projet jusqu'à présent, ne veut plus investir ni dans la compagnie exploitante ni dans le projet directement.

Tiomin a commencé à développer ce projet il y a près de neuf ans après qu'une étude de faisabilité ait démontré son potentiel. Celle-ci prévoyait une capacité de production annuelle de

300 kt d'ilménite, 75 kt de rutile et 37 kt de zircon pendant une durée d'au moins 14 ans. Le gouvernement kényan a accordé en 2004 les droits miniers à la compagnie pour une durée de dix ans. En 2006, la révision de l'étude de faisabilité portait la capacité de production annuelle à 330 kt d'ilménite, 75 kt de rutile et 40 kt de zircon. Une succession ininterrompue de problèmes a toujours retardé le projet, dont le plus important a été la contestation, par les fermiers, de l'annexion des terres et de la construction des infrastructures minières, contestation portée devant le tribunal kényan.

Par ailleurs, la suite de l'aventure Tiomin-Jinchuan nécessite que l'État kényan renouvelle les droits miniers au-delà de 2014 et nécessite encore que Barrick Gold -à l'origine de l'exploration du secteur qui a permis la découverte de Kwale- renonce à exercer son « droit de 1^{er} refus » (droit prioritaire) sur le projet.

(Mining Journal : 04/09/2009)

EAUX MINÉRALES

Pas d'article dans ce numéro.

RECYCLAGE

Nippon Mining & Metals va se lancer dans le recyclage du lithium des piles et accumulateurs usagés

L'industriel Nippon Mining & Metals (NMM) a reçu mission du Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie du Japon de se lancer dans l'expérimentation du recyclage des métaux contenus dans les batteries lithium-ion et d'arriver à mettre au point un procédé d'échelle industrielle. Face au développement rapide attendu de ce type de batteries qui va équiper les véhicules électriques (tout électriques ou hybrides) et se généraliser avec ce qui est appelé la société « low carbon », compte tenu également que le pays importe 100% du lithium utilisé et que le prix a été multiplié par huit au cours des cinq dernières années, les autorités ont décidé de réagir. NMM s'engagera via sa filiale dédiée Nikko Tsuruga Recycle Co et travaillera en collaboration avec

les universités de Waseda et de Nagoya.

Une usine pilote va être construite d'ici 2011 pour mettre le procédé au point, procédé qui inclut le traitement des cathodes des batteries lithium-ion et la récupération de tous les métaux associés. La capacité mensuelle de récupération du pilote devrait être de 10 t de carbonate de lithium, 10 t de cobalt, 6 t de nickel et 6 t de manganèse.

La mission de NMM doit aller jusqu'à la construction d'une unité d'échelle industrielle et la mise en place d'un réseau commercial.

(Recyclage Récupération : 05/10/2009 ; Platt's Metals Week : 07/09/2009)

Le recyclage des produits usagés n'est pas qu'un problème technique d'économie d'énergie ou de matières premières délégué à des spécialistes, il n'est concevable qu'avec l'implication des citoyens-consommateurs

Si le recyclage en soi est d'un intérêt évident intellectuellement parlant, il a aussi un coût et ne devient efficace, voire économique, qu'à partir d'un certain volume récupéré qui s'apprécie généralement en pourcentage de la masse annuelle mise sur le marché. La France a pris les devants de la problématique du développement durable, dont la protection de l'environnement et le recyclage, mettant à jour les priorités et les objectifs avec ce qui est appelé le « Grenelle de l'environnement ». Le processus existe à l'échelon européen où les initiatives prises par la Commission de l'UE27 sont ensuite transposées dans le cadre légal de chaque pays.

La question du fondement économique du recyclage des batteries au lithium est déjà posée puisqu'on a fait remarquer que le métal lithium ne représenterait que 3% des composants. Cette question étant récurrente dans le recyclage, le BIR a voulu actualiser et fixer les réels enjeux. Il a donc demandé à des spécialistes, réunis sous la direction de Roger Brewster, d'établir un bilan des gains pour les métaux ferreux

et non ferreux, le papier, etc., notamment en termes d'énergie et d'émissions de CO₂. Les données sont comparées sur la base d'une production de 100 kt. L'aluminium est évidemment le champion avec 240 térajoules contre 4 700 térajoules, soit des économies de 4 460 térajoules et aussi de 354 kt d'émissions de CO₂. Les économies faites pour le nickel, l'étain et le papier seraient voisines en termes d'énergie, de 1 600-1 900 térajoules, mais de 190-215 kt de CO₂ pour le nickel et l'étain et négligeables en termes de CO₂ pour le papier car son empreinte carbone est comparativement très faible (0,17 kt de CO₂ en primaire et 0,14 kt en recyclé).

Passé le cap de l'intégration du recyclage dans le comportement citoyen de la nouvelle société (des économies avancées), on se préoccupe aujourd'hui de recenser les niches inexploitées comme le secteur du nautisme, via l'action de l'APER (Association pour une Plaisance Éco-Responsable) et de la FIN (Association des Industries Nautiques). On anticipe, aussi, sur les proches besoins comme ceux du futur grand secteur du photovoltaïque, via l'association européenne PV Cycle qui a entériné les nouveaux statuts et le règlement du système qui sera mis en place dès 2010 afin de recycler les modules PV en fin de vie. D'autres approches existent comme celle, amont, de la traçabilité des substances nocives via l'application de REACH, ou celle, transverse, sur l'impact des nanotechnologies et la gestion des nanoparticules (cf Ecomine de juillet-août 2009).

Cependant, la collecte semble être le fond du problème car elle implique la participation responsable et massive, pour ne pas dire totale, des citoyens-

consommateurs. Trois exemples montrent la difficulté des filières de recyclage à atteindre leurs objectifs.

Le premier concerne le recyclage du secteur automobile dont s'occupe le Conseil National des Professions de l'Automobile (CNPA) représentant 60 000 professionnels recensés. Dans son bilan de l'année 2008, le CNPA cite une avancée significative du nombre de professionnel du secteur ayant fourni au moins une donnée de collecte, soit 20 000 contre 15 000 en 2007. C'est-à-dire un tiers des inscrits ayant fourni au moins une donnée. Les produits collectés sont répertoriés précisément. Ferrailles, pare-chocs, aérosols, liquides de refroidissement, objets (gants, cartons...) imprégnés de substances dangereuses, etc. ont été collectés en quantités croissantes. *A contrario*, la collecte des batteries plomb-acide a baissé de 16 % en raison du prix élevé du plomb métal et de la mise en place de filières non autorisées.

Le deuxième exemple est celui du secteur des piles et accumulateurs (tous les types sont concernés) dont la directive européenne 2006/66/CE vient d'être transposée en France (décret du 22 septembre 2009). Les objectifs sont de 25 % minimum au plus tard le 26 septembre 2012 et de 45 % minimum au plus tard le 26 septembre 2016. Le principal apport de ce texte met entre les mains des producteurs, et non plus des utilisateurs, la responsabilité de la collecte des piles et accumulateurs des professionnels. Si au niveau français, le taux de collecte d'environ 30 % est déjà au-dessus du 1^{er} objectif, il n'en est rien au niveau européen en raison des « performances » de collecte très contrastées suivant les pays. L'Ebra

(association européenne du recyclage des batteries) a mentionné pour 2008 une collecte de 27 600 t en 2008 contre 27 200 t en 2007, soit 1 % de mieux. Ainsi, l'Autriche, l'Allemagne, la France ou les Pays-Bas font partie des bons élèves tandis que l'Espagne, la Grèce, l'Irlande ou la Lettonie devraient bientôt franchir le pas et que l'Italie et le Royaume Uni pourraient rester les lanternes rouges dans les prochaines années. Les 27,6 kt de 2008 sont à comparer aux 190 kt de piles et de batteries mises chaque année sur le marché européen et, par ailleurs, l'Ebra fait remarquer que si le taux de 25 % de collecte représente aujourd'hui 35 000 t, il représentera 50 000 t en 2012.

Le dernier exemple abordé est celui du secteur du verre, emblématique car la collecte systématique a commencé il y a 35 ans, le taux actuel du recyclage a atteint 61 % et le prochain objectif fixé par le « Grenelle de l'environnement » est de 75 % d'ici à 2012. Un responsable, directeur de Verre Avenir, fait remarquer qu'il a fallu une dizaine d'années pour gagner les 15 derniers points alors que la filière dispose de trois ans pour gagner les 14 prochains points. Il faudra donc tout reconsidérer pour rendre plus « attractifs » les 120 000 conteneurs répartis en métropole. Pour cela, il faudra revoir la question à l'échelle des comportements individuels par tranche générationnelle, revoir la question à l'échelle régionale, améliorer la performance dans l'« habitat vertical » et accélérer l'éco-conception.

(*Les Echos* : 14/09/2009 ; *Recyclage Récupération* : 07-14/09/2009, 05-19-26/10/2009 ; *Recyclage & Valorisation* : septembre 2009)

QUESTIONS MULTILATÉRALES

QUESTIONS GLOBALES

Vers une généralisation de la taxation s'appliquant aux exportations de substances minérales brutes ? Cas de la chromite sud-africaine

De plus en plus de pays producteurs du minerai d'un métal donné et disposant d'une industrie de transformation plus ou moins développée imposent ou veulent imposer des taxes sur les exportations du minerai brut. La justification est double : côté national, c'est la perte d'une partie de la valeur ajoutée potentielle et, côté transformateurs, ce sont le renforcement de la concurrence et la perte de parts du marché, voire le renchérissement de la matière première sur le marché intérieur. Tous les cas de figures sont possibles, comme l'existence d'un rapport très inégal entre la capacité de transformation qui sert de justification et le volume exporté, ou comme le glissement vers la transformation encore plus aval du métal et/ou des alliages en produits « semi-bruts » (billettes, extrudés, laminés...). Les exemples sont nombreux et concernent des pays de toutes tailles, depuis la Chine et l'Inde jusqu'au Vietnam.

Le dernier exemple en date vient d'Afrique du Sud où les producteurs intégrés de ferrochrome se sont plaints auprès du gouvernement de l'augmentation des exportations de chromite vers la... Chine. Les entreprises intégrées, telles Xstrata et Samancor, prônent en conséquence la mise en place d'une limitation des tonnages exportés de chromite. Ils s'appuient sur un document rédigé en 2007 qui traitait déjà de la question. Ce document a été mis au point à partir d'une étude préalable évaluant à 105 M\$ par an (à l'époque) la perte pour non transformation sur place de la chromite.

Certains pays à grande vocation exportatrice de matières premières

minérales sont *a priori* à l'écart du mouvement, comme l'Australie et le Chili. Dans d'autres pays d'Amérique du Sud, en Asie et en Afrique, cette question est de plus en plus d'actualité.

(*Mining Journal* : 23/10/2009)

PÉRIMÈTRES ÉCONOMIQUES

L'UE27 a établi des taxes antidumping contre certains produits importés d'aluminium et d'acier venant de trois pays dont la Chine, mais la mesure rencontre l'opposition des transformateurs de ces métaux

En septembre, la Commission de l'UE27 a décidé la mise en place d'une taxe antidumping sur certains produits importés d'aluminium et d'acier provenant de Chine, du Brésil et d'Arménie. Les mesures entreront en vigueur aussitôt la publication faite au Journal officiel le 8 octobre et seront « définitives » pendant une durée de cinq ans à compter du jour de la publication au JO.

Les produits d'aluminium laminé qui sont concernés seront taxés à divers taux suivant le prix des producteurs impliqués. Les produits de Companhia Brasileira de Alumínio et de tous les autres exportateurs brésiliens seront taxés à 17,6 %. Ceux d'Alcoa-Shanghai et d'Alcoa-Bohai le seront à 6,4 %, ceux de Shandong Loften Aluminium Foil à 20,3 %, ceux de Zhenjiang Dingsheng Aluminium à 24,2 % et ceux des autres exportateurs chinois à 30 %. Les produits de Rusal-Armenal seront taxés à 13,4 %.

Cette décision fait suite à une enquête lancée en juillet 2008, à la demande d'Eurométaux, sur les feuilles d'aluminium importées de ces pays. Une taxe antidumping provisoire avait alors été appliquée comme c'est l'habitude, dans une fourchette (de 10,7 % à 42,9 %) à peine plus élevée que celle des taxes adoptées.

La contestation s'est rapidement manifestée du côté des transformateurs qui veulent interpellier les députés européens. C'est le cas de la Fédération des consommateurs d'aluminium en Europe (Face) qui cite une perte de compétitivité de 150-200 \$/t sur les billettes et, aussi, du groupe Novelis. « Face » avance que l'Europe est importatrice nette d'aluminium et que ses industriels transformateurs ne peuvent dépendre de fonderies à coût opératoire élevé et se passer des fonderies plus compétitives de Russie et du Moyen-Orient.

L'European Aluminium Association (EAA) espère pouvoir définir une position commune des plaignants d'ici la fin de l'année pour pouvoir intervenir efficacement auprès des instances de Bruxelles qui préparent la réévaluation pour mai 2010 d'autres taxes antidumping. Cette révision concerne la taxe de 3 % sur les importations d'aluminium et de 6 % sur celles d'alliages d'aluminium.

Un second texte de la Commission concerne « les droits antidumping définitifs » sur les importations en provenance de Chine de certains tuyaux et tubes sans soudure, en fer ou en acier. Les taxes appliquées peuvent aller jusqu'à 39,2 %. Cette décision met fin aux rumeurs d'une suppression des taxes antidumping sur ces matériels qui avait circulé en juillet.

L'Association professionnelle de la fonte et de l'acier a aussitôt jugé la mesure « inopportune et injuste ».

La question du degré de liberté des flux commerciaux importateurs de l'UE27 est très polémique. Du côté anti-taxation figurent non seulement les transformateurs mais les importateurs de l'UE et les fabricants européens à taux de délocalisation plus ou moins élevé de l'outil de production. Cette question avait déjà divisé les pays européens en 2006 : les pays « libéraux » du Nord comme le

Royaume Uni et la Suède s'étaient vivement opposés aux pays « industriels » du Sud comme la France, l'Italie et l'Espagne. C'est une question fondamentale qui renvoie au problème de la préservation ou non d'un tissu industriel de base (industrie extractive, industrie lourde de première transfor-

mation) dans nos économies « avancées ». L'autre scénario est celui de tout miser sur la transformation aval pour ce qui est de l'industrie (bien que la fonderie anglaise de Teeside soit menacée de fermeture) puisque les britanniques ont préféré focaliser sur la finance et les services. Les questions

sous-jacentes sont nombreuses et la réponse apportée sera lourde de conséquences.

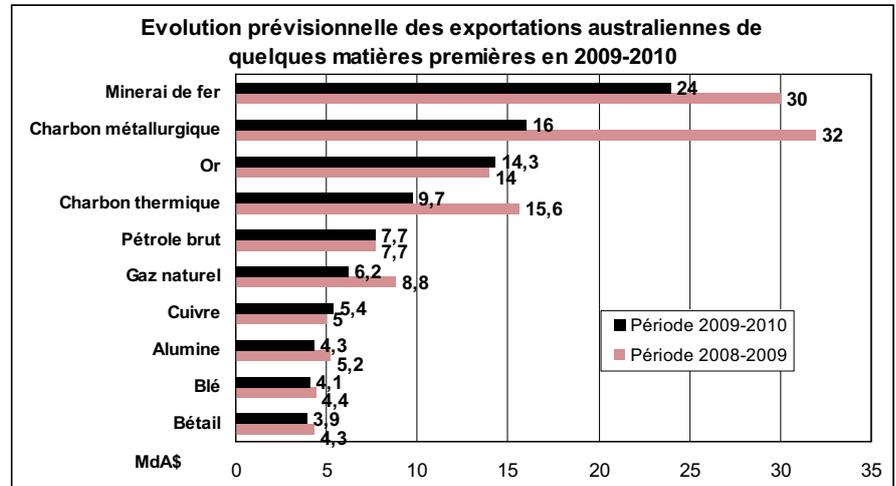
(Les Echos : 24-25/09/2009 ; Metal Bulletin : 21/09/2009, 19-26/10/2009 ; Platt's Metals Week : 12/10/2009 ; Recyclage Récupération : 05/10/2009)

LES ÉTATS

AUSTRALIE

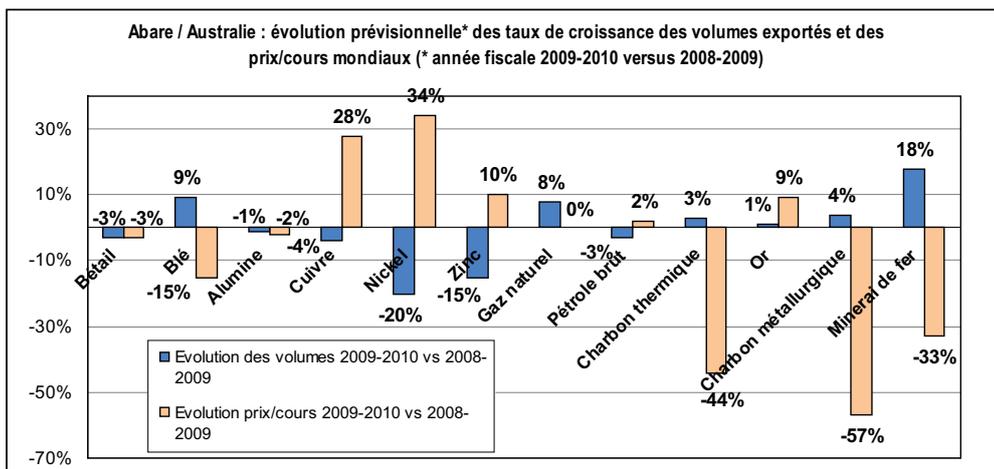
Tableau contrasté et optimisme mesuré pour les exportations de matières premières minérales de l'année fiscale 2009-2010

L'Abare (Australian Bureau of Agricultural and Resources Economics) a été chargé de prévoir les grandes tendances des exportations de matières premières du pays à court et moyen terme. L'organisme a donné ses premières conclusions relatives à la période 2009-2010⁸ par rapport à la période 2008-2009. Une douzaine de substances ont été retenues dans la présentation ci-dessous (fig. suivante).



En termes de valeurs des exportations (fig. ci-dessus), la baisse

estimé que la traversée de la crise économique mondiale a été satisfaisante et qui complète cet optimisme par une prévision de croissance de + 2,5 % en 2010. Les exportations australiennes sont tirées par la croissance forte de la Chine et celle solide du reste de l'Asie. Seule anomalie, alors que le gouvernement a joué un rôle important en tant que régulateur de la finance et en tant que soutien au développement (plan de 25 Md€), le taux d'intérêt de la Banque centrale fixé à 7,5 % est l'un des plus élevés parmi les pays développés.



Pour s'en tenir aux substances minérales de la figure, l'Abare prévoit des volumes plutôt stables, sauf pour le minerai de fer en hausse de 18 % et le zinc et le nickel en baisses respectives de 15 % et de 20 %. L'évolution des prix montre un fort contraste entre les charbons et le minerai de fer d'un côté (-33 % à -57 %) et le cuivre et le nickel de l'autre (+28 % et +34 %) dont l'évolution bénéficie d'un changement favorable du rapport offre-demande.

attendue est forte à très forte pour le minerai de fer (-20 %), le charbon thermique (-38 %), le coke (-50 %) et plus modérée pour l'alumine (-17 %). Les exportations de cuivre sont attendues en hausse de 8 % et celles d'or en hausse de 2 %.

Tout en remarquant la diversité des substances exportées australiennes, on notera que les substances minérales (hydrocarbures inclus) ont une contribution très majoritaire.

L'Abare ne fait pas d'appréciation économique sur le fond, contrairement à la Banque centrale australienne qui a

Des nombreux faits marquants du secteur minier et métallurgique australien, soulignons la fusion des actifs minier de fer de Rio Tinto et de BHP-Billiton, la montée en puissance de la production d'or (57 t au 2^{ème} trimestre, en hausse de 4 %) et l'incident technique qui a affecté la mine géante à cuivre-uranium d'Olympic Dam, qui devrait occasionner en 2010 des pertes de 30 à 90 kt de cuivre et de 600 à 1 800 t de minerai d'uranium.

(Financial Times : 24/09/2009 ; Les Echos : 24/09/2009, 08/10/2009 ; Mining Journal : 11/09/2009, 23/10/2009)

⁸ L'année fiscale australienne commence au 1^{er} juillet de l'année X et finit au 30 juin de l'année X+1.

COLOMBIE

Un potentiel sous-exploré et sous-exploité

Malgré l'aura qui entoure ses ressources d'émeraude, la Colombie ne figure pas parmi les grands pays miniers reconnus. Par rapport aux autres pays sud-américains dont sa géologie a les grandes caractéristiques, la Colombie disposerait aussi d'un potentiel de métaux de base (cuivre, étain, zinc, plomb) et de métaux précieux (or et argent) à partir de gisements de type « porphyry » ou de type épithermal. Des indices de ces minéralisations sont d'ailleurs connus, parmi lesquels le projet à or-argent d'Angostura (Greystar) et le projet à cuivre-molybdène de Mocoa (B2Gold).

Les émeraudes colombiennes représentent 60 % de l'offre mondiale et ont rapporté l'an dernier un bénéfice de 170 M\$. Les exportations de charbon se sont élevées à 32 Mt extraites de la province de Cerrejon où les majors diversifiées, BHP-Billiton, Anglo American et Xstrata sont présentes.

La production d'or colombienne a enregistré, avec 34,3t en 2008, un doublement du tonnage 2007 en même temps qu'une hausse substantielle de la valeur des exportations passée de 332 à 891 M\$. Cependant, le développement de cette filière semble ralenti plus par des procès d'intention que pour les raisons d'ordre environnemental ou sociétal qui sont invoquées. Les droits d'exploration sont limités et des projets de première importance sont retardés, comme celui d'AngloGold Ashanti dont les réserves sont supérieures à 10 Moz.

(Financial Times : 24/09/2009)

CONGO (République Démocratique du)

Les retombées de la mise en valeur du potentiel minéral sont inférieures aux attentes

Bien que détentrice d'un potentiel minéral exceptionnel, la République Démocratique du Congo (RDC) n'est pas arrivée, depuis son indépendance, à décoller économiquement comme ses ressources le laissent espérer.

Un rapport écrit par les sénateurs congolais vient d'attribuer une part importante de la responsabilité de cette situation à une gouvernance « inadéquate ». Ces responsables politiques ont en particulier pointé les déficits dans les recettes fiscales. En 2008, les rentrées fiscales au titre des « droits superficiaires » auraient été de 14 M\$ au lieu des 30 M\$ en droit d'être attendus et le Trésor public aurait réceptionné 92 M\$ au lieu des 205 M\$ prévus. Soit des rentrées fiscales divisées par deux.

Ce problème est d'actualité alors que des exploitations de première grandeur ont récemment démarré dans le pays, telles Frontier (First Quantum) ou Tenké Fungurumé (FreeportMcMoRan-Lundin Mining), ou doivent bientôt le faire comme le projet de Kolwezi (First Quantum). Notons la présence directe de l'État dans ces entreprises via les participations de son bras minier, la Gécamines.

Ce potentiel (fig. suivante) est notamment dû à la ceinture cuprifère centrafricaine que la RDC partage avec la Zambie : la RDC disposerait ainsi de 10 % des réserves mondiales de cuivre et de 30 % de celles de cobalt. Les

autres ressources présentes en quantité sont l'or (exemple du district de Kilo Moto), les diamants (Kasaï), l'uranium, le plomb-zinc, le manganèse et l'étain, plus un potentiel mal identifié en minéraux industriels et plus un potentiel d'hydrocarbures.

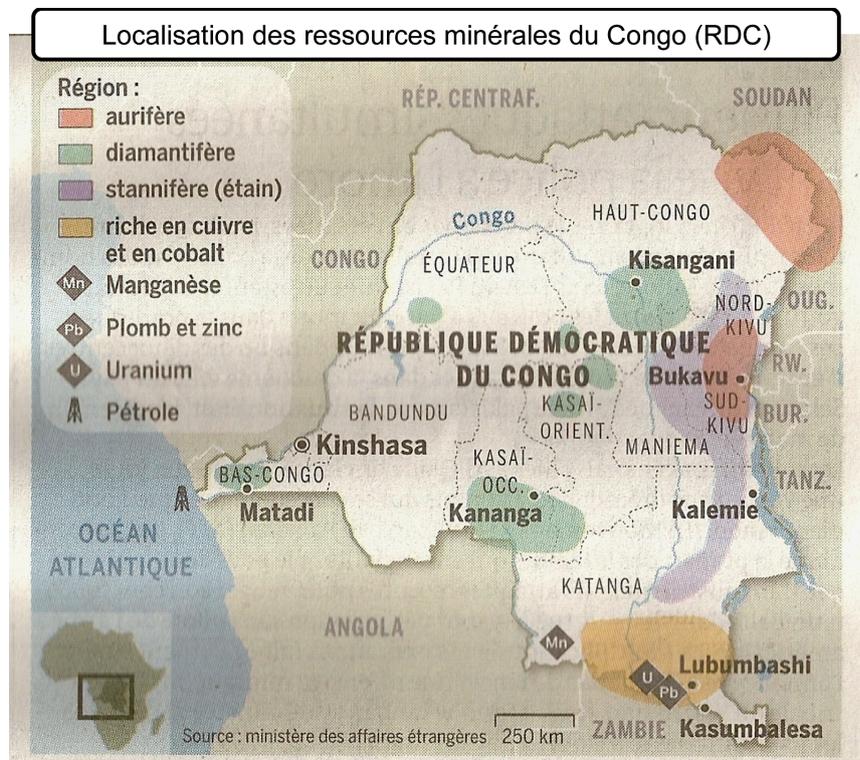
L'anomalie étant soulevée par les sénateurs de RDC, il est possible qu'une amélioration soit apportée qui serait doublement positive. Positive du côté national parce que le levier économique du secteur minier serait plus présent et plus efficace. Positive également du côté des opérateurs miniers parce que les investissements massifs exigés par les exploitations modernes demandent de plus en plus de sécurisation du capital et de contreparties visibles en termes socio-économiques.

(Financial Times : 06/10/2009 ; Le Monde : 16/10/2009)

FRANCE

BRGM : 50 ans d'activité et des missions redéfinies

Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) a célébré ses 50 années d'existence. L'établis-



Source : Ministère des affaires étrangères in Le Monde

sement, qui a le statut d'Établissement Public à caractère Industriel et Commercial, est reconnu à la fois nationalement et internationalement pour son expertise dans le domaine du sol et du sous-sol. Il est également connu pour ses découvertes/développements de gisements majeurs, le talc à Luzenac (France), le cuivre à Neves-Corvo (Portugal) et à Tenké Fungurumé (RD du Congo), le nickel à Goro (Nouvelle-Calédonie), l'or à Yanacocha (Pérou), etc. L'établissement s'est progressivement réorienté vers les sciences de l'environnement et vers l'« après-mine » dans les années 2000.

Les autorités françaises lui ont récemment défini trois missions prioritaires. La première mission est son engagement pour le développement durable et la lutte contre le changement climatique (géothermie en métropole et outremer, capture et stockage du CO₂, préservation des eaux souterraines, maîtrise des risques naturels, sols pollués). La deuxième est la contribution de son expérience des ressources minérales à la problématique de la sécurité d'approvisionnement des matières premières stratégiques. La création en son sein de l'Ecole Nationale d'Application des Géosciences (ENAG) est dans la logique des deux premières missions. La troisième est l'acquisition, le traitement et la mise à disposition du public des données du sous-sol et de l'environnement.

En 2008, le budget de cet établissement était de 140 M€ dont une dotation de l'Etat de 50 %. Ses effectifs sont de 1 000 personnes dont 600 ingénieurs en géosciences.

(Les Echos : 09/09/2009 ; Site web actualités-news-environnement.com)

GUINÉE

Partenariat Guinée - Chine

La Guinée, via la Sonangol (compagnie pétrolière guinéenne) et la Chine, via la China International Fund (CIF), ont signé un accord de partenariat prévoyant l'attribution aux investisseurs chinois de ressources minérales guinéennes en contrepartie de la construction d'infrastructures dans le pays. Le montant impliqué dans cet accord est de 7 à 9 Md\$.

Dans cette enveloppe, il est question de la construction de barrages hydro-électriques et de centrales électriques, de voies de chemin de fer, d'autoroutes, d'habitats sociaux, d'hôpitaux etc. En contrepartie, CIF deviendra un partenaire stratégique dans le développement minier guinéen.

La Guinée est devenue un enjeu de taille pour les matières premières. Le pays détient plus de 40 % des réserves mondiales de bauxite et possède un potentiel conséquent de minerai de fer, d'or, d'uranium, de diamant et d'hydrocarbures.

(Financial Times : 12/10/2009 ; Les Echos : 15-22/10/2009 ; Mining Journal : 16/10/2009)

SUÈDE

Northland Resources amène le projet fer de Kainisvaara à la faisabilité

Northland Resources a donné son autorisation à l'étude de faisabilité du projet fer suédois de Kainisvaara après le bilan positif des résultats préliminaires (tabl. suivant). Le projet inclut les trois gisements de Tapuli, Sahavaara et Pellivuoma qui devraient donner lieu à autant d'exploitations à ciel ouvert et à une unité de traitement. Compte-tenu de l'investissement global prévu de 617 M\$, Northland devra mobiliser à court terme un montant de 147 M\$ pour lancer le développement.

Evaluation des ressources de fer du projet de Kainisvaara (Suède)		
Gîtes	Minerai Mt	Teneur Fe%
Tapuli		
Mesurées	59,33	27,8
Indiquées	34,85	24,1
Inferrées	9,74	23,7
Sahavaara		
Mesurées	77,1	43,3
Indiquées	44,6	43,3
Inferrées	23,3	41,8
Pellivuoma		
Indiquées	33,8	30,1
Inferrées	557,0	29,8

Dans le futur profil d'exploitation, la durée d'activité pourrait s'approcher de 24 ans et le coût opératoire de 39 \$/t. Northland prévoit de vendre son minerai

en Europe au prix du minerai brésilien du Carajas en jouant sur le différentiel d'environ 5 \$/t du transport.

(Mining Journal : 11/09/2009)

YEMEN

Démarrage du projet zinc de Jabali vers la mi-2010

La compagnie ZincOx prévoit un démarrage de la production sur son projet yéménite de Jabali vers la mi-2010. Sur le site du projet, l'extraction à ciel ouvert du minerai a commencé en juin 2009 et son stockage se poursuit depuis. L'exploitation du gisement risque, néanmoins, d'être perturbée car le niveau d'insécurité de la région est toujours élevé malgré les efforts du gouvernement.

La capacité de production prévue est de 56 kt/an de zinc pour des réserves de 8,7 Mt à 9,2 % Zn. Le gisement de Jabali, exploité il y a 2 000 à 2 500 ans, a été redécouvert par les équipes d'exploration du BRGM.

ZincOx est spécialisée dans l'exploitation des gisements de zinc oxydés qui sont fréquents régionalement, connus également en Arabie Saoudite et en Égypte.

(Platt's Metals Week : 28/09/2009)

LES ENTREPRISES

ALCOA

Résultats du 3^{ème} trimestre 2009 positifs grâce au plan d'économie

Le groupe américain Alcoa a publié des résultats positifs pour son 3^{ème} trimestre, résultats qui auraient eu un impact très fort sur les marchés boursiers pour deux raisons. L'une est la preuve ainsi apportée du rebond possible de l'économie mondiale, l'autre est l'arrêt de trois trimestres consécutifs de pertes pour le groupe.

Le chiffre d'affaires de 4,6 Md\$ est inférieur de 34 % à celui du 3^{ème} trimestre 2008 mais il a tout de même généré un bénéfice net de 77 M\$, contre 268 M\$ (tabl. suivant). Pour la direction d'Alcoa, « ...cette performance trimestrielle indique qu'en dépit de vents contraires dus à l'effet de change et au prix de l'énergie, Alcoa résiste à la tempête économique ».

Cette performance n'a toutefois été rendue possible qu'avec l'application du plan d'économies qui a exigé la réduction de 20 % de la capacité de production, la diminution de 50 % des investissements et la suppression de 19 000 emplois depuis juin 2008.

La direction d'Alcoa s'est livrée à des prévisions de marché sur le court terme. Elle prévoit une hausse de 11 % de la

demande d'aluminium au second semestre 2009 qui aura pour effet de limiter la baisse de l'année complète à environ 6 %. Néanmoins, 2009 devrait encore être une année de baisse des ventes mondiales d'automobiles (- 15 % à - 20 %) malgré la généralisation des primes à la casse. De plus, l'atonie du secteur aéronautique devrait s'étendre aux six à douze prochains mois.

(Les Echos : 08-10/10/2009 ; La Tribune : 09/10/2009 ; Mining Journal : 09/10/2009 ; Platt's Metals Week : 12/10/2009 ; Site web alcoa.com)

ARCELOR-MITTAL

Résultats du 3^{ème} trimestre 2009 en redressement avec un retour au profit

En renouant avec les profits après trois trimestres consécutifs de pertes, ArcelorMittal paraît être sorti de la crise. Toutefois, il faut noter que face à une demande en hausse due à la fin du déstockage chez ses clients, Arcelor a vendu 18,2 Mt d'acier contre 17,0 Mt au 2^{ème} trimestre et contre 25 Mt au 3^{ème} trimestre 2008. Néanmoins, les résultats obtenus ont été supérieurs à ceux qu'attendaient les analystes.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 16 Md\$, soit un montant de moitié inférieur aux 35 Md\$ réalisés au

3^{ème} trimestre 2008. Le bénéfice net a atteint 903 M\$ contre une perte de 800 M\$ au trimestre précédent. L'Ebitda de 1,59 Md\$ est en repli de 81 % par rapport à celui du 3^{ème} trimestre 2008, mais en progression de 30 % par rapport à celui du 2^{ème} trimestre 2009.

La direction reste prudente, anticipant une perte sur l'ensemble de l'année 2009 même si elle estime que les livraisons d'acier et les prix de vente moyens devraient s'inscrire en progression pendant le dernier trimestre. A plus long terme, est anticipée une progression de l'ordre de 15 % de la demande chinoise en 2010 alors que le retour à la normale des marchés américains et européens n'est pas prévu avant 2011.

(Financial Times : 05/10/2009 ; Les Echos : 28-29/10/2009)

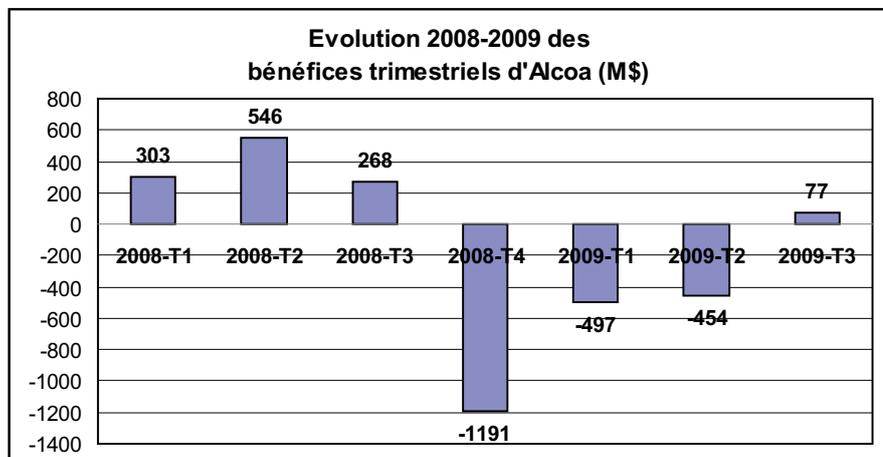
BARRICK GOLD

Les résultats négatifs du 3^{ème} trimestre 2009 ont inclus 5,6 Md\$ de charges exceptionnelles au titre de la suppression des ventes à prix fixe

Barrick Gold, le n°1 mondial des producteurs d'or, a publié des résultats trimestriels exceptionnellement négatifs, une perte de 5,35 Md\$ à hauteur des charges exceptionnelles de 5,6 Md\$ prévues pour son désengagement massif des ventes à prix fixe (couverture ou « hedging » et ventes engagées du marché spot). Sinon, le groupe aurait réalisé un bénéfice net de 473 M\$.

Dans le contexte de la montée du cours de l'or qui a dépassé les 1 000 \$/oz, Barrick a voulu se désengager des ventes à prix fixe (« hedging » et ventes spot) afin de bénéficier au maximum de la montée du cours.

Barrick a un objectif de production 2009 de 7,2 Moz à un coût opératoire (total cash cost) de 450 à 475 \$/oz.



L'objectif 2010 est de 7,7 Moz à 8,1 Moz avec un coût de production encore en baisse.

(Les Echos : 30/10/2009 ; Mining journal : 11/09/2010 ; Site web barrick.com)

CAMECO

Résultats du 2^{ème} trimestre 2009 et du 1^{er} semestre 2009 positifs

Le groupe minier canadien a publié pour le 2^{ème} trimestre 2009 des résultats très positifs. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 774 M\$ contre 620 M\$ au 2^{ème} trimestre 2008, avec un bénéfice net de 247 M\$, très supérieur aux 150 M\$ précédents.

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2009 a atteint 1 389 M\$ contre 1 213 M\$ au 1^{er} semestre 2008, avec un bénéfice de 329 M\$, contre 284 M\$ précédemment.

En termes de contribution aux résultats du groupe, l'uranium constitue la part majoritaire. Au 2^{ème} trimestre 2009, le chiffre d'affaires rattaché est de 443 M\$ et le bénéfice de 171 M\$. Au 1^{er} semestre 2009, le chiffre d'affaires rattaché est de 779 M\$ et le bénéfice de 287 M\$. Les ventes de minerai (U₃O₈) se sont établies à 8,5 Mlb au 2^{ème} trimestre 2009 avec un prix moyen de 40,64 \$/lb et à 15,6 Mlb au 1^{er} semestre 2009 avec un prix moyen de 38,86 \$/lb. La production a baissé dans son ensemble, atteignant 3,8 Mlb au 2^{ème} trimestre 2009 et 8,6 Mlb au 1^{er} semestre 2009 (fig. suivante).

Les activités de Cameco incluent les carburants, l'électricité grâce aux 31,6 % détenus dans Bruce Power Limited Partnership et l'or via ses 53 % de Centerra Gold Inc qui exploite deux mines au Kirghizistan et en Mongolie.

(Site web cameco.com)

FREEMPORT MCMORAN

Résultats du 3^{ème} trimestre 2009 meilleurs que prévus

Le groupe américain a publié des résultats du 3^{ème} trimestre 2009 meilleurs que prévu par le marché, même s'ils restent parfois en dessous des résultats du 3^{ème} trimestre 2008 (tabl. suivant). La projection des résultats est aussi faite sur les neufs premiers mois de l'année. On peut remarquer que le redressement du 3^{ème} trimestre 2009 n'a pas empêché la chute des résultats cumulés des neuf mois.

Résultats de Freeport McMoRan	T3-2008	T3-2009	évol. %	neuf mois 2008	neuf mois 2009	évol. %
chiffre d'affaires (M\$)	4 610	4 140	-10,2%	15 730	10 430	-33,7%
profit opérationnel (M\$)	1 130	2 080	84,1%	5 580	4 260	-23,7%
profit net (M\$)	740	1 200	62,2%	3 530	2 220	-37,1%
production de cuivre (Mlb)	1 024	1 015	-0,9%	2 840	3 130	10,2%
prod. de molybdène (Mlb)	19	15	-21,1%	59	42	-28,8%
production d'or (Moz)	0,30	0,71	136,7%	0,83	2,02	143,4%

La production du 3^{ème} trimestre 2009 est stable pour le cuivre, en baisse pour le molybdène et en forte hausse pour l'or qui est un coproduit de la mine géante de Grasberg (Indonésie). La production cumulée des neufs mois est très contrastée comme on peut le voir.

Au cours des neuf premiers mois 2009, le prix moyen de vente du cuivre a été de 2,75 \$/lb contre 3,14 \$/lb au cours des neuf premiers mois de 2008. En comparaison, le coût opératoire (cash net) a été de 0,50 \$/lb contre 0,53 \$/lb. Pour l'or, le prix obtenu a été de 944 \$/oz contre 897 \$/oz. Pour le molybdène, le prix a été de 11,93 \$/lb contre 31,78 \$/lb.

Ces résultats et un flux de trésorerie de plus de 4 Md\$ amènent la direction de Freeport McMoran à envisager l'avenir avec optimisme. Cependant, les dépenses en capital sur 2009, d'un montant de 1,4 Md\$, conséquentes en raison de l'investissement réalisé pour amener en production Tenké Fungurumé (RDC), ont porté la dette du groupe à 6,6 Md\$ au 30 septembre. Ceci est probablement à l'origine de rumeurs d'une éventuelle OPA venant d'une grande major minière, BHP-Billiton en particulier.

(Les Echos : 23/10/2009 ; Site web fcx.com)

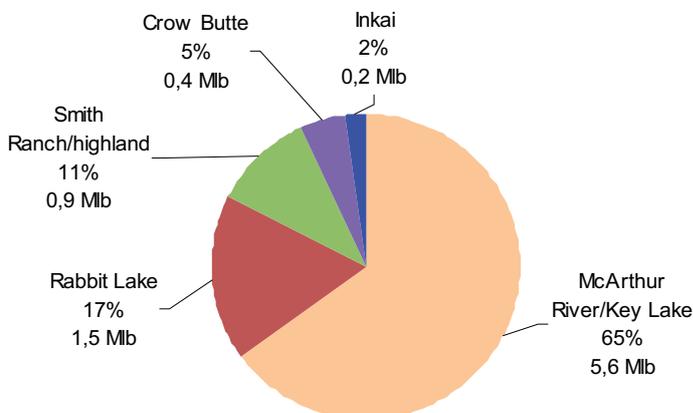
NORILSK NICKEL

Forte baisse des résultats du 1^{er} semestre 2009

Norilsk Nickel (Norilsk) a publié des résultats pour le 1^{er} semestre marqués par un repli important. Le chiffre d'affaires de 4,08 Md\$ a marqué une baisse de 51 % par rapport au 1^{er} semestre 2008. Le profit opérationnel a baissé, lui, de 32 % et le bénéfice net de 439 M\$ a chuté de 84 %. Cette baisse des résultats a pourtant intégré une baisse des coûts de production évaluée à 25 %.

Dans le même temps, la dette de Norilsk a très fortement progressé, passant de 2,3 à 4,06 Md\$ (UC Rusal détient 25 % du capital). Néanmoins, le groupe russe disposait à fin juin de 2,3 Md\$ de liquidités disponibles. En fait, les analystes n'ont pas été surpris par ces résultats qu'ils envisageaient même pires.

Production des mines d'uranium de Cameco au cours du 1^{er} semestre 2009 (Mlb d'U₃O₈)



Norilsk se veut confiant dans l'avenir et cherchera prioritairement à réduire ses coûts, démarche qui est facilitée par la baisse du rouble. Il compte également diversifier géographiquement sa production en développant un important gisement situé dans la péninsule de Taïmyr (Nord de la Sibérie).

(Les Echos : 20/10/2009)

RIO TINTO

Les données de production du 3^{ème} trimestre 2009 sont plutôt en hausse, avec un nouveau record pour le minerai de fer et une forte reprise pour le diamant

Rio Tinto a été le premier des majors à publier ses chiffres trimestriels de production (tabl. suivant). Ils confirment le toujours haut niveau de la production minérale australienne qui répond à la demande asiatique, en particulier chinoise.

Par rapport au trimestre précédent, on note une progression presque générale des productions. Les exceptions sont pour les concentrés de cuivre en raison de travaux de maintenance sur les sites miniers et pour le dioxyde de titane dont le marché s'est effondré (cf Ecomine de juillet-août).

La reprise de la production de diamant dénote bien un changement des conditions de marché mais son taux de hausse de 118 % s'explique par la réduction volontaire de production antérieure.

L'élément le plus remarqué par les analystes est la nouvelle hausse de la production de minerai de fer qui amène le groupe à battre un record avec 47,5 Mt produites. En dépit de relations tendues avec les autorités chinoises depuis deux mois, Rio Tinto a profité de la hausse des importations chinoises qui ont atteint un record mensuel de 65 Mt dernièrement.

Le groupe a donc relevé son objectif annuel pour l'amener à 200-215 Mt, ce qui correspondrait à 100 M\$ de bénéfice supplémentaire pour ce minerai qui contribue pour près de la moitié du bénéfice du groupe.

Par ailleurs, la dette colossale du groupe est en train de diminuer, étant descendue à 22,3 Md\$ au 30 septembre 2009, malgré les investissements indispensables. Ainsi des 388 M\$ versés dans le projet géant à cuivre-or d'Ogu Tolgoï (Mongolie) qui ont notamment servi à doubler la part de capital de Rio Tinto dans la compagnie opératrice.

(Financial Times : 15/10/2009 ; Les Echos : 14-15-20/10/2009)

Rio Tinto : évolution de la production trimestrielle T2-T3 2009				
substances	unités	2009-T2	2009-T3	variation
Bauxite	kt	7 217	7 443	+ 3 %
Alumine	kt	2 139	2 208	+ 2 %
Aluminium	kt	942	956	+ 3 %
Charbon coke	kt	1 896	2 077	+ 9 %
Minerai de fer	kt	45 162	47 511	+ 5 %
Concentré de cuivre	kt	206,2	197,9	- 5 %
Dioxyde de titane	kt	332	165	- 50 %
Uranium (U ₃ O ₈)	x 1000 lb	3 641	3 778	+ 4 %
Diamant	x 1000 carats	1 281	2 787	+ 118 %

CARNET

Adanac Molybdenum Corp

Paul Nelson est nommé PDG d'Adanac Molybdenum Corp à compter du 1^{er} octobre 2009. Il remplace Christopher Kirby qui a suivi une autre opportunité de carrière.

P. Nelson est directeur d'Adanac depuis 2006 avec un profil de financier et de gestionnaire complété d'une expérience dans la planification stratégique et la restructuration.

(Engineering & Mining Journal : October 2009 ; Mining Journal : 02/10/2009)

ArcelorMittal

Benjamin Battista est nommé PDG d'ArcelorMittal Brasil dont il était déjà le président.

Il remplace Carlo Panunzi qui s'est retiré après avoir lui-même remplacé José Armando Campos il y a quatre mois. J.A. Campos reste président du Comité de direction.

(Metal Bulletin : 21/09/2009)

Eurofer

Wolfgang Eder est nommé président d'Eurofer, l'association européenne des producteurs de fer et d'acier, en remplacement de Karl-Ulrich Kölher.

W. Eder est directeur général du groupe Voestalpine. Nommé à Eurofer il y a un an, Karl-Ulrich Kölher était directeur général de ThyssenKrupp mais il vient d'être remplacé. D'après les statuts d'Eurofer, la présidence va nécessairement à un responsable ayant l'appui d'un grand groupe.

(Metal Bulletin : 05/10/2009)

Gécamines

Le contexte encore plus tendu que d'ordinaire a amené Paul Fortin à laisser vacant en septembre son poste d'Administrateur délégué général de la Générale des Carrières et des Mines (Gécamines) qui est le bras minier de la

République Démocratique du Congo. Il avait été nommé à ce poste en décembre 2005 dans le cadre d'un contrat d'assistance de la Banque Mondiale. P. Fortin a tenu à laisser en place quelques conseillers et a réitéré son point de vue en faveur d'une séparation des activités de production des substances minérales et d'établissement de partenariats avec les investisseurs étrangers.

Il a été remplacé le 30 septembre par Calixte Mukasa Kalembwe qui était jusqu'alors l'adjoint de Paul Fortin. C.M. Kalembwe est ingénieur des mines de formation.

Gécamines a produit 4 500 t de cuivre au cours du 1^{er} semestre 2009 alors que l'objectif gouvernemental est de 40 000 t pour l'année. Certains font remarquer abruptement que ce niveau de production est trois fois inférieur à celui de Tenké Fungurumé qui a commencé l'exploitation en mars 2009 et près de dix fois inférieur à celui de la mine de Frontier (First Quantum) qui a produit 40 000 t au 1^{er} semestre.

(Metal Pages : 02/07/2009 ; Metal Bulletin : 13/07/2009)

Hydro SA

Roland Scharf-Bergmann est nommé responsable de la division recyclage du groupe Hydro (ex-Hydro Aluminium).

Hydro, qui développe en Europe cette activité de recyclage d'aluminium, a installé une capacité de 150 kt/an en Allemagne dans les trois dernières années dont la dernière unité est celle de la joint venture Alunorf à Neuss.

L'expérience de R. Scharf-Bergmann dans cette filière sera utile à Hydro car il était directeur de l'activité recyclage chez Aleris Europe de 2006 à novembre 2008.

(Metal Bulletin : 26/10/2009)

La Mancha Resources Inc

Yann Guilbaud est nommé au Comité de direction de La Mancha Inc qui est la filiale à 63 % du groupe français Areva regroupant les actifs or (trois mines au Soudan, en Côte d'Ivoire et en Australie).

Y. Guilbaud occupe la fonction de vice-président juridique de la division « Mining » d'Areva depuis juin 2009.

(Africa Mining Intelligence : 30/09/2009)

Platmin Ltd

Tom Dale est nommé directeur général et directeur exécutif de Platmin à compter du 1^{er} décembre 2009. T. Dale bénéficie d'une longue expérience dans le secteur industriel et minier sud-africain, ayant été, notamment, directeur de la division or de Gencor et directeur de Gold Fields. Il remplace Ian Watson qui s'est retiré.

Brian Gilbertson est nommé président non exécutif de Platmin à partir du 1^{er} décembre 2009. Ex-directeur de WMC et ex-directeur d'OZ Minerals, devenu directeur de Minerals and Metals Group qui est le nouveau nom d'OZ Minerals après le rachat de la plupart de actifs par des investisseurs chinois. Il est aussi président de Pallinghurst Resources qui vient de faire entrer son projet manganèse sud-africain de Tshipi dans le portefeuille d'actifs d'OM Holding.

(Africa Mining Intelligence : 30/09/2009 ; Mining Journal : 16/10/2009 ; Site web platmin.com)

Rio Tinto Group

Le groupe a procédé à une réorganisation de la structure des activités qui a donné lieu à de nouvelles nominations.

Andrew Harding est nommé directeur exécutif de la division cuivre, basée à Londres.

Harry Kenyon-Slaney est nommé directeur exécutif de la division diamant et minéraux qui retrouve son indépendance, également basée à Londres.

Bret Clayton, précédemment responsable pour le cuivre, le diamant et les minéraux, est nommé directeur exécutif en charge du support commercial et des opérations du groupe.

David Peever est nommé directeur du management de Rio Tinto Australia.

Doug Ritchie est nommé directeur exécutif de la division Rio Tinto Energy basée à Brisbane.

Preston Chiaro est nommé responsable de la division technologie et innovation, basée à Salt Lake City.

(Metal Bulletin : 19/10/2009 ; Mining Journal : 23/10/2009 ; Site web riotinto.com)

Tarmac France

Denis Sicard est nommé PDG du groupe Tarmac France, groupe qu'il a rejoint en 1983.

Il y a successivement occupé les postes de directeur général de Soprefa, directeur général des secteurs Picardie – Île-de-France puis Nord – Pas-de-Calais. En 2004, il a été nommé directeur industriel du groupe Tarmac France et Belgique pour les produits béton et carrières. Il a également piloté des projets industriels.

(Mines & Carrières: septembre 2009)

Tata Steel

H.M. Nerurkar est nommé directeur de Tata Steel à effet du 1^{er} octobre 2009. Il s'est occupé jusqu'alors du développement de Tata

Steel en Inde, en Thaïlande et à Singapour.

Kirby Adams est nommé directeur général de Tata Steel Europe à effet du 1^{er} octobre 2009. Ayant eu des postes de responsabilité chez Bluescope Steel puis chez Corus, il est entré chez Tata Steel. Il aura spécialement la charge de rentabiliser les unités européennes du groupe.

Ces nominations suivent le dédoublement du poste unique jusqu'alors occupé par B. Muthuraman qui quitte la fonction directoriale « exécutive » chez Tata Steel pour passer à la fonction directoriale « non exécutive » au sein du Comité de direction.

(Metal Bulletin : 05/10/2009)

ÉCO-NOTE

Le marché du diamant gemme

Inquiétudes avant les fêtes de fin d'année et inquiétudes sur la ressource à long terme

Par A. Coumoul⁹

Inquiétudes sur la demande à court terme - À l'approche des fêtes chrétiennes de fin d'année qui concentrent les ventes de détail des joailliers en occident, la filière du diamant gemme s'interroge sur le niveau 2009 car les déclarations pessimistes comme les optimistes continuent de se succéder. Marqué par la crise économique, le dernier trimestre 2008 avait été catastrophique pour les ventes de diamants, notamment avec le recul de 25 % des ventes aux Etats-Unis (qui représentent habituellement 45 % de ce commerce) par rapport au dernier trimestre 2007. L'effet de contraction des volumes de vente ayant remonté la filière, augmenté les stocks et divisé par deux les prix des pierres brutes, il s'est rapidement traduit par une réduction des productions minières.

Les conditions plutôt bonnes du marché durant les trois premiers trimestres 2008 ont néanmoins pondéré l'effet dépréciatif du dernier trimestre sur les résultats financiers 2008 (+ 7 % pour le bénéfice de De Beers) et sur le volume final de la production mondiale qui, à 163 Mct, est inférieur de seulement 4 % au volume 2007.

À l'initiative des principaux producteurs occidentaux, le 1^{er} semestre 2009 a été marqué de fortes réductions de productions en Afrique et au Canada, d'où une prévision annuelle mondiale de 100 Mct (- 39 %) avancée par les spécialistes. Parmi les nombreux producteurs ayant réduit leurs volumes, on peut citer De Beers (- 73 %), Rio Tinto (- 85 %), Harry Winston (- 26 %) ou encore ceux d'Angola où le volume annuel devrait reculer de 20 %. Dans le camp opposé, on peut citer BHP-Billiton (+ 25 %) ainsi que le groupe d'État russe Alrosa (+ 4 %).

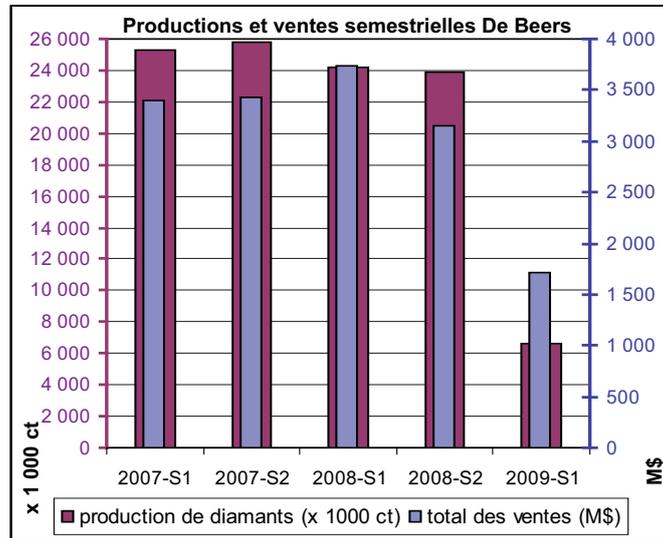
La crise a fortement impacté tous les acteurs de la filière. Chez les mineurs et les états-actionnaires tels De Beers, Rusal, l'État botswanais, l'État angolais, etc... les pertes de revenus se sont traduites par la fragilisation des situations financières et par de nombreuses suppressions d'emplois. L'emblématique De Beers a même demandé le soutien financier de l'Afrique du Sud et de la Banque mondiale et tenté une diversification, profitant de son expérience et de ses moyens « off shore », en s'alliant avec AngloGold pour explorer des gisements sous-marins de minéraux-métaux divers. Le gouvernement de l'Angola a cherché des partenaires en d'Afrique du Sud spécialement, investisseurs privés ou organismes d'aide au développement. Les deux grands mineurs diversifiés Rio Tinto et BHP-Billiton ont annoncé étudier un rapprochement de leur activité diamant au Canada, dont le premier intérêt paraît être les économies liées aux synergies possibles. Les juniors qui développaient de nouveaux gisements à coups d'endettement ont subi les plus gros revers. C'est le cas de DiamonEx développant le projet de Lerala (Botswana), secouru par Fleming Asset Management Botswana (FAMB) contre une part de 80 % du capital de la junior. FAMB prend en charge les dettes, injectera 6,5 M\$ pour relancer le projet et réintroduira la junior sur le marché boursier en Australie et au Botswana.

L'évolution des cinq derniers résultats semestriels du groupe De Beers en termes de production en carats et de montants des ventes atteste de la brusque contraction des résultats au 1^{er} semestre 2009 (fig. page suivante). Cependant, elle ne permet pas d'analyse plus fine pas à pas car la longueur du circuit des pierres brutes depuis l'extraction est variable (stockages/déstockages).

En septembre, les signes de reprise apparus sur le marché ont convaincu Rio Tinto de reprendre la production à Diavik (Canada) et de relancer l'expansion de celle d'Argyle (Australie). En octobre, De Beers a écourté l'arrêt de production à Snap Lake (Canada) et Alrosa a enfin repris ses ventes (351 M\$).

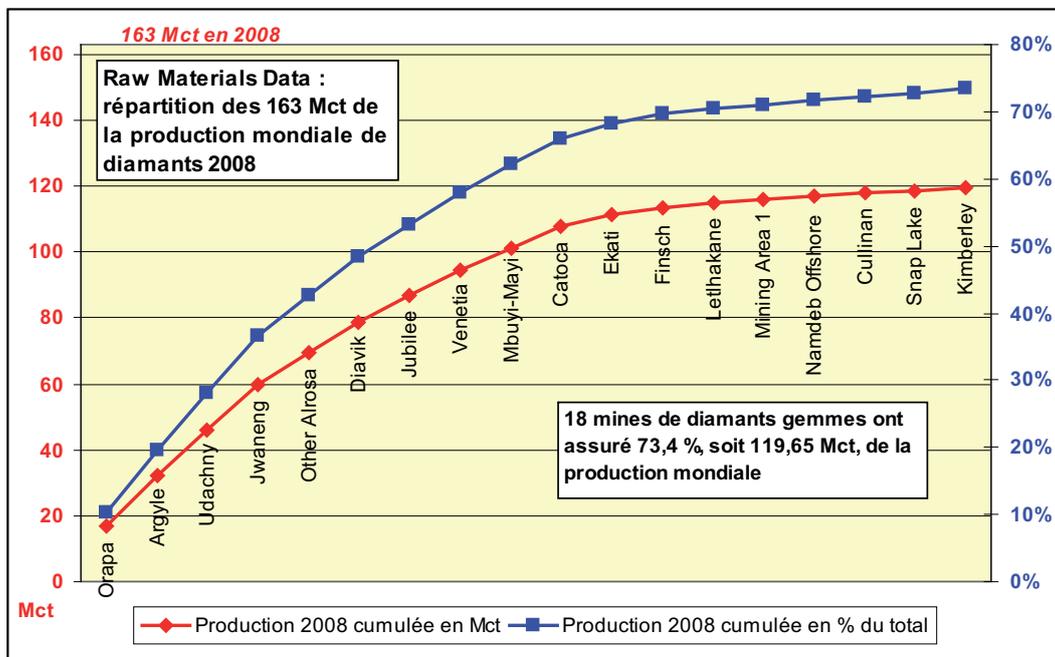
L'indicateur de la valeur des pierres brutes est remonté avec la reprise (modérée) des ventes mais n'a pas retrouvé son niveau de la mi-2008. Par rapport à ce dernier, l'indicateur était 40-65 % au-dessous à la fin 2008, 30-40 % au-dessous à la mi-2009 et 15 % au-dessous en septembre 2009. En bout de chaîne, les clients des joailliers sont beaucoup moins concernés par l'évolution du prix des pierres brutes qui n'est qu'une partie du prix du bijou monté avec son ou ses diamants. En 2008, les valeurs le long de la chaîne de commercialisation étaient de 12,7 Md\$ pour la production mondiale de diamants bruts, de 18 Md\$ pour celle des pierres taillées et de 64 Md\$ au niveau des joailliers.

⁹ Géologue-économiste des matières premières minérales au BRGM.



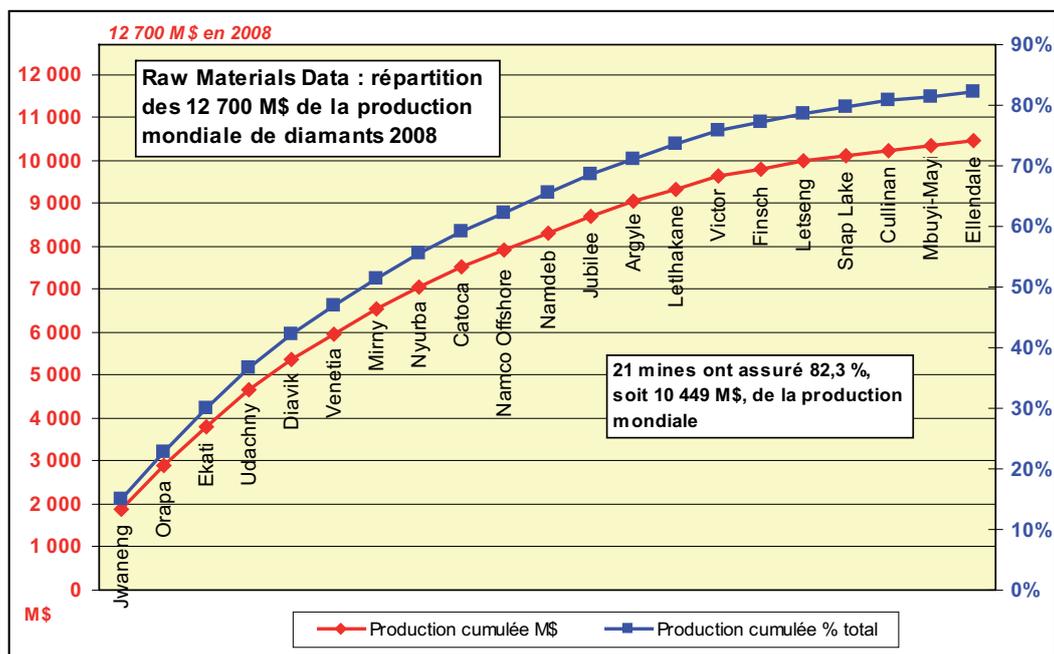
Inquiétudes sur la ressource à long terme - C'est dans ce contexte et alors que l'élargissement de la demande aux pays émergents est l'évènement actuel que certains analystes s'interrogent sur les ressources de diamants gemmes du futur. En effet, un constat rapide est qu'une vingtaine de gisements souvent anciens fournissent la plus grande partie des pierres brutes du marché mondial. Les coupes sévères effectuées dans les budgets d'exploration à la suite des mauvais résultats financiers ont même détérioré la situation, réduisant la capacité de l'offre à répondre à la demande sur le moyen-long terme.

En termes de carats, la production 2008 a atteint 162,9 Mct¹⁰. Elle a été à 71,7 % assurée par 15 mines (116,86 Mct) atteignant ou dépassant 1 Mct/an (fig. suivante). En étant un peu moins rigoureux pour intégrer les mines Cullinan (0,95 Mct/an, Petra Diamonds -Al Rahji Holdings ; Afrique du Sud), Snap Lake (0,93 Mct/an, ouverte par De Beers fin 2007 ; Canada) et l'émblématique Kimberley (0,91 Mct/an, Petra Diamonds ; Afrique du Sud), le taux passe à 73,4 % (119,65 Mct). On note que la mine d'Orapa (16,9 Mct, Debswana ; Botswana) est devenue la n°1 mondiale devant Argyle en net déclin (15,1 Mct, Rio Tinto ; Australie), devant Udachny (14,0 Mct, Alrosa ; Russie) et Jwaneng (13,67 Mct, Debswana ; Botswana). De Beers a mis en production en 2008 les deux mines de Victor (0,71 Mct, Canada) et de Voorspoed (0,13 Mct, Afrique du Sud).



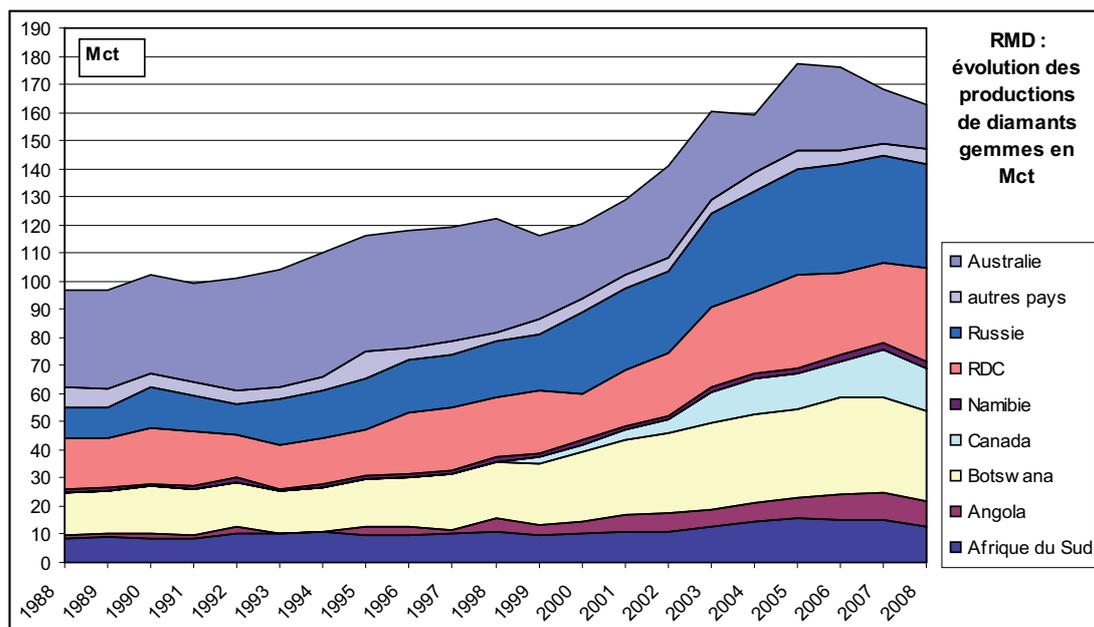
¹⁰ Ces productions incluent les pierres de qualité gemme alors que les autres pierres entrent dans la catégorie du diamant industriel. Les données de l'USGS indiquent une proportion mondiale de 54-55 % de qualité gemme dans les productions minières de 2003 à 2007. C'est très contrasté au niveau des pays producteurs avec 60-61 % de gemmes en Russie, 40 % en Afrique du Sud et 25 % en Australie.

En termes de valeur, la production 2008 a atteint 12 700 M\$. Elle a été à 82,3 % assurée par 21 mines (10 449 M\$) atteignant ou dépassant chacune 100 M\$/an (fig. suivante). Dans les quatre premières contributions, on note que c'est Jwaneng la n°1 (1 900 M\$), devant Orapa (1 000 M\$), Ekati (900 M\$, BHP-Billiton, Canada) et Udachny (858 M\$).



Certains producteurs misent sur la production de pierres exceptionnelles, généralement associée à des gisements de très faibles teneurs. C'est le cas de Petra Diamonds et de Al Rahji Holdings qui ont acheté à De Beers en 2008 la mine de Cullinan (Afrique du Sud) ouverte en 1903. Cette mine a fourni un quart des diamants bruts d'au moins 400 carats produits dans le monde. La dernière découverte d'exception date de septembre 2009, pèse 507,6 carats (image de couverture) et serait valorisable à plus de 20 M\$.

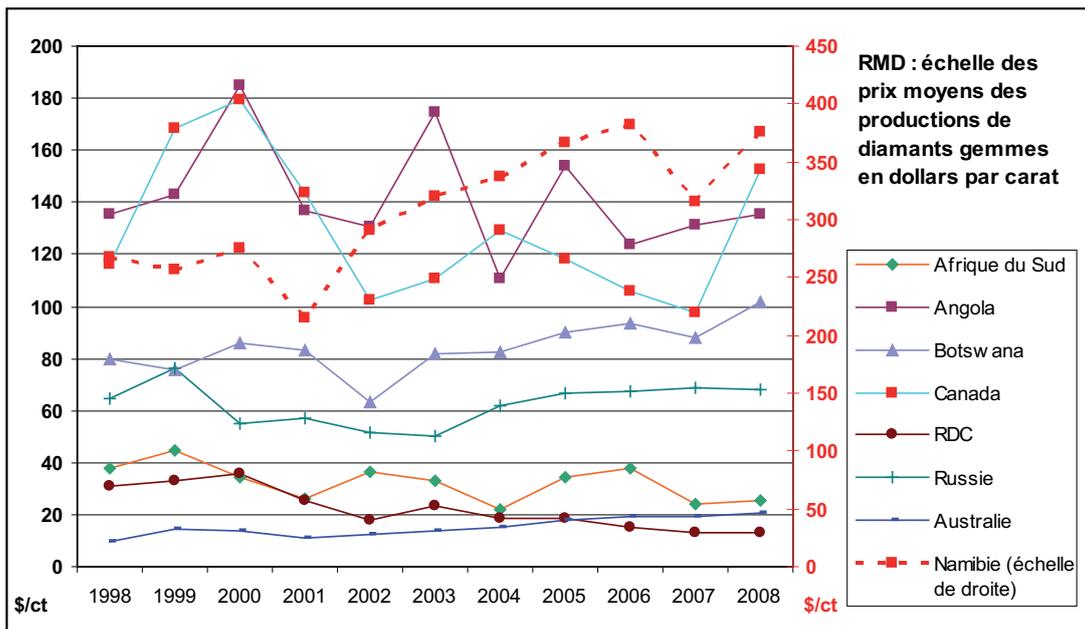
L'évolution des productions nationales en carats durant les vingt dernières années a été marquée de trois étapes plus significatives (fig. suivante). Les années 1999-2000 ont représenté celle de la 1^{ère} chute de la production en Australie et de la hausse des productions au Botswana et en Russie. L'année 2003 a été celle de la montée en puissance de la production canadienne. Enfin, l'année 2005 été celle du pic absolu de la production mondiale établi à 177 Mct.



Dans la période subactuelle, trois pays dominent le paysage, représentant 63 % de la production mondiale. Le Botswana et la Russie ont une production assez stable, vers 32-34 Mct pour le premier et 37-38 Mct pour le deuxième, alors que la RDC a augmenté la sienne de 17 % en 2008, à 33,4 Mct. Par ailleurs, s'observent une nouvelle décroissance de la production de l'Australie et le tassement de la production d'Afrique du Sud. Enfin, les productions prometteuses du Canada et de l'Angola tardent à confirmer.

Au niveau des valeurs des productions nationales, la hiérarchie est tout autre (aux incertitudes près). La valeur la plus élevée est celle du Botswana (3 273 M\$) devant la Russie (2 509 M\$), le Canada (2 255 M\$), l'Angola (1 209 M\$), la Namibie (918 M\$) et la RDC (432 M\$). L'Afrique du Sud ne vient qu'après, à égalité avec l'Australie (326 M\$).

Une approche grossière des prix moyens au carat des pierres brutes pour chaque pays (fig. suivante) permet de vérifier que la plus forte valeur appartient à la production namibienne (370 \$/ct, échelle spéciale de droite) et la plus faible valeur à la production australienne (20 \$/ct). Les autres remarques sur la valeur unitaire au carat concernent la tendance décroissante dans la production sud-africaine, la volatilité artificielle en Angola et le faible niveau en RDC. Le ratio calculé à partir des éléments globaux de l'année 2008 est de 78 \$/ct.



Enfin, la répartition de l'offre de pierres brutes au niveau des producteurs/actionnaires montre une concentration de 50,3 % par un groupe d'État et deux groupes privés. Le groupe d'État est le russe Alrosa (34,1 Mct, 2 509 M\$). Les deux groupes privés sont Anglo American via sa participation dans De Beers (27,0 Mct, 2 920 M\$) et Rio Tinto (20,8 Mct, 780 M\$). La concentration passe à 60,2 % en ajoutant l'État-actionnaire du Botswana (16,1 Mct, 1 640 M\$). Parmi les producteurs de rang moyen se distinguent BHP-Billiton (3,6 Mct, 900 M\$), Harry Winston (3,7 Mct, 280 M\$), Petra Diamonds (1,5 Mct, 186 M\$) ou Gem Diamonds (0,7 Mct, 225 M\$). Ponahalo Investments (2,7 Mct, 233 M\$) est la première société classée du Black Economic Empowerment.

Épilogue - En quelques décennies, l'évolution du marché du diamant gemme a été forte et marquée d'étapes importantes dont les plus significatives sont la contestation du monopole De Beers via l'arrivée de nouveaux exploitants miniers, la diversification géographique des gisements (Australie, Canada), la promotion des diamants colorés, la multiplication des centres de commerce de pierres brutes et des centres de taille. On pourrait remarquer que l'ex-monopole de la production africaine De Beers assure encore 50 % des ventes mondiales de pierres brutes par le biais du cumul de sa quote-part de production, des contrats d'« offtake » avec les autres actionnaires et de l'accord avec Alrosa dont il commercialise une partie de la production. Les points noirs sont le problème des filières illégales qui perdure malgré l'opération « traçabilité », car il est fonctionnel et non structural, et le développement mitoyen du diamant synthétique (et de la coloration artificielle des diamants naturels) qui est une question rarement abordée.

On a parfois dit que le diamant gemme représente la plus importante consommation d'énergie pour une simple préoccupation esthétique. Il ne faut pas oublier que, pendant longtemps, la masse des pierres naturelles aux qualités insuffisantes pour intégrer la filière gemmes a constitué la seule source de diamant industriel dont le rôle est si important dans le développement économique (forages rotatifs « diamant », outils de coupe de tous ordres dont ceux du BTP...). La croissance de cette demande a été très forte, relayée petit à petit par la production de diamant synthétique. D'après l'USGS, la production mondiale de diamants industriels naturels et synthétiques était de 645 Mct (grains et poudres) en 2007. Soit une proportion de matériel d'origine naturelle proche de 12 % compte-tenu de la proportion de 45 % de diamants de qualité industrielle dans la production minière 2007.

(Africa Mining Intelligence : 02/09/2009, 14/10/2009 ; Engineering & Mining Journal : October 2009 ; Les Echos : 08/09/2009, 09/10/2009 ; Mines & Carrières : septembre 2009 ; Mining Journal : 11-18/09/2009, 02-09/10/2009 ; Sites web bhpbilliton.com, debeersgroup.com, petradiamonds.com, riotinto.com, usgs.gov)